

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

**FEMMES ET DÉVELOPPEMENT :
LA CONDITION DES FEMMES VIETNAMIENNES DEPUIS LA
TRANSITION À L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ**

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
GENEVIÈVE GAUTHIER

DÉCEMBRE 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement n°8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à remercier ma directrice, Mme Chantal Rondeau, professeure au département de science politique de l'UQAM, pour ses précieux conseils et son enthousiasme pour mon projet de recherche. Merci à M. Guy Goulet, directeur du Centre d'études et de recherche sur le Vietnam (CEREV), pour avoir facilité mon terrain en me donnant ses contacts au Vietnam. Merci à Pr Le Thi Quy, directrice du Research Center on Gender and Development (RCGAD) et professeure à L'Université des sciences sociales et du développement de Hanoi, et Mme Hoai Giang, directrice du département des relations internationales de l'UFV de Hanoi, qui ont supervisé mon enquête terrain au Vietnam en 2008. Merci à Éric Bédard pour ses corrections et ses précieuses remarques. Merci à toutes les personnes qui ont accepté de me rencontrer pour une entrevue lors de mon terrain au Vietnam. Merci à toutes ces femmes vietnamiennes qui m'ont fait découvrir leur univers. Et naturellement, merci à ma famille et à mes amis pour leur soutien et leurs encouragements.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS.....	v
RÉSUMÉ.....	vi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1	
CADRE D'ANALYSE ET FONDEMENTS MÉTHODOLOGIQUES.....	5
1.1. Revue de littérature.....	6
1.2. Cadre d'analyse.....	11
1.3. Concepts.....	16
1.3.1. Le genre.....	16
1.3.2. La mondialisation.....	17
1.3.3. La division sexuelle du travail.....	18
1.3.4. La Division Internationale du Travail.....	19
1.3.5. L'économie informelle.....	20
1.4. Déroulement de la collecte de données.....	23
1.4.1. Démarche de la recherche.....	23
1.4.2. Limites de l'étude.....	24
CHAPITRE 2	
SITUATION SOCIO-POLITIQUE ET HISTORIQUE DU VIETNAM.....	26
2.1. Portrait d'ensemble.....	27
2.2. Idéologies à la base de la culture vietnamienne: leur influence sur la condition des femmes du pays.....	28
2.2.1. Le confucianisme.....	28

2.2.2. Le communisme.....	32
2.3. Le rôle des femmes dans l'histoire du Vietnam: contexte socio-historique.....	34
2.3.1. L'invasion chinoise.....	34
2.3.2. La lutte anti-colonialiste.....	37
2.3.3. La guerre du Vietnam.....	39
2.3.4. La construction d'un État socialiste.....	43
2.3.5. Le <i>Doi Moi</i> ou la politique de rénovation.....	46
CHAPITRE 3	
LES IMPACTS DE LA TRANSITION À L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ SUR LES FEMMES VIETNAMIENNES DANS LE CONTEXTE DE LA MONDIALISATION.....	53
3.1. Les femmes sur le marché du travail.....	54
3.2. La violence conjugale.....	61
3.3. Le trafic d'êtres humains.....	66
3.4. Le tourisme et les femmes du Vietnam.....	72
3.4.1. La situation particulière des minorités ethniques.....	74
3.4.2. Le tourisme et les femmes dans le village de Sapa: étude de cas.....	76
3.5. Les impacts sur l'Union des Femmes du Vietnam.....	79
3.6. Dilemme entre tradition et modernité.....	85
3.7. De nouvelles problématiques.....	89
CONCLUSION.....	92
BIBLIOGRAPHIE.....	96
ANNEXES.....	109

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

APEC	Asia-Pacific Economic Cooperation
ASEAN	Association of Southeast Asian Nations
ATH	Anti-Trafic Humain
BAD/ ADB	Banque Asiatique de Développement
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale
CEDAW	Committee on the Elimination of Discrimination Against Women
CEFAWS	Center for Family and Women's Studies
CICV	Combined intelligence Center for Vietnamese
DIT	Division Internationale du Travail
FED/ WAD	Femmes et Développement/ Women and Development
FMI	Fonds Monétaire International
GED/ GAD	Genre et Développement/ Gender and Development
IDH	Indice de développement humain
IFD/ WID	Intégration des Femmes au Développement/ Women in Development
IOM	International Organization for Migration
IPF	Indice de Participation des Femmes
ISDH	Indice Sexospécifique de Développement Humain
MTIAS	Ministère du Travail, des Invalides et des Affaires Sociales

NCAFW	National Committee for the Advancement of Women
NDIT	Nouvelle Division Internationale du Travail
ODM	Objectifs de Développement du Millénaire
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMC	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OQ ASE	Oxfam-Québec Asie du Sud-Est
PCI	Parti Communiste Indochinois
PCV	Parti Communiste Vietnamien
PNB	Produit National Brut
RCGAD	Research Center on Gender and Development
RDV	République Démocratique du Vietnam
SDC	Swiss Agency for Development and Cooperation
UFV/ VWU	Union des Femmes du Vietnam/ Vietnam Women's Union
UN	United Nations
UNDP	United Nations Development Program
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNIAP	United Nations Inter-agency Project on Human Trafficking
UNICEF	United Nations Children's Emergency Fund
UNIFEM	United Nations Development Fund for Women
VDIC	Vietnam Development Information Center

RÉSUMÉ

Ce mémoire se présente sous la forme d'une étude descriptive faisant état des différents impacts de la transition à l'économie de marché sur les femmes vietnamiennes dans le contexte de la mondialisation. C'est à partir d'une approche féministe ayant pour point de départ l'analyse des rapports sociaux de sexe et s'intéressant au point de vue des femmes que cette recherche sur la condition des Vietnamiennes depuis la politique de rénovation économique a été élaborée. Des méthodes de recherche qualitative ont servi à recueillir des informations sur le sujet. Des entrevues formelles et informelles, ainsi que l'observation participative sont des techniques de recherche qui ont été privilégiées lors d'une enquête terrain effectuée au Vietnam en 2008.

Quelques moments clés de l'histoire du Vietnam sont étudiés afin de mieux contextualiser l'identité des femmes vietnamiennes dans le Vietnam actuel. Ainsi, le confucianisme et le communisme sont analysés comme étant les deux grandes écoles de pensée ayant influencé la culture et les rapports sociaux de sexe. Puis, l'invasion chinoise, la lutte anti-colonialiste contre les Français, la guerre du Vietnam, la construction d'un État socialiste et la période de rénovation économique (*Doi Moi*) permettent de constater l'importance du rôle des femmes dans ces événements majeurs de l'histoire du Vietnam contemporain.

Les impacts de la transition à l'économie de marché sur les femmes vietnamiennes sont nombreux et affectent autant l'aspect reproductif que productif de leur vie. La dernière section du mémoire dresse un portrait des conséquences de cette transformation socio-économique, et du même coup, de l'entrée de la mondialisation dans la culture et les mœurs du Vietnam, et rapporte quelques solutions proposées par des ONG, agences de développement et organisations locales afin d'améliorer le sort des femmes du pays.

Mots clés:

Développement international – Féminisme – Femmes et développement – Mondialisation – Vietnam

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Certains pays du Sud, dont le Vietnam, connaissent une croissance économique importante. Par contre, pendant qu'une partie de la population s'enrichit, d'autres sont laissés de côté et continuent plutôt de s'appauvrir. Le développement économique des puissances émergentes semble se faire au détriment d'un développement social équitable. Dans un monde où les femmes sont encore trop souvent exclues du secteur productif de la société, elles ne se voient pas offrir les mêmes opportunités que les hommes dans un contexte de développement justement axé sur l'aspect productif d'un État.

C'est dans cette perspective que j'ai décidé d'analyser le cas du Vietnam. Le Vietnam est le pays qui connaît la croissance économique la plus rapide après celle de la Chine (Banque Mondiale, 2004). Depuis sa transition à l'économie de marché effectuée à la fin des années 1980, le Vietnam vit des changements fondamentaux quant à la structure de son économie et de sa société. Malgré son allégeance communiste et son passé lourd de guerres contre les Français et les Américains, le gouvernement vietnamien encourage désormais les investisseurs étrangers à venir faire des affaires dans son pays. De plus, depuis la fin de l'embargo américain en 1994, on assiste à une entrée accrue de la culture occidentale au Vietnam, ceci influençant évidemment les mœurs et la culture de la population. Le *Doi Moi* ou la période de rénovation montre un nouveau visage au monde entier, celui d'une Asie ambitieuse.

D'ici 2020, le Vietnam pourrait bien être reconnu comme un pays dit développé. Les ONG et les agences internationales de développement ont de plus en plus de difficultés à justifier leur présence sur le territoire vietnamien auprès de leur gouvernement et des bailleurs de fonds. D'après les institutions internationales comme la Banque mondiale et les Nations unies, le Vietnam est un modèle de

développement, réussissant son plan de réduction de la pauvreté et respectant ses engagements envers les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) qui devraient être atteints d'ici 2015 (Banque mondiale¹). Depuis janvier 2007, le Vietnam est devenu le 150^e membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) grâce à son économie qui figure parmi les plus performantes à travers le monde.

Le Vietnam connaît aussi une transformation sociologique phénoménale, ce qui affecte tout particulièrement les femmes. Malgré ses progrès au niveau du développement économique et ses engagements vis-à-vis des ODM mis de l'avant en 2000 par les Nations Unies, le Vietnam se retrouve à l'heure actuelle dans une impasse concernant le sort de sa population féminine. L'analyse de la condition des femmes vietnamiennes depuis la transition à l'économie de marché et son impact sur ces femmes dans le contexte de la mondialisation est l'objet de ce mémoire.

Pourquoi étudier le cas du Vietnam? Je trouvais intéressant dans le contexte de la mondialisation actuelle d'étudier la condition des femmes d'un pays communiste qui a choisi d'intégrer l'économie néolibérale. Le Vietnam a lutté longtemps contre l'invasion étrangère et le capitalisme. Mon mémoire se présentera donc sous la forme d'une étude descriptive portant sur les femmes du Vietnam contemporain. Il m'apparaît important de brosser un tableau général des impacts de la transition à l'économie de marché sur les femmes vietnamiennes vue la complexité des conséquences de celle-ci. C'est donc avec une approche multidisciplinaire que je dresse un portrait global des Vietnamiennes d'aujourd'hui.

Dans le premier chapitre, j'explique quelques concepts théoriques ayant servi à l'élaboration de mon cadre d'analyse, ainsi que la démarche scientifique que

¹ www.worldbank.org.vn

j'ai utilisée pour effectuer cette recherche. Dans le deuxième chapitre, je retourne dans le passé pour mieux contextualiser les diverses identités des femmes vietnamiennes d'aujourd'hui. C'est ainsi que je retrace quelques moments clés de l'histoire des femmes du Vietnam. Puis, pour terminer, le troisième chapitre dresse un portrait des principaux impacts de la transition à l'économie de marché sur les femmes vietnamiennes et des solutions qui sont proposées pour améliorer leur condition.

En quoi la transition à l'économie de marché, et du même coup, l'entrée de la mondialisation au Vietnam influencent-elles la vie des femmes du pays? Voilà la question qui orientera cette recherche.

CHAPITRE 1

1. CADRE D'ANALYSE ET FONDEMENTS MÉTHODOLOGIQUES

Le premier chapitre consiste à définir le sujet de recherche d'après son cadre d'analyse et ses fondements méthodologiques. La revue de littérature, le cadre d'analyse, l'explication de quelques concepts de base, ainsi que la méthode de recherche utilisée nous aideront à comprendre le propos de ce mémoire.

1.1. Revue de littérature

La littérature sur la condition des femmes vietnamiennes est assez limitée en anglais et en français. Certes, ce sujet a su particulièrement capter l'intérêt de quelques féministes occidentales durant la période de la guerre du Vietnam et un peu après. Il semblait alors fascinant de voir que des femmes combattaient aux côtés des hommes, fusils à l'épaule et arborant les symboles du régime communiste. Depuis, la littérature portant sur la condition des femmes vietnamiennes touche principalement les questions de genre et de développement. Il faut également spécifier qu'il y a très peu d'ouvrages, que ce soit en anglais ou en français, consacrés uniquement aux femmes vietnamiennes, mais plutôt des articles dans des recueils d'essais concernant les femmes asiatiques en général.

Il faut d'abord dire qu'il n'existe pas vraiment de débats sur les impacts sur la vie des femmes du pays suite à la période de rénovation. Toutes les auteures sont d'accord pour affirmer qu'ils sont nombreux et qu'il est important de s'y attarder, surtout en cette période de développement économique phénoménal que vit le Vietnam. Certaines auteures sont toutefois plus optimistes que d'autres par rapport aux conséquences du *Doi Moi* sur la vie des femmes. Par contre, la grande majorité des auteures sentent le besoin d'encourager une intervention urgente auprès du gouvernement qui semble avoir délaissé les questions sociales, et ce, au détriment des plus vulnérables, les femmes et les enfants.

Le thème des femmes sur le marché du travail est sans contredit celui qui fut le plus discuté dans les dernières années, tout particulièrement durant la deuxième moitié des années 1990. L'augmentation du nombre de femmes employées dans les industries étrangères est ce qui a retenu l'attention d'auteurs comme Le Thi (1995), Bui Thi Kim Quy (1995), Le Thi & Do Thi Binh (1997) Van Anh & Le Ngoc (2000), toutes des auteures vietnamiennes. Ces chercheuses ont pour la plupart participé à des études de terrain principalement effectuées dans des usines de Hanoi et de Ho Chi Minh ville. L'ouvrage de Le Thi et Do Thi Binh ainsi que celui de Van Anh et Le Ngoc proposent un portrait plus global en discutant aussi le cas des femmes des régions rurales. C'est principalement le travail des femmes dans le secteur informel de l'économie qui a attiré les chercheuses durant les années 2000. Naila Kabeer est la chercheuse qui a le plus écrit sur le sujet depuis cette période.

Les ouvrages relatant des conséquences du *Doi Moi* sur les femmes parlent souvent de l'augmentation de la violence exercée contre les femmes depuis cette transition à l'économie de marché. Le Thi Quy (ou Le Thi) est l'auteure qui a le plus étudié le sujet. Depuis le tout début de la rénovation, soit vers la fin des années 1980, elle dénonce l'augmentation de la violence conjugale dans les foyers vietnamiens, et l'apparition d'un nouveau problème de société, le trafic d'êtres humains. Elle est aussi souvent citée par d'autres auteures qui traitent du sujet comme Franklin (2000) et d'autres spécialistes de la question telles que Vu Manh Loi, Vu Tuan Huy, Nguyen Huu Minh et Jennifer Clement qui ont préparé une étude sur la violence contre les femmes au Vietnam pour la Banque Mondiale en 1999. Vu Ngoc Binh a écrit un article sur la situation du trafic d'êtres humains au Vietnam dans un ouvrage consacré au sujet en 2006. Elle dresse un portrait de la situation spécifique au Vietnam, de ses problèmes et solutions. La question du trafic humain au Vietnam mène souvent à cette autre problématique: l'augmentation du tourisme sexuel au pays. L'industrie du sexe est en pleine croissance, le Vietnam étant désormais une des destinations privilégiées pour le tourisme sexuel. Le trafic d'êtres humains et le

tourisme sexuel sont inter reliés. Legardinier décrit le phénomène global, et non pas le cas spécifique du Vietnam dans un article de 2006. Cependant, au-delà de la question particulière du tourisme sexuel, on remarque tout simplement tous les impacts du tourisme sur la vie des femmes vietnamiennes. Enloe a écrit un article en 2002 sur le rôle des femmes du Tiers-monde dans l'industrie touristique. Elle dénonce l'exploitation des femmes et la pression exercée par le FMI et la BM sur les gouvernements des pays en développement afin d'accroître les infrastructures touristiques. J'ai choisi de traiter des impacts de l'augmentation du tourisme auprès des minorités ethniques, car je trouvais important de traiter de celles-ci puisque le sujet revient souvent dans la littérature sur le Vietnam post *Doi Moi*. En effet, dans plusieurs des publications des Nations unies (UN Vietnam, 2002; UNDP, 2002), du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural du Vietnam et al. (1998), et chez des auteures comme Le Thi (1997) et Wells (2005), on fait le constat que les femmes des minorités ethniques du Vietnam sont les plus vulnérables du pays et que le tourisme menace leur mode de vie traditionnel.

Ensuite, il est impossible de traiter de la condition des femmes vietnamiennes sans mentionner le rôle de l'Union des Femmes du Vietnam dans la vie de celles-ci. Beaucoup de textes se consacrent uniquement à l'analyse de l'organisation ou d'autres mentionnent du moins leurs actions dans le domaine du développement et de la défense des droits des femmes. Des publications des Nations unies (UN Vietnam, 2002), Van Anh et Le Ngoc (2000), UNIFEM *et al.* (2006), Manh Loi et al. (1999) Wells (2005) discutent toutes du rôle de l'UFV au Vietnam. Évidemment, les publications mêmes de l'UFV sont aussi pertinentes pour connaître leurs positions et leur plan d'actions (1995-1997; 2000; 2007).

La question des tensions entre tradition et modernité engendrées par l'ouverture à l'économie de marché et l'entrée de la mondialisation au Vietnam est moins discutée. C'est surtout depuis le début des années 2000 que ce thème est mis

de l'avant par des chercheuses intéressées par les impacts de la mondialisation sur les femmes du Sud. Fahey est la première à analyser ce phénomène d'occidentalisation des Vietnamiennes depuis la fin de l'embargo américain en 1994 dans un article publié en 1998. Franklin a effectué une enquête terrain en 2002 afin de situer l'identité des femmes vietnamiennes dans cette nouvelle ère socio-économique. Ungar (2002) et Drummond (2004) ont aussi analysé l'entrée de la culture occidentale au Vietnam. Puis Pettus (2003) a étudié cette tension qui existe entre les traditions socialiste et nationaliste et la modernité capitaliste chez les femmes vietnamiennes.

L'article de Stephanie Fahey (1998) m'a mise sur une autre piste d'analyse. Comme elle le fait remarquer dès le début de son article, la plupart des recherches qui portent sur les femmes du Vietnam contemporain touchent à différents sujets comme les femmes et le développement, les impacts du *Doi Moi*, l'éducation, la santé, ou à des questions morales comme la prostitution. Fahey veut aller plus loin en faisant un lien direct avec la mondialisation, l'entrée du capitalisme et la condition actuelle des Vietnamiennes. Elle aborde principalement la situation des femmes urbaines en dressant un portrait de la nouvelle femme moderne, celle influencée par les produits et le mode de vie américains. J'ai pu observer ce phénomène lors de mon enquête terrain au Vietnam. Le communisme, s'il est encore très présent dans les instances politiques et dans les grandes institutions du pays, n'est plus ce qui dicte le style de vie des jeunes vietnamiens. Les jeunes veulent s'habiller, manger, se divertir, bref, vivre comme les jeunes occidentaux. C'est une chose qui m'a frappée dès mon arrivée au Vietnam. Il est clair que l'observation de ces nouveaux phénomènes dans les milieux urbains vietnamiens a guidé mon analyse de la condition des femmes du pays.

Naila Kabeer, auteure prolifique dans le domaine des études sur les femmes et le développement, a aussi produit quelques analyses qui portent

directement sur les femmes vietnamiennes (2005, 2006). Elle aussi fait un lien direct avec la venue de la mondialisation au Vietnam et la situation actuelle des femmes du pays. Elle fait un constat de la dégradation de la qualité de vie des Vietnamiennes depuis la transition à l'économie de marché (2005) et dénonce fortement l'exploitation de celles-ci due à cette division internationale du travail produite par la mondialisation capitaliste (2008). L'analyse de l'entrée des femmes du Sud dans le secteur industriel est une autre piste motrice de ma propre analyse de la situation particulière des femmes vietnamiennes.

D'autres analyses portant sur les impacts de la mondialisation néolibérale sur les femmes du Sud, comme celles d'ATTAC (2003), de Bahramitash (2005), de Gills et Mironesco (2002), de Mestrum (2003), et de Rowbothan (2002), m'ont influencée dans mon analyse de la condition des femmes vietnamiennes depuis la période de rénovation. Les impacts de la mondialisation sur les femmes du Sud en général décrits par ces auteures sont clairement à rapprocher du cas plus spécifique des Vietnamiennes. La transition à l'économie de marché, même si contrôlée par un gouvernement socialiste, est une transition vers le capitalisme, une place laissée à la mondialisation non seulement économique, mais aussi politique et culturelle. Je m'intéresse à ce que tout cela engendre spécifiquement du côté des femmes qui sont les plus vulnérables dans ces contextes de grands changements. Ce sont autant la dimension reproductive que productive de la vie des femmes vietnamiennes qu'il m'intéresse d'analyser puisque mon approche est féministe et que je conçois la mondialisation comme un phénomène global et complexe, c'est-à-dire touchant toutes les sphères de la vie d'un individu.

Finalement, Wells a publié en 2005 un rapport commandé par l'Asian Bank of Development (ADB) qui fait état de la situation des femmes du Vietnam depuis la période de rénovation. Elle lance dans ce rapport plusieurs pistes de réflexion sur les problèmes émergents. La jeunesse vietnamienne ne connaît pas et ne

connaîtra pas les mêmes problématiques sociales que ses parents. Wells et Tuyet (2005) sont toutes deux d'accord pour affirmer l'importance de s'attarder un peu plus aux jeunes.

C'est à partir de ces thèmes qui ont ressorti lors de mes lectures que j'ai structuré ma propre recherche.

1.2. Cadre d'analyse

C'est avec une approche féministe que j'effectue une étude descriptive des impacts de la transition à l'économie de marché sur les femmes vietnamiennes dans le contexte de la mondialisation. C'est à partir de la définition que donne Dagenais de l'approche féministe que j'ai élaboré ma propre recherche:

[...] la recherche féministe peut être elle-même définie comme étant une approche de recherche, issue de ce mouvement et nourrie par lui; c'est une analyse politique et engagée de la société. Elle a comme point de départ, angle d'approche privilégié et variable fondamentale les rapports sociaux de sexe et, du fait de l'analyse politique qui la nourrit et des objectifs politiques qu'elle poursuit, elle s'intéresse en priorité à la position et aux intérêts des femmes au sein de ces rapports sociaux (Dagenais, 1994: 264).

La recherche féministe est une recherche sur les femmes pour les femmes. Puisque les rapports sociaux de genre s'observent dans différentes sphères de la vie des gens, l'approche féministe est bien souvent multidisciplinaire (Dagenais, 1994: 264). C'est ainsi que j'ai conçu ma propre recherche, en touchant à différents aspects de la vie des femmes vietnamiennes comme l'économie, la politique, la famille, la sexualité, la santé, etc. Dagenais ajoute aussi plus loin dans son article de 1994,

[...] la recherche féministe, particulièrement celle réalisée par les anthropologues féministes, se caractérise aussi par l'importance accordée à la *contextualisation*, à la fois historique, culturelle et sociale. Seule la

contextualisation permet de faire les liens entre les phénomènes étudiés, en l'occurrence les rapports sociaux de sexe et la situation des femmes, et les facteurs culturels, économiques et géopolitiques qui interviennent dans leur actualisation. En d'autres mots, la contextualisation permet d'appréhender les liens entre les rapports de sexe et les autres rapports sociaux (Dagenais, 1994: 267).

La catégorie femme n'est pas homogène. La «femme» en tant que telle n'existe pas; il y a des femmes très différentes les unes des autres, d'où l'importance d'une identification adéquate des femmes visées (Labrecque, 1990). Les rapports sociaux de sexe sont les plus englobants puisqu'ils se vivent dans toutes les sphères de la vie des hommes et des femmes. Il est donc important de tenir compte de différents facteurs comme l'économie, la culture et l'histoire, lorsque l'on analyse la situation des femmes. Les femmes vietnamiennes ne sont pas les femmes canadiennes, et les femmes vietnamiennes rurales ne sont pas les femmes vietnamiennes urbaines. Voilà pourquoi le chapitre 2 de mon mémoire consiste en quelques rappels historiques qui caractérisent les identités propres des femmes vietnamiennes.

La recherche féministe, tout comme le mouvement lui-même, est plurielle. Il existe plusieurs approches même si le point commun de toutes est de reconnaître et de dénoncer l'oppression des femmes en tant que groupe ou catégorie sociale et le caractère politique des rapports sociaux de sexe (Dagenais, 1994: 265). Dans le contexte de ma recherche, je me suis surtout intéressée aux différentes méthodologies féministes qui existent dans les études sur les femmes et le développement.

Les études sur les rapports entre les femmes et le développement ont commencé et se sont multipliées depuis la publication d'un rapport rédigé en 1969 par l'économiste danoise Ester Boserup, l'ouvrage s'intitulant *Women's role in economic development*. Ce rapport était le premier à analyser précisément le rôle économique des femmes dans le développement. La Décennie des Nations unies pour

la femme (1976-1985), qui fut proclamée en 1975 lors de la première conférence mondiale sur le statut de la femme à Mexico, a aussi joué un rôle important dans le développement du champ d'étude sur les femmes et le développement.

Depuis 1970, trois tendances de recherche sur les femmes et le développement ont prédominé auprès des chercheuses et des praticiens du développement international. Tout d'abord, il y a l'approche *Intégration de la femme au développement* (IFD ou WID) qui fut mise de l'avant par les féministes libérales. L'accent est mis sur l'égalité et sur le développement de stratégies visant à éliminer la discrimination et à réduire la position défavorable des femmes (Rathgeber, 1994). Cette approche est étroitement liée à la théorie de la modernisation qui fait de la croissance économique une priorité du développement. Elle est fondée sur l'acceptation des structures sociales existantes, ce que plusieurs féministes reprochent à ce courant, la plupart de ces dernières prônant une transformation radicale des rapports sociaux existants. L'IFD en gros cherche à savoir comment les femmes peuvent être mieux intégrées au processus de développement en se concentrant sur les aspects productifs du travail des femmes, ce qui fait que la surcharge de tâches et de responsabilités découlant de leur rôle reproductif est oublié (Rathgeber, 1994).

Ensuite existe l'approche *femmes et développement* (FED ou WAD), une approche qui a émergé en réaction aux limites de la théorie de la modernisation. Elle est associée aux féministes marxistes. La FED met l'accent sur la relation entre les femmes et le processus de développement plutôt que ne s'intéressant qu'aux stratégies d'intégration des femmes au développement (Rathgeber, 1994). Cette approche reconnaît que les hommes du Sud qui ne font pas partie de l'élite subissent aussi les effets négatifs des structures d'inégalités. Elle est plus critique que l'IFD. L'accent est mis sur le secteur productif aux dépens des aspects productifs du travail des femmes et de leur vie. Aussi, on lui reproche de ne pas analyser les questions de classe, de race et d'ethnie qui sont aussi en jeu lorsqu'on parle de rapports sociaux.

Les partisans de la FED voient une possible amélioration dans l'instauration de structures internationales plus équitables (Rathgeber, 1994).

L'autre approche qui est encore aujourd'hui très répandue est celle de *genre et développement* (GED ou GAD). Celle-ci se présente comme solution de rechange aux deux perspectives précédentes. La GED lie les rapports de production et de reproduction et tient compte de tous les aspects de la vie des femmes. C'est une approche plus holistique. L'analyse de la construction des genres est à la base de cette perspective. On observe donc la contribution des femmes au travail productif réalisé à l'intérieur tout comme à l'extérieur du foyer. Avec l'approche GED, on rejette la dichotomie public / privé. Les défenseuses de cette perspective considèrent que l'État doit prendre en charge la promotion et l'émancipation des femmes. Les femmes doivent être perçues comme des agentes de changement plutôt que comme des bénéficiaires passives. C'est pourquoi on encourage les femmes à s'organiser entre elles afin d'augmenter leur influence politique. La notion d'*empowerment*² est mise de l'avant et les structures et institutions sociales sont remises en question.

Depuis les dix ou quinze dernières années, une nouvelle approche est utilisée, dérivant de la perspective GED et principalement mise de l'avant par les agences onusiennes: *l'intégration transversale du genre* (gender mainstreaming). Cette politique instaurée par les Nations unies lors des conférences sur les femmes cherche à intégrer la notion de genre dans toutes sortes d'activités, que ce soit dans les politiques de développement, la recherche, la législation, la planification ou l'implantation de programmes, en vue d'en arriver à l'égalité entre les sexes. L'approche de *l'intégration transversale du genre* analyse la dimension genre de différents domaines, comme l'économie, la politique, l'environnement, ou analyse

² Comme Dagenais, ne connaissant pas «[...] traduction français satisfaisante du terme *empowerment*, pouvant rendre compte en un seul vocable du contenu de ce concept qui recouvre à la fois le pouvoir et le processus en cours d'acquisition ou d'augmentation de celui-ci, j'utilise ici, par souci de précision, comme plusieurs féministes francophones d'ailleurs, le terme anglais.» (Dagenais, 1994: 262)

ceux-ci dans une perspective de genre, afin de souligner le rôle des femmes dans ceux-ci. De plus en plus d'agences de développement, d'ONG et d'organisations de femmes choisissent cette stratégie pour promouvoir l'empowerment des femmes.

Finalement, l'approche la plus critique dans le domaine des études sur les femmes et le développement est sûrement celle des féministes post-colonialistes. Ce courant féministe rassemble des féministes provenant principalement des pays du Sud ou des afro-américaines. Ces féministes revendiquent le droit à la diversité, dénonçant l'ethnocentrisme et l'élitisme du féminisme issus de la classe moyenne blanche et universitaire des pays du Nord (Bulbeck, 1998; Druelle, 2004). La dimension raciale et ethnique est donc très importante dans leurs analyses des rapports sociaux de sexe. Plusieurs féministes post-colonialistes s'inquiètent de l'institutionnalisation de l'approche genre, principalement par les institutions de Bretton Woods, comme le FMI, la Banque mondiale et les Nations unies. Selon Falquet (2003), le mouvement féministe aurait été absorbé par l'ONU lors des conférences internationales pour les femmes organisées par elles-même dans les années 1970 et 1980. Aujourd'hui, le mouvement féministe ne serait plus qu'un vaste champ d'ONG professionnalisées dépendant du financement des grandes institutions internationales (Falquet, 2003; Druelle, 2004). En homogénéisant les approches, et en dépolitisant ainsi les organisations féministes, les grandes entreprises, grâce aux Nations unies, seraient en mesure d'imposer leurs propres thèmes, par exemple le tourisme (Falquet, 2003). Les féministes post-colonialistes cherchent davantage à créer un vaste réseau démocratique, participatif et décentralisé d'organisations de femmes, fondé sur une hiérarchie horizontale, qui permette les échanges pour en arriver à des objectifs plus globaux (Antrobus, 2004; Moghadam, 2005). Plusieurs d'entre elles parlent d'un mouvement mondial des femmes (Antrobus, 2004), tandis que d'autres parlent plutôt d'un réseau transnational, c'est-à-dire au-delà des frontières (Moghadam, 2005).

C'est en ayant pris conscience de ces différentes approches des études sur les femmes et le développement et des nombreux concepts de base définis par celles-ci que j'ai entrepris ma recherche sur la condition des femmes vietnamiennes depuis la période de rénovation.

1.3. Concepts

Afin d'effectuer une étude descriptive des impacts de la transition à l'économie de marché sur les femmes vietnamiennes qui s'inscrit dans une approche féministe, il est nécessaire de définir quelques concepts qui nous aideront à situer cette analyse dans un cadre théorique plus vaste.

1.3.1. Le genre

Puisque l'on traite d'approche féministe, il faut définir un concept fondamental à n'importe quelle analyse féministe: le genre. Le genre est ce qui distingue socialement les hommes des femmes, comme le fait le sexe du point de vue biologique. Tandis que le sexe fait référence aux différences physiologiques distinguant les hommes et les femmes, le genre fait référence aux aspects sociaux comme les différences psychologiques, économiques, politiques, etc. Le genre est ce qui définit socialement l'homme et la femme:

Gender is a cultural construct of sex roles, a definition of «masculine» and «feminine» and of the prerogatives of male and female. While culturally and historically-bound, gender commonly is a function of power relations and the social organisation of inequality (Moghadam, 1990: 7).

Le genre est une construction sociale. Comme l'a déjà exprimé Simone de Beauvoir: «On ne naît pas femme, on le devient» (De Beauvoir, 1949: 13). C'est sous l'influence de l'éducation patriarcale qu'une femme est reconnue comme étant une

femme, et un homme comme étant un homme, et que les inégalités structurelles se reproduisent.

1.3.2. La mondialisation

Qu'est-ce que la mondialisation? Avant de débiter mon analyse de la situation des femmes vietnamiennes dans l'ère post-*Doi Moi*, je dois avant tout définir ce qu'est la mondialisation. Plusieurs définitions se présentent pour expliquer ce phénomène qui va au-delà de l'économie:

'Globalization' here refers to the increasing scope, scale, and speed of movement of 'stuff' around the world. This disarmingly simple definition allows us to sidestep common assumptions that financial and information mobility and 'free markets' are the primary signifiers of globalization, and instead to invite critical thinking about multiple, multidirectional flows (Ferguson et al, 2008: 1).

La mondialisation est un phénomène fort complexe présentant des contradictions et des paradoxes, et impliquant une transformation sociale intense (De Koninck, 2000, Ferguson *et al*, 2002). Pour plusieurs critiques de la mondialisation, elle est en fait une occidentalisation, une domination culturelle imposée aux pays du Sud par les pays du Nord (Bahramitash, 2005; Kerr et Sweetman, 2003). En fait, c'est une nouvelle forme de colonialisme (Kerr et Sweetman, 2003).

Pourquoi faire une analyse féministe de la mondialisation? Plusieurs auteurs s'accordent pour dire qu'il y a une dimension de genre à la notion de mondialisation (Gills & Piper, 2002; Hirita, 2003; Biel, 2003; Mestrum, 2003; ATTAC, 2003; Kerr & Sweetman, 2003; Bahramitash, 2005; Ferguson et al, 2008; Kabeer, 2008). Le genre est l'un des aspects de ce phénomène socio-politique et économique. Depuis les quatre dernières décennies, on assiste à une augmentation sans précédent du nombre de femmes ayant un emploi salarié dans plusieurs régions du globe. Plusieurs chercheuses parlent alors d'une féminisation du travail (Gills &

Piper, 2002; Kabeer, 2008). Toutefois, comme le souligne le collectif ATTAC dans un petit ouvrage consacré aux femmes et à la mondialisation:

L'accès à un travail rémunéré a représenté une évolution significative dans la vie de nombreuses femmes; cependant, les conditions d'exploitation qui y sont liées interdisent de parler d'avancée. Les femmes ne se sont pas libérées pour autant de l'oppression patriarcale et connaissent aujourd'hui une double oppression. De la contradiction entre leur accès à un emploi porteur d'indépendance financière et les conditions de travail qui leur sont faites, devrait naître la capacité à s'organiser et à se battre pour leur émancipation (ATTAC, 2003: 47).

Un constat est fait par plusieurs auteures: l'exploitation des femmes – tout particulièrement celle des femmes du Sud – est un des piliers de la mondialisation néolibérale (Gills & Piper, 2002; ATTAC, 2003; Mestrum, 2003; Biel, 2003; Bahramitash, 2005). De plus, avec l'essor de la mondialisation, on a constaté de nombreux enjeux qui touchent à cette relation entre le travail, la mondialisation et le genre. En effet, de nouveaux problèmes spécifiques aux femmes ont surgi dans les dernières années, comme les migrations internationales, l'essor des métiers de soin domestique (aux enfants, aux personnes âgées, aux malades), et diverses formes de trafic impliquant les femmes (prostitution, esclavage domestique, travaux forcés, mariages, etc.) (Falquet et al, 2006: 5).

1.3.3. La division sexuelle du travail

Un autre concept clé d'une analyse féministe de la mondialisation est la division sexuelle du travail. Pour bien saisir les enjeux amenés par l'entrée des femmes sur le marché du travail et la transformation de ce dernier avec l'avènement de la mondialisation capitaliste, il faut bien comprendre en quoi consiste la division sociale et sexuelle du travail. Cette division est basée sur une conception biaisée de la différence des sexes. La division sexuelle du travail se base sur les définitions

sociales de l'homme et de la femme pour se justifier. En effet, on a limité la femme à son rôle reproducteur de mère pour la confiner aux tâches domestiques non rémunérées et sans aucune valorisation sociale. Toutefois, l'erreur dans cette analyse de la différence des sexes est que la distinction entre sexe biologique et genre social n'a pas été faite (ATTAC, 2003). Il faut bien comprendre que la division sexuelle du travail est une construction sociale, et ne peut légitimement utiliser l'argument biologique pour se justifier. Comme l'explique Moghadam, «In the same way that class implies a relationship between labour and capital, gender implies a relationship between men and women» (Moghadam, 1990: 8). Le genre est ici conçu comme une classe sociale qui implique une relation asymétrique. Le capitalisme tire avantage de la division sexuelle du travail pour exploiter les femmes afin d'obtenir un profit maximal à un moindre coût. En effet, les femmes sont doublement exploitées: elles ne sont toujours pas payées pour leurs travaux domestiques, reliés à la sphère reproductive, et se voient offrir les emplois les moins bien rémunérés et les plus instables, ceux qui profitent le plus au système capitaliste.

1.3.4. La Division Internationale du Travail

Un autre concept que je définirai ici est celui de la Division Internationale du Travail (DIT). La notion de DIT fait référence à la spécialisation des économies nationales dans des activités particulières:

La division internationale du travail, ou DIT, désigne le fait que les pays se sont spécialisés : ils ne fabriquent pas tous la même chose et, de ce fait, échangent entre eux leur production. Cette spécialisation de pays ou zones repose sur les avantages comparatifs des différents pays, du moins en théorie. On peut dire que les pays se sont divisés le travail, d'où l'expression. La division internationale du travail (DIT) s'accompagne évidemment du développement des échanges internationaux³.

³ www.brises.org (Banque de ressources interactives en sciences économiques et sociales), site consulté en juillet 2009.

La DIT traditionnelle attribue la production des produits manufacturés et services aux pays développés, tandis que les pays en développement se concentrent sur la production de produits primaires, par exemple, produits agricoles, matières premières, etc.⁴ Toutefois, depuis la mondialisation, il est juste de parler d'une Nouvelle Division Internationale du Travail (NDIT). Des pays du Sud plus industrialisés, la plupart en Asie, génèrent désormais des produits manufacturés, tandis que les pays du Nord se spécialisent dans la production de technologies et de services demandant une plus grande expertise. Le Nord et le Sud sont aujourd'hui divisés en deux grandes régions économiques distinctes, et il en résulte une relation profondément inégale entre les deux. L'économie capitaliste du Nord se fonde sur une exploitation des forces de travail à très bas prix du Sud pour fonctionner. La NDIT n'est pas en mesure de mettre fin au néo-colonialisme qui est à la base même du capitalisme.

La Division Internationale du Travail s'appuie sur la division sexuelle du travail. On exploite les plus vulnérables des plus vulnérables: les femmes pauvres des pays du Sud. Les investisseurs étrangers, grâce aux zones de libre-échange, implantent leurs industries dans les pays du Tiers-monde. Ils offrent des opportunités d'emplois à la population locale en échange de conditions de travail médiocres sans sécurité d'emploi. Les femmes sont souvent les plus consentantes à ces conditions puisque ce sont bien souvent les seules possibilités d'emploi qui se présentent à elles. Voilà comment le capitalisme se base sur l'exploitation des femmes pauvres.

1.3.5. L'économie informelle

Voici la définition que donne l'Organisation Internationale du Travail (OIT) du secteur informel:

⁴ *Idem*

Les termes «secteur informel» sont largement utilisés pour désigner cette partie du marché du travail des pays en développement qui absorbe un nombre important de demandeurs d'emploi et de chômeurs, pour la plupart engagés dans des activités indépendantes ou de très petites unités de production. Celles-ci partagent un certain nombre de caractéristiques: capital modeste, peu de main-d'œuvre qualifiée, accès limité aux marchés organisés et à la technologie; revenus faibles et irréguliers, conditions de travail médiocres; elles échappent aux statistiques officielles et aux réglementations publiques et sont, presque toujours, en marge des systèmes officiels de protection sociale et de protection des travailleurs (BIT, 2000: 1).

Le secteur informel est donc défini par son hétérogénéité, la taille des unités de production, et son rapport à la loi (Lautier, 2004). Depuis 1972, c'est la définition du BIT qui est utilisée. Selon Lautier,

L'expression «économie informelle» est une création des institutions internationales. Ce qui la compose existait avant qu'on la nomme ainsi, bien mal à propos d'ailleurs (puisqu'on verra qu'elle a bien des *formes*, même si ce ne sont pas celles que voudrait imposer l'État) (Lautier, 2004: 3-4).

Depuis les années 1990, les institutions internationales parlent de l'économie informelle comme «stratégie de lutte contre la pauvreté» (Lautier, 2004). L'économie informelle serait née afin de combler les lacunes du système capitaliste moderne incapable d'absorber la totalité de la main-d'œuvre urbaine, principalement des pays en développement (Martinet, 1991; Bodson & Roy, 2003; Lautier, 2004). Le secteur informel est défini par des activités de production non capitalistes, par exemple, l'artisanat, les services domestiques, la prostitution, le petit commerce, etc. (Martinet, 1991). Très souvent, les micro-entreprises de ce secteur économique sont familiales (Martinet, 1991).

Un des aspects qui revient souvent dans les études sur le secteur informel est son caractère féminin (Coquery-Vidrovitch, 1991). Le travail féminin

correspondrait en plusieurs points aux caractéristiques associées à l'informel (Coquery-Vidrovitch, 1991; Rondeau, 1995). Toutefois, les statistiques classiques omettent trop souvent de comptabiliser le travail des femmes urbaines dans les activités de production de l'économie informelle (Coquery-Vidrovitch, 1991; Rondeau, 1995). Ceci est dû à la division sexuelle du travail qui caractérise aussi les activités informelles des femmes qui commercialisent des activités domestiques (cuisine, ménage, etc.) qui sont en fait un prolongement de leur rôle traditionnel de femmes au foyer (Rondeau, 1995).

Au Sud, les femmes sont surreprésentées dans le *secteur informel* de l'économie, ce qui peut très bien être comparé au cas des nombreuses femmes qui occupent des emplois à *temps partiel* dans les pays du Nord (Hirata, 2003; Kabeer, 2008):

The feminisation of labour is taking place at a time when paid work is becoming increasingly informal. The two phenomena are not unrelated. Women's economic activity has, of course, always been characterised by a considerable degree of informality. Unpaid productive labour on farms and in family enterprises, paid work in domestic service in other people's households, street trading and sex work are examples of these more traditional informal activities in which women are disproportionately represented. Informal employment continues to make up a much larger share of women's non-agricultural employment than men's in most developing countries (Kabeer, 2008: 39).

Le manque de formation, de scolarisation, la limitation due aux responsabilités domestiques et la discrimination sont tous des facteurs qui expliquent la surreprésentation des femmes dans le secteur informel.

1.4. Déroulement de la collecte de données

La méthode de recherche qualitative a été choisie afin de recueillir des données pertinentes à la rédaction de mon mémoire. Je trouvais qu'un mémoire terrain se prêtait bien à mon sujet de recherche. Je suis donc allée passer trois mois au Vietnam au printemps 2008 afin d'effectuer mon enquête. C'était ma première expérience avec ce type de recherche. Je dois avouer que ces trois mois furent très formateurs en ce qui concerne mes aptitudes de chercheuse.

1.4.1. Démarche de la recherche

J'ai utilisé différentes méthodes de recherche qualitative pour recueillir des informations. L'observation participative se prêtait tout à fait à mon sujet. Certes, la recherche documentaire est très utile, mais pour un sujet aussi concret, je trouvais plus honnête et plus intéressant d'aller voir sur place. C'est en partageant le quotidien des Vietnamiens et Vietnamiennes et en discutant avec eux que j'étais le plus en mesure de saisir leurs réalités et de comprendre quels étaient ces changements vécus par la population.

J'ai aussi effectué une vingtaine d'entrevues lors de mon séjour au Vietnam. J'ai principalement fait des entrevues de type formel, en anglais et parfois en français, suivant un questionnaire préétabli, avec des membres de différentes agences de développement gouvernementales, ONG et agences onusiennes. J'ai aussi interviewé quelques membres de l'Union des Femmes du Vietnam (UFV), l'organisation de masse la plus importante au pays concernant les questions de développement social, et des membres d'ONG vietnamiennes. Ces personnes interrogées m'ont autorisée à les citer dans ce mémoire. J'ai procédé également à des entrevues de type informel avec des femmes vietnamiennes, ce qui ne compte pas dans les vingt entrevues. Lors de rencontres informelles avec des gens du pays,

femmes et hommes, je tentais de sonder leur opinion sur la condition féminine au Vietnam et sur le développement économique du pays. Ces entrevues, même si elles ne suivaient pas de modèle, m'ont permis de recueillir des informations essentielles à ma compréhension du Vietnam et de ses profondes transformations.

En bref, ma démarche scientifique est essentiellement inductive et regroupe différents modes d'enquête et différentes techniques, comme l'entrevue à questions ouvertes, le récit de vie et l'observation participative.

Lors de mon séjour au Vietnam, j'ai aussi eu l'occasion de fréquenter quelques centres de recherche spécialisés sur les questions de genre et de développement. J'ai fréquenté principalement trois centres de recherche à Hanoi, soit le *Vietnam Development Information Center (VDIC)*, le *Center for Family and Women's studies (CEFAWS)* et le *NGO Ressource Center*. J'ai surtout consulté dans ces centres des études publiques qui ont été menées par des chercheurs de différentes agences des Nations Unies, de la Banque Asiatique de Développement (BAD) et de divers centres de recherches vietnamiens.

1.4.2. Limites de l'étude

Évidemment, une enquête terrain est particulièrement difficile à effectuer en raison des nombreux obstacles extérieurs qui ne cessent d'entraver le travail du chercheur. Mon expérience ne fut pas une exception; j'ai dû m'adapter sans cesse aux différentes situations qui se sont présentées à moi. De plus, le fait d'être dans un environnement étranger vient ajouter de la complexité à l'entreprise de recherche. Le Vietnam, comme la plupart des pays asiatiques, est très différent des pays occidentaux et possède ses propres codes moraux, ses propres références culturelles, son histoire unique. Heureusement pour moi, ce n'était pas mon premier séjour en Asie, ce qui m'a assurément aidé dans ma compréhension de la situation locale.

Autre obstacle qui s'ajoutait à mon enquête terrain: la langue. C'est une langue particulièrement difficile à apprendre pour un occidental puisque les repères et la tradition linguistique sont complètement différents des nôtres. Je ne maîtrisais pas le vietnamien avant de partir. Il fallait donc choisir un sujet de recherche qui s'adaptait à ces contraintes. Il est vrai que l'anglais est de plus en plus parlé au Vietnam en raison du tourisme. Toutefois, son usage est plutôt limité aux activités commerciales. Seulement quelques personnes, tout particulièrement les plus jeunes, le maîtrisent réellement. Sachant que mon contact avec les femmes vietnamiennes serait très limité en raison de l'obstacle de la langue, j'ai donc choisi un sujet qui pouvait s'analyser même si je ne parlais pas le vietnamien. Ceci n'est pas anodin puisque toute la recherche est teintée par cet obstacle. Effectivement, faire entendre le point de vue des Vietnamiennes elles-mêmes aurait été fort pertinent, par exemple, en utilisant une approche plus près du *standpoint*⁵, puisque la plupart des recherches sur les femmes vietnamiennes sont effectuées par des chercheuses des Nations unies et autres agences de développement international.

⁵ Cette méthode de recherche consiste à se placer du point de vue des femmes, des opprimées, afin de donner une vision la plus réaliste possible d'une société, d'une situation, etc. Elle vise à donner une alternative à l'image produite par les instances de pouvoir (Dagenais, 1994).

CHAPITRE 2

2. SITUATION SOCIO-POLITIQUE ET HISTORIQUE DU VIETNAM

Ce chapitre en est un de contextualisation. Je dresserai ici un portrait global du Vietnam, analyserai les impacts de deux écoles de pensée définissant la culture vietnamienne contemporaine sur les femmes du pays, puis je retracerai quelques événements clés de l'histoire nécessaires à la compréhension de la formation des identités des femmes du Vietnam actuel.

2.1. Portrait d'ensemble

Avant d'entrer dans le cœur du sujet, il est important de dresser un portrait global du Vietnam. La population est d'environ 86,5 millions d'habitants (UNIAP, 2009⁶), grandissant à un taux de 1,3% par année. Entre 70 et 80% de celle-ci vit dans les régions rurales, le 2/3 de la population travaillant dans le secteur agricole. Environ 1/4 de la population est âgée entre 10 et 20 ans, et plus de la moitié a moins de 25 ans (UNESCO, 2008:1). Les deux plus grandes villes du pays sont Hanoi et Ho Chi Minh ville (autrefois Saigon), la première étant la capitale depuis la révolution de 1945, mais seulement active depuis 1954 suite aux accords de Genève.

Le Vietnamien est la langue officielle, mais il n'est pas parlé par tous. Il existe en tout plus de 100 langues parlées sur tout le territoire vietnamien. Il y a au total 54 ethnies présentes au Vietnam. L'ethnie la plus populeuse du pays, qui constitue plus de 87% de la population, est l'ethnie Kinh ou Viet (UNICEF⁷). Les 53 autres ethnies sont considérées comme des minorités ethniques et sont concentrées principalement dans deux régions du Vietnam, soit dans la région des Hauts Plateaux du centre du pays, et celle des provinces du Nord-ouest et du Nord-est. Ces deux régions sont montagneuses et très éloignées des centres urbains. On constate que les

⁶ http://www.no-trafficking.org/vietnam_who.html

⁷ <http://www.unicef.org/vietnam/overview.html>

minorités ethniques sont les populations les plus pauvres du Vietnam, 60% des gens vivant sous le seuil de la pauvreté (Wells, 2005: iii). Pour donner quelques chiffres, le taux de pauvreté au sein des groupes des minorités ethniques est de 69,3% comparativement à 23,11% chez les Kinh et le groupe ethnique chinois (UNICEF⁸).

2.2. Idéologies à la base de la culture vietnamienne moderne: leur influence sur la condition des femmes du pays

Le confucianisme et le communisme sont sans aucun doute les deux grandes écoles de pensée qui ont influencé le plus le statut des femmes vietnamiennes contemporaines. À l'heure actuelle, c'est un constant débat entre ces deux modèles sociopolitiques qui amplifie les tensions identitaires que vivent les femmes au Vietnam, ce dilemme entre tradition et modernité⁹.

2.2.1. Le confucianisme

Mille ans d'invasion chinoise ne peuvent faire autrement que de laisser des traces. Le confucianisme a grandement influencé les relations hommes-femmes au Vietnam et continue toujours de le faire. Plusieurs Vietnamiennes, lors de mes entrevues effectuées durant mon terrain au Vietnam, ont affirmé que les vestiges du confucianisme font partie des raisons qui empêchent les femmes du pays de s'épanouir. C'est pourquoi il est pertinent d'analyser l'impact de cette école de pensée sur la culture vietnamienne dans le cadre de cette analyse de la condition des femmes du Vietnam.

Les Chinois, sous la dynastie des Han, ont occupé le Vietnam de l'an 111 av. J.-C. jusqu'à l'année 939 ap. J.-C., ce qui eut pour résultat une sinisation de la

⁸ <http://www.unicef.org/vietnam/overview.html>

⁹ J'analyserai cette problématique au chapitre 3, section 3.6.

culture vietnamienne. Le système mandarin et le confucianisme furent imposés à la population du Nam Viêt, géographiquement le Nord du Vietnam actuel jusqu'au centre du pays (Luguern, 1997). Au sud de cette région, c'est la doctrine bouddhiste Mahayana, venant de l'Inde, apparu au Vietnam au II^e siècle ap. J.-C. qui agit comme religion officielle (Eisen, 1975; Luguern, 1997). Les Chinois, une fois la victoire remportée et installés au pouvoir, déclarent le bouddhisme «religion étrangère». Le confucianisme gagne alors de plus en plus de terrain pour se répandre jusqu'à la région au sud de Danang, mais seulement à partir du X^e siècle avec la dynastie des Lê, c'est-à-dire suite à l'occupation chinoise (Eisen, 1975).

Le confucianisme n'est pas seulement une doctrine religieuse, mais devient pour les dirigeants politiques un modèle permettant d'imposer une hiérarchie très verticale dans les différents domaines de la vie, notamment dans le cas qui nous intéresse plus particulièrement, la famille. La piété filiale est une composante clé de la philosophie de Confucius. Elle possède une dimension politique tout autant que sociale dictant une manière efficace de gouverner un peuple: «Que le souverain agisse en souverain, le ministre en ministre, le père en père et le fils en fils (*Les Entretiens*: XII, 11).» Une hiérarchie s'inspirant du principe de la piété filiale engage à l'ordre. Ainsi, au sein de la famille, les enfants se doivent de respecter leurs parents, et l'épouse, de témoigner fidélité et gratitude à son époux. Au Vietnam existe le concept des «trois soumissions» qui consiste pour la femme à obéir au père lorsque célibataire, au mari lorsque mariée, et au fils aîné lorsque veuve (Eisen, 1984; Franklin, 2000). La femme vietnamienne se doit d'être belle, douce, silencieuse et fidèle, la dernière vertu étant la plus importante qu'une femme puisse posséder (David, 1999). L'harmonie du couple dépend donc beaucoup de la femme, tant que celle-ci remplit son devoir sacré d'épouse et de mère et ne reproche rien à son mari en lui démontrant toujours respect (David, 1999).

Le confucianisme permettait la polygamie. L'homme, en ayant plusieurs femmes, avait plus de main-d'œuvre pour la terre familiale (Eisen, 1984). Cependant, l'homme pauvre ne pouvait se permettre ce type d'union maritale. La femme, en tant que subordonnée de son époux, n'avait aucun droit sur ses enfants ni sur sa propriété. Les mariages étaient la plupart du temps arrangés. Ce sont les parents qui choisissaient pour leurs filles qui allait être leur époux. La question d'argent était toujours ce qui décidait de ces mariages arrangés (Eisen, 1984). Les familles pauvres étaient souvent prêtes à vendre leurs filles comme concubines pour annuler une dette. En bref, les filles n'avaient aucune autonomie. Ces coutumes sont toujours de pratique dans plusieurs régions reculées du Vietnam.

La famille vietnamienne est caractérisée par une hiérarchie flexible (Bélanger, 1997). La parenté est ce qui régit les interactions sociales. D'ailleurs, la langue reflète bien cet aspect de la culture vietnamienne; chaque pronom fait référence à un lien de parenté. La famille vietnamienne est patrilinéaire, mais plusieurs signes indiquent qu'elle était plutôt matrilineaire avant l'arrivée des Chinois (Eisen, 1975; 1984). Dans cette tradition patrilinéaire, il est important d'avoir un fils. En fait, l'interruption de la continuité de la lignée paternelle constitue un grave manquement à la piété filiale. Le père est le chef de famille même si la femme peut être la principale pourvoyeuse des besoins familiaux. Le symbolique l'emporte alors sur l'économique (Bélanger, 1997).

Le code Gia Long fut imposé au XIX^e siècle sous la dynastie Nguyen par l'empereur Gia Long, homme conservateur et fervent adepte du confucianisme (Eisen, 1984). Ce code était directement inspiré du droit médiéval chinois, n'accordant presque aucun droit au peuple et surtout aux femmes qui n'avaient aucune possibilité d'auto-détermination. C'est la classe mandarinale vietnamienne des grands centres du Vietnam qui intégra ce code dans ses mœurs. Fait intéressant à mentionner ici, c'est sous la dynastie Nguyen que le Vietnam fut colonisé par la France, n'ayant

pas pu gagner la guerre sans l'appui du peuple que les dirigeants s'étaient mis à dos en raison d'un régime trop oppressif (Nguyen, Ta et Tran, 1987). Le code Lê, qui fut instauré par la dynastie vietnamienne Lê entre 1428 et 1788, donc la dynastie précédant celle des Nguyen, donnait beaucoup plus de liberté au peuple et de ce fait même aux femmes, en étant avant-gardiste, même selon des standards occidentaux (Nguyen, Ta et Tran, 1987). Ce code, malgré l'apparition du code Gia Long, a conservé son importance et ce, même durant la dynastie Nguyen et jusqu'au XXe siècle, puisque malgré sa grande influence chinoise, il a su préserver les distinctions propres au Vietnam pour mieux s'adapter à sa spiritualité et à ses réalités socio-politiques (Nguyen, Ta et Tran, 1987). Les populations des régions rurales ont préféré vivre selon ce code plus près des coutumes locales et leur laissant davantage de liberté. Le code Lê, contrairement au code Gia Long, accorde un statut favorable aux femmes en lui donnant des droits civils, individuels et de propriété. Les femmes ont le droit au divorce si l'époux est négligeant. Il y a presque égalité entre l'homme et la femme au sein du couple (Bélanger, 1997). Il ne faut toutefois pas oublier que malgré la plus grande latitude laissée aux femmes et au peuple en général, le code Lê s'inscrit aussi dans la tradition confucéenne chinoise (Nguyen, Ta et Tran, 1987).

Toujours au cœur de cette tradition confucéenne figure l'importance d'avoir un fils (Eisen, 1984; Bélanger, 2005). Les femmes utilisent toujours aujourd'hui des méthodes de conception traditionnelles afin d'augmenter leurs chances d'avoir un garçon. Il y a désormais possibilité de passer une échographie et de se faire avorter si le sexe de l'enfant est féminin (David, 1999). Toutefois, le problème d'infanticide chez les filles est beaucoup moins présent qu'en Chine et en Inde, mais il existe. Si le taux de mortalité chez les filles n'est pas trop élevé, celles-ci sont cependant défavorisées quant à l'accès à l'éducation; c'est que selon la doctrine confucéenne, tradition de pensée très patriarcale, une fille n'a pratiquement aucune valeur. Elle coûte cher pour ne rien rapporter en bout de ligne (David, 1999). En effet, selon les coutumes vietnamiennes, la fille part habiter avec son mari et sa belle-

famille à l'âge adulte. Cela veut donc dire que d'investir sur sa fille, c'est tout donner à son voisin. Et voilà aussi l'importance d'avoir un fils; il restera à la maison familiale avec son épouse, et participeront tous les deux aux besoins financiers, aux tâches ménagères du foyer, ainsi qu'aux soins des parents âgés. Ces traditions persistent toujours, tout particulièrement dans les milieux ruraux.

C'est le confucianisme qui continue de régner au sein des familles vietnamiennes et le communisme qui régit les rapports sociaux. Ces deux traditions de pensée sont très difficiles à concilier, la première étant conservatrice et l'autre plus progressiste.

2.2.2. Le communisme

Le communisme est une autre doctrine qui a énormément influencé la vie des femmes au Vietnam. Si le confucianisme les empêchait de s'épanouir pleinement, le communisme était supposé les mener à leur libération. Une hiérarchie communiste étant plutôt horizontale que verticale, contrairement au confucianisme, l'égalité entre les deux sexes est supposée être un des objectifs d'un État communiste. C'est du moins ce que le Parti Communiste Indochinois (PCI) sous la direction d'Ho Chi Minh avait comme visée. Les femmes comme les hommes doivent se libérer de l'opresseur et lutter ensemble.

Ho Chi Minh (1890-1969), fils d'un mandarin destitué avec l'arrivée des colons français, a fait ses études à Londres puis à Paris. C'est en France qu'il est initié au communisme. Très rapidement, il devient fondateur de plusieurs partis communistes. Après plusieurs voyages en Russie et en Chine, il fonde avec l'aide de Mao Tsé-toung le PCI et rassemble la population pour combattre le colonialisme et lutter pour la libération du peuple vietnamien. C'est avec Ho Chi Minh que le Viet Minh remporte la bataille de Dien Bien Phu contre les Français et que le Vietnam

devient indépendant pour officiellement s'appeler la République démocratique du Vietnam (RDV) en 1954 (Duiker, 2004).

Le mouvement nationaliste vietnamien prend donc une tournure communiste avec Ho Chi Minh à sa tête. Le combat ne se résume plus ainsi simplement à l'indépendance d'un peuple, mais se définit aussi en une lutte contre l'ennemi qui prend la forme du capitalisme, de l'impérialisme, du féodalisme et du patriarcat. C'est ainsi qu'indépendance nationale et construction d'un État communiste deviennent synonymes.

Le communisme d'Ho Chi Minh se veut un communisme adapté à la situation des Vietnamiens. Selon Ho Chi Minh, chaque pays devait suivre son propre chemin vers la révolution, et non uniquement suivre le modèle soviétique qu'il ne croyait pas convenir aux peuples de l'Asie du Sud-est (Duiker, 2004). Même s'il demeurerait fidèle en principe au Kremlin, le communisme vietnamien voulait garder ses distances avec l'Union soviétique, et plus particulièrement avec la Chine. Le communisme vietnamien avait pour caractéristique le pragmatisme. Il n'a pas été aussi brutal que le communisme de Mao Tsé-toung durant la révolution culturelle en Chine, mais certains intellectuels et écrivains furent aussi persécutés sous le régime d'Ho Chi Minh (Duiker, 2004).

Ho Chi Minh est demeuré un héros national, un modèle moral pour tout le peuple vietnamien, même après sa mort en 1969 (Duiker, 2004). Le modèle socialiste de l'Oncle Ho, comme aiment l'appeler les Vietnamiens, a malheureusement été utilisé avec abus par les générations suivantes de communistes au Vietnam. En effet, les politiciens des années 1970 et 1980 se sont servis de la figure d'Ho Chi Minh pour faire passer des politiques que l'Oncle Ho n'aurait sans doute jamais approuvées. Même si la politique du *Doi Moi* aurait été encouragée par ce dernier puisqu'il a toujours défendu le bien-être de la nation avant les principes idéologiques

communistes, l'ouverture à l'économie de marché se serait sûrement passée autrement sous la gouvernance de l'Oncle Ho. Le profit économique ne serait sûrement pas devenu la priorité avant la richesse collective de la nation. Alors qu'il s'est battu pour que son peuple demeure libre, éduqué et prospère, pour que les femmes aient droit à l'égalité, plusieurs de ses idéaux ont été mis de côté avec l'ouverture à l'économie de marché marquée par une hausse importante de la privatisation des services publics de base. C'est ce que nous constaterons plus loin dans ce chapitre.

2.3. Le rôle des femmes dans l'histoire du Vietnam: contexte socio-historique.

Les femmes ont joué un rôle important dans plusieurs moments-clés de l'histoire du Vietnam. C'est à travers ces événements majeurs que l'identité des Vietnamiennes s'est construite.

2.3.1. L'invasion chinoise

Les femmes ont joué un rôle considérable dans l'histoire du Vietnam. Les sœurs Trung (Hai Ba Trung) sont sans aucun doute les plus célèbres de ces femmes combattantes. On en fait mention dans tous les ouvrages consacrés à l'histoire du Vietnam, tout particulièrement ceux qui touchent précisément à l'invasion chinoise. On leur a dédié un temple à Hanoi, puis une rue est nommée en leur honneur dans plusieurs grandes villes du Vietnam, dont Hanoi et Ho Chi Minh ville. Elles constituent un modèle de courage pour tout le peuple vietnamien, et on les considère comme de véritables héroïnes.

C'est en 40 après Jésus-Christ, alors que le Vietnam ne compte qu'un million d'habitants, que les Sœurs Trung mènent leur première insurrection contre les envahisseurs chinois (Eisen, 1975). Le gouverneur chinois To Dinh assassine le mari

de Trung Trac lors d'une rébellion. Trung Trac et sa sœur Trung Nhi, force et autonomie leur ayant été inculquées par leur mère, fatiguées de la cruauté des Chinois amènent le peuple vietnamien à se soulever contre cette tyrannie. Naturellement, elles ont à faire leurs preuves pour convaincre la population que deux femmes peuvent mener une armée à lutter contre l'ennemi. Pour cela, Trung Trac décide d'abattre un tigre apparemment invincible et fait de la peau de l'animal un parchemin sur lequel elle inscrit: «À présent que ce tigre cruel est mort, il nous reste à tuer les plus féroces des animaux du pays: les Chinois.» (Eisen, 1975: 44-45). Les deux sœurs constituent alors une armée commandée par trente-six femmes générales, dont leur propre mère, et environ 80 000 hommes (Eisen, 1975). L'armée parvient à chasser les Chinois ainsi que leur chef To Dinh. Suite à cette victoire, le peuple reconnaît alors Trung Trac comme son souverain et la nomme «Trung Vuong» qui veut dire «elle-roi Trung» (Eisen, 1975). Les luttes se poursuivent pendant quelques années jusqu'à ce que l'armée chinoise reprenne l'avance en 43. Selon la légende, les Sœurs Trung auraient préféré se suicider plutôt que de concéder la victoire aux Chinois.

Malgré la tradition patriarcale confucéenne, l'histoire des Sœurs Trung est demeurée populaire et célébrée à travers tout le Vietnam. Encore aujourd'hui, les femmes du Vietnam fêtent au mois de mars de chaque année leurs héroïnes au jour de «Hai Ba Trung» (les deux Dames Trung). Malgré le temps qui sépare la légende des Sœurs Trung des femmes du Vietnam contemporain, leur modèle est encore très vivant. Dans la salle de réception de l'Union des Femmes du Vietnam de Hanoi, que j'ai eu la chance de visiter au printemps 2008, une immense peinture représentant les Sœurs Trung combattant l'ennemi est accrochée. C'est d'ailleurs une des premières choses dont m'a parlé Mme Hoai Giang, directrice du Département des relations internationales de l'UFV de Hanoi, lors de l'une de nos rencontres au mois d'avril 2008. Elle a souligné l'importance que représentent ces héroïnes pour les membres de l'UFV à travers le Vietnam et pour toutes les femmes du pays. Elles sont le symbole

de la force de caractère et du courage des femmes, l'image de la femme que veut transmettre l'UFV.

Une autre héroïne vietnamienne ayant combattu les Chinois est la paysanne Trieu Thi Trinh. En 248, révoltée par la façon dont sa nation était dominée par l'empereur chinois Wu, elle décide de suivre l'exemple des Sœurs Trung et lance une armée d'hommes et de femmes pour combattre l'armée chinoise. Elle fait ce serment lors d'une dispute avec son frère: «Je ne saurai me résigner au destin imparti aux femmes: baisser la tête, courber l'échine et devenir concubine de l'homme.» (Eisen, 1975: 46) Elle dirige trente batailles et réussit à chasser les Chinois, mais l'indépendance du Vietnam ne dure pas et elle finit, après six mois de lutte acharnée, par céder la victoire à l'ennemi (Eisen, 1975). Trieu Thi Trinh, comme ses prédécesseuses, préfère mourir et se noie dans une rivière afin de préserver son honneur.

Au Vietnam, cinq des insurrections menées contre les Chinois ont été dirigées par des femmes. Comme l'explique Arlene Eisen dans son ouvrage consacré aux femmes vietnamiennes:

Et les résistants vietnamiens, sans pour autant renoncer à tous leurs privilèges d'hommes, ont maintenu l'image de la femme combattante pour s'opposer à la domination chinoise patriarcale. (Eisen, 1975: 47)

Le peuple se serait servi de ses héroïnes pour affirmer son identité propre et sa haine contre les Chinois. De plus, autre point soulevé par Eisen, les hommes étant forcés par l'envahisseur à s'enrôler dans l'armée, ce sont les femmes qui, à la maison, ont su préserver le patrimoine national. En travaillant dur sur les fermes et en éduquant seules leurs enfants, elles ont échappé à l'influence chinoise (Eisen, 1975). Dans les femmes se retrouvent toutes les racines de la culture vietnamienne. Elles représentent le sacrifice de l'individu pour son peuple.

2.3.2. La lutte anticolonialiste

C'est en 1887 que la France créa la colonie de l'Indochine, ce qui mit fin à l'existence d'un État indépendant alors nommé le «Dai Nam» (Goscha & De Trédlodé, 2004). Déjà en 1884, le Vietnam, entièrement sous protectorat français, était divisé en trois régions pour être mieux gouverné: la Cochinchine au Sud, l'Annam au centre, et le Tonkin au nord (Eisen, 1975). Les colonialistes français ont justifié leur conquête du territoire en évoquant une «mission civilisatrice».

Sous le régime français, les femmes deviennent des esclaves. Elles sont confinées au travail forcé dans les plantations de caoutchouc, les mines et les terres. Elles sont battues, violées et humiliées par les colonisateurs. Tout le peuple vietnamien souffre. Quelques intellectuels dissidents, qui ont pour la plupart quitté le pays lors des débuts de la colonisation française, commencent à se rencontrer afin de trouver un moyen de lutter contre le colonialisme imposé par la France.

En 1930 naît le Parti Communiste Indochinois (PCI), dirigé par Ho Chi Minh, regroupant les communistes du Vietnam, du Cambodge et du Laos. Quelques femmes commencent à militer au sein des groupes révolutionnaires organisés par Ho Chi Minh et d'autres des fondateurs du PCI, et prennent de plus en plus leur place. Pour plusieurs révolutionnaires, les femmes doivent être des actrices de la lutte anticoloniale. Comme Ho Chi Minh l'a un jour affirmé (célèbre citation utilisée dans plusieurs des documents de la République Démocratique du Vietnam (RDV)): «Les femmes sont la moitié de la société. Si les femmes ne sont pas libérées, la société n'est pas libre.» (Eisen, 1975: 75). Ho Chi Minh incite les femmes à s'unir entre elles puisqu'il n'y a personne de mieux placé qu'elles-mêmes pour lutter pour leurs propres droits. En 1930 naît le premier regroupement de femmes de l'histoire du Vietnam: l'Union des Femmes Vietnamiennes (UFV) (Eisen, 1975). La plupart de ses membres militent au sein du PCI. L'UFV est composée de femmes de différents

milieux; des paysannes, des ouvrières, des femmes urbaines et même issues de la bourgeoisie. Les militantes de l'UFV commencent alors à se faire voir et entendre sur la place publique à travers leurs manifestations et leurs revendications auprès du gouvernement français.

Le PCI entame une lutte politique anti-colonialiste entre 1940 et 1945. Le Viet Minh est alors créé afin de lutter pour la libération du peuple vietnamien sous l'occupation française et japonaise. Avec la pauvreté qui ne cesse d'accroître et les famines qui continuent de se répéter d'année en année, plusieurs femmes sentent le besoin de s'impliquer dans les mouvements révolutionnaires et fondent l'Association des Femmes pour le Salut National, groupe émanant de l'Union des Femmes (Eisen, 1975). Elles mettent sur pied des coopératives servant à l'acquisition et au transport des armes, ouvrent des restaurants et des hôtels pour offrir un soutien financier au mouvement et créent des réseaux de liaison en cachant leurs camarades et en espionnant les soldats du côté de l'adversaire, le pays étant divisé entre le Nord et le Sud. En 1945, des femmes participent au premier soulèvement armé contre les Français (Eisen, 1975). C'est Ha Thi Que qui forme la première unité de guérilla féminine cette même année, et qui deviendra des années plus tard leader de l'UFV (VWU & CFWS, 1989 dans UN Vietnam, 2002).

Le PCI est de plus en plus puissant au Vietnam, entraînant une division entre le Nord et le Sud du pays. La guerre contre les Français commence à prendre une nouvelle tournure pour devenir une lutte entre le capitalisme et le communisme, la continuité de la Guerre froide. Le monde est désormais divisé en deux, entre l'Occident et le bloc soviétique. En 1954, les Accords de Genève reconnaissent l'indépendance du Vietnam suite à la défaite des Français à Dien Bien Phu. Le pays reste toutefois divisé en deux afin de faciliter l'évacuation des troupes et le désarmement des deux côtés. On prévoit alors des élections qui viseront à élire un gouvernement unique au bout de deux années d'organisation du territoire. Les seuls

présents lors des Accords de Genève qui refusent de signer sont les Américains (Eisen, 1975). Depuis plusieurs années, les États-Unis financent massivement la guerre d'Indochine des Français. Leur combat contre le communisme perdure.

2.3.3. La guerre du Vietnam

De 1959 à 1975, la République Démocratique du Vietnam (ou le Nord-Vietnam) et la République du Vietnam (ou Sud-Vietnam) se font la guerre. L'une est soutenue financièrement par le bloc de l'Est tandis que l'autre est soutenue par les États-Unis à partir de 1964. Pour les Américains, cette guerre s'inscrit directement dans leur lutte anti-communiste. Ils interviendront sur le terrain de 1965 à 1973. Pour le Nord-Vietnam, il s'agit encore d'une lutte contre l'impérialisme.

Durant la guerre, les femmes sont utilisées comme arme de destruction. La politique du viol fait partie de la guerre du Vietnam. Comme l'explique Eisen en 1975 dans son essai sur les femmes vietnamiennes:

Le Commandement Militaire Américain rendit le viol «socialement acceptable» au Vietnam. Les viols en masse relevaient d'une politique implicite sciemment poursuivie. De ce fait, tout viol signalé était couvert et on faisait comprendre aux GI's qu'ils n'avaient pas à craindre de représailles (Eisen, 1975: 92).

Posséder la femme de l'ennemi, c'est posséder son territoire. C'est aussi une façon de lui montrer son mépris pour son peuple en violant ses femmes, de lui prouver sa virilité. Le viol dans le contexte de la guerre est un acte terroriste. Il représente la limite où peut aller l'adversaire pour combattre l'ennemi. Le viol est aussi une façon de se venger. Attaquer les femmes des soldats ennemis représente la revanche ultime.

Arlene Eisen a recueilli beaucoup de témoignages de femmes qui ont vécu la guerre du Vietnam. Pour plusieurs d'entre elles, c'est le viol qui leur a fait comprendre le vrai visage de la guerre (Eisen, 1975). Voici un des témoignages bouleversants qu'elle rapporte dans son essai:

Je vais vous raconter quelque chose que j'ai vu. Une femme allait accoucher dans deux semaines. Durant un raid, les GI's la firent rentrer dans une chambre et tentèrent de la violer, mais elle résista. Alors les cinq GI's l'attachèrent au lit et ils l'ont violée jusqu'à la mort. Après cela ils ont arraché le fœtus avec leur baïonnette. Et ils se sont mis à rire... Moi, femme et paysanne dans le Sud je travaillais durement pour vivre. Quand j'ai assisté à ces crimes sauvages, j'ai senti très fortement que pour défendre ma propre vie et celles des miens je n'avais pas d'autre voie que de rejoindre les autres femmes au combat (Eisen, 1975: 111).

Puisque la guerre était devenue une guerre de peuple, la guerre était aussi devenue l'affaire des femmes. De plus en plus de femmes participent activement au combat, soit en aidant au ravitaillement des soldats, en fabricant les uniformes de l'armée, et même en allant combattre au front. Ce sont ces millions de femmes qui mèneront cette lutte politique contre les Américains que l'on surnommera «l'Armée aux Cheveux Longs» (Eisen, 1975; Taylor, 1999).

Plusieurs femmes deviennent des prisonnières politiques durant la guerre. Elles sont emmenées dans les prisons du Sud du Vietnam, l'une des plus connues étant la prison de Con Son dans l'archipel de Con Dao, une prison autrefois construite par les Français pour enfermer les rebelles. Elles sont enfermées dans des cages à tigre, meurent de faim et de soif, se font violer, se font mutiler, meurent des maladies dues à la mauvaise hygiène des lieux. La pratique de la torture fait partie du régime militaire du Sud du Vietnam (Eisen, 1975).

Une autre conséquence de la guerre au Vietnam est la prostitution. Où il y a des hommes sans leurs femmes apparaît une forte demande pour la prostitution.

C'est principalement dans le Sud du Vietnam que se produit ce phénomène avec la présence des soldats américains. Voici quelques statistiques que présente Eisen sur cette problématique: «Au point culminant de l'occupation américaine, on compte 400 000 prostituées au Vietnam: pratiquement une par soldat. Il y a 20 fois plus de prostituées que de femmes exerçant la médecine ou d'autres professions» (Eisen, 1975: 120). Saïgon devient littéralement un bordel américain. L'UFV mettra d'ailleurs sur pied des centres de réhabilitation pour les prostituées suite à la guerre (Taylor, 1999).

Une conséquence à plus long terme de la guerre du Vietnam et affectant tout particulièrement les femmes enceintes de l'époque, mais aussi les générations postérieures, est le désastre causé par l'«agent orange». Cet herbicide, nommé ainsi parce que l'armée américaine l'avait stocké dans des tonneaux marqués de couleur orange, visait à défolier la jungle vietnamienne afin de chasser les combattants communistes qui s'y cachaient. Plus de 70 millions de litres d'herbicides très puissants, dont l'agent orange, ont été répandus dans le sud du Vietnam près des bases américaines. Environ 1,7 milliard d'hectares auraient été arrosés pour qu'à la fin de la guerre, on observe que près d'un cinquième des forêts sud-vietnamiennes ont été détruites chimiquement (Le courrier de l'Unesco, mai 2000¹⁰). Selon le Combined Intelligence Center for Vietnam (CICV), Service secret vietnamien, les récoltes détruites par l'agent orange auraient pu nourrir 245 000 personnes pendant une année entière (Coryell, Le Monde Diplomatique, archives-mars 2002¹¹). D'ailleurs, l'Institut Vietnamien pour la Nutrition a rapporté en 1982 que 40% des enfants vivant dans les zones dévastées par les herbicides souffraient de malnutrition. Les mères souffrant elles aussi, 50% d'entre elles n'étaient pas en mesure de fournir une quantité adéquate de lait maternel à leurs nourrissons (Eisen, 1984).

¹⁰ http://www.unesco.org/courier/2000_05/fr/planet.htm#top

¹¹ <http://www.monde-diplomatique.fr/2002/03/CORYELL/16227>

Les conséquences de ces opérations militaires qualifiées de «plus grande guerre écologique de l'histoire de l'humanité» (Coryell, *Le Monde Diplomatique* mars 2002) sont nombreuses. Une commission officielle a été créée en 1980 à Ho Chi Minh Ville afin d'évaluer l'ampleur des dégâts. On a pu identifier une série de maladies et de symptômes provoqués par ces herbicides qui n'ont pas seulement touché les plantes, mais aussi affecté sérieusement la vie des habitants de la région. Le cancer des poumons et de la prostate, des maladies de la peau, du cerveau et des systèmes nerveux, respiratoire et circulatoire, cécité, diverses anomalies à la naissance figurent sur la liste des impacts sur la santé des Sud-Vietnamiens. La dioxine contenue dans l'agent orange serait la principale cause de ces maladies (Coryell, *Le Monde Diplomatique* mars 2002). Selon la Croix Rouge vietnamienne, le lait des femmes exposées à l'agent orange durant leur enfance dans le Sud-Vietnam contiendrait dix fois plus de dioxine que celui des femmes du Nord-Vietnam ou de pays comme les États-Unis (Courrier de l'Unesco mai 2000). La dioxine, un des produits toxiques les plus puissants, affecterait les fonctions hormonales, immunitaires et reproductives de l'organisme en demeurant présente dans le sang, les tissus adipeux des humains et le lait maternel même après plusieurs années, ce qui explique le fait que plusieurs bébés naissent avec des anomalies à la naissance encore aujourd'hui (Courrier de l'Unesco mai 2000; Coryell, *Le Monde Diplomatique* mars 2002).

En 2009, les désastres de l'agent orange font toujours partie de la réalité des Vietnamiens. Lorsqu'on visite le Musée des souvenirs de guerre à Ho Chi Minh ville, autrefois appelé Musée des Crimes de guerre chinois et américains, on est heurté par l'horreur de certaines photos qui montrent les malformations de nouveau-nés provoquées par l'épandage de l'agent orange et d'autres herbicides. Depuis cette guerre écologique, des dizaines de milliers d'enfants sont nés avec des déformations des membres, un membre manquant ou avec des yeux sans pupille (Courrier de l'Unesco mai 2000). On retrouve aussi exposés des fœtus victimes de malformations

congénitales conservés dans des bocaux en verre. Il est tout naturel que l'on ne puisse rester indifférent devant ces clichés et autres démonstrations d'enfants victimes de la guerre¹².

2.3.4. La construction d'un État socialiste

Après la guerre, les femmes vietnamiennes sont retournées à leurs rôles traditionnels qu'engagent le fait d'être une épouse et une mère de famille. Les femmes ont joué un rôle essentiel durant la guerre du Vietnam, mais peu de reconnaissance leur a été accordée. Ce sont les femmes elles-mêmes qui ont créé leur propre musée, le Musée des Femmes à Hanoi fondé par l'Union des Femmes du Vietnam (Taylor, 1999). La tradition socialiste a toutefois aidé à garder les femmes actives et à les impliquer dans la construction d'un nouvel État socialiste vietnamien.

Déjà avant la guerre, avec Ho Chi Minh, l'UFV avait travaillé sur quelques projets de lois promouvant l'égalité des sexes (Eisen, 1975). On abolit alors la polygamie, on instaura un tribunal pour les divorces, etc. En 1967, le Vietnam est le seul pays à être d'accord avec des groupes féministes d'Occident pour reconnaître les travaux ménagers comme étant des travaux productifs méritant d'être salariés (Eisen, 1975). L'UFV fait de l'éducation auprès de la population et encourage les familles à se réunir et les hommes à partager les travaux domestiques et le soin des enfants avec leurs femmes.

¹² Depuis la fin de la guerre contre les États-Unis en 1975, plusieurs procès ont été entamés contre les responsables du gouvernement et les entreprises ayant fabriqué ces herbicides destructeurs. En 1984, sept industries chimiques, dont Mosanto, ont été accusées et ont dû verser 180 millions de dollars aux vétérans américains (Duclos, Agence universitaire de la Francophonie, avril 2005 (http://www.vn.refer.org/vietnam/article.php3?id_article=299)). Durant les dernières années, plusieurs ONG se sont mobilisées ou ont été créées afin de venir en aide aux victimes de la dioxine, par exemple, la Croix Rouge vietnamienne et Vietnam, les enfants de la dioxine (<http://www.vned.org/>).

L'UFV, suite à la guerre, se concentre à mobiliser les femmes à travailler pour leur nation, à devenir plus productives dans leurs tâches. Les femmes deviennent très actives particulièrement dans les nombreuses coopératives agraires mises en place par le PCV. De plus en plus, les femmes travaillent en dehors de la maison pour participer à l'économie nationale en pleine reconstruction (Eisen, 1984). Toutefois, même si les emplois pour les femmes sont plus nombreux que jamais, ce sont toujours les hommes qui dirigent, et cela implique que l'égalité entre les sexes au travail n'est pas encore un fait accompli dans la société vietnamienne (Eisen, 1984).

Les femmes commencent à occuper des postes dans les industries implantées par l'État. Puisque de plus en plus de femmes sont sur le marché du travail, le gouvernement vietnamien met à la disposition des familles divers services et avantages sociaux, par exemple garderies, congés parentaux, éducation et soins de santé à bas prix, etc. C'est une économie socialiste qui est mise en place pour rebâtir le Vietnam, et les femmes sont invitées à y participer. D'ailleurs, l'article 63 de la Constitution de 1980 du PCV stipule: «The state and society ensure the development of maternity homes, creches (childcare centers for infants and toddlers), kindergartens, community dining halls and other social amenities to create favourable conditions for women to produce, work, study and rest». Et l'article 65 ajoute: «The state and society are responsible for the protection, care and education of children and assume an increasing share of the responsibility to raise and educate children in order to improve their social life, study and development» (Eisen, 1984: 166). Toutes les infrastructures sont là pour favoriser l'entrée des femmes sur le marché du travail aux côtés des hommes.

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, l'UFV met à la disposition des femmes des formations de perfectionnement technique visant à augmenter la productivité dans le secteur agricole. On commence aussi à y former des cadres, et ce, indépendamment de la classe sociale des femmes (Eisen, 1984). De plus

en plus de femmes sont présentes aussi dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Cependant, comme à peu près partout dans le monde, malgré ce désir d'abolir les inégalités entre les sexes, une ségrégation règne toujours dans le milieu du travail. Plus d'opportunités d'emploi n'entraîne pas nécessairement à l'égalité entre les sexes (Eisen, 1984). En effet, dans les diverses coopératives où les femmes travaillent, les droits de ces dernières ne sont pas garantis. Elles sont peut-être plus libres dans ces nouvelles conditions qui leur permettent de travailler en dehors de la maison, mais elles ne sont pas pour autant encouragées à s'émanciper. L'UFV se bat alors auprès des coopératives agraires et industrielles afin que les femmes gagnent autant que les hommes pour le même travail accompli. L'organisation lutte aussi pour que les habiletés spécifiques aux femmes soient davantage reconnues et valorisées autant que celles des hommes (Eisen, 1984). Toutefois, la longue tradition patriarcale du confucianisme continue de peser sur les épaules des femmes. La ségrégation entre les sexes persiste plus en raison d'un refus de la part des hommes de prendre les emplois des femmes que parce que les femmes sont exclues des emplois des hommes. En effet, il y a beaucoup plus de femmes enclines à devenir ingénieures que d'hommes à devenir éducateurs dans les garderies. La transition vers le communisme et la modernité n'est pas chose facile.

L'éducation est largement valorisée par le Parti communiste et on essaie d'en favoriser l'accès à tous. Suite à la guerre qui se termine en 1975, vers la fin des années 1970 et au début des années 1980, on constate un nombre grandissant de femmes dans les collèges et universités. En 1945, aucune femme n'enseignait dans les collèges ou universités, et pas plus d'une dizaine occupaient des postes de médecins ou d'ingénieurs. En 1975, près de 2000 femmes enseignaient au niveau post-secondaire, et plus de 5000 d'entre elles étaient médecins et ingénieures dans le Nord-Vietnam (Eisen, 1984: 152-153). En 1981, dans tout le Vietnam, 35% des scientifiques, ingénieurs et techniciens étaient des femmes. Aussi, de plus en plus de femmes occupent des postes de dirigeants dans les industries. Le 8 mars 1967, le

gouvernement vietnamien stipule une loi allant dans ce sens en affirmant que lorsque 40% de la main-d'œuvre est féminine, une femme devrait servir sur le comité des gestionnaires, lorsqu'elle est de 50 %, une femme devrait être l'assistante au gestionnaire, et lorsqu'elle est de 70%, une femme devrait être la gestionnaire (Eisen, 1984: 155). Plus il y a de femmes occupant des postes de direction, plus les droits des femmes sont assurés.

Vers la deuxième moitié des années 1980, le gouvernement constate que si l'économie socialiste répond à plusieurs besoins sociaux, elle ne permet toutefois pas de remonter la dure pente qui sévit depuis la guerre (Langlet et Thanh Tâm, 2001). La modernité, tant convoitée avec le système socialiste, demeure impossible pour la grande majorité de la population. Les paysans n'ont presque pas accès à la propriété et sont condamnés à la pauvreté et à la médiocrité (Langlet et Thanh Tâm, 2001). L'ouverture du pays à une économie de marché devient alors une solution non négligeable aux problèmes économiques du Vietnam.

2.3.5. Le *Doi Moi* ou la politique de rénovation

Le *Doi Moi* ou la politique de rénovation au Vietnam a eu lieu dans la deuxième moitié des années 1980, plus précisément à partir de 1986. Le Parti communiste réalise que la réforme agraire dans le contexte d'une économie socialiste ne permet pas au peuple de s'enrichir malgré plusieurs aspects positifs d'un point de vue social. Le gouvernement décide donc de changer son économie pour une économie de marché et s'ouvre aux investisseurs étrangers. Cette transition économique aura de nombreuses répercussions sur la vie des Vietnamiens.

Tout d'abord, qu'est-ce que le *Doi Moi* exactement? Comme mentionné plus tôt, la politique de rénovation fut mise en place afin de répondre aux lacunes du système économique socialiste et à l'augmentation de la corruption au sein du Parti-

État. En 1986, lors du 6^e Congrès National du PCV à Hanoi, le gouvernement prend une décision très pragmatique et décide de légaliser le secteur privé et d'encourager les investissements étrangers sur le territoire vietnamien afin de stimuler la croissance économique (Le Van et Mazier, 1998; Paquet, 2004). C'est en 1987 que les changements commencent à être appliqués concrètement, impliquant un tout nouveau type de planification économique. Le taux de chômage réduit rapidement avec, de 1985 à 1994, 2,3 millions d'emplois créés dans le secteur informel, 300 000 dans le secteur privé et 50 000 dans le secteur étranger tandis qu'un million d'employés sont licenciés dans le secteur public (Le Van et Mazier, 1998). Le secteur étatique diminue de plus en plus pour ne représenter que 40% de l'économie vietnamienne, éliminant ainsi son monopole sur l'économie du pays. Déjà en 2006, les industries étrangères représentent 70 à 75% du marché exportateur du pays (Kabeer & Van Anh, 2006: 2).

La transition à l'économie de marché se fait tout de même progressivement (Paquet, 2004). C'est d'ailleurs ce qui permettra au Vietnam d'éviter les catastrophes engendrées par la crise économique des années 1990 en Asie du Sud-est. La réforme la plus radicale qu'emploie le PCV dès le début du *Doi Moi* est la libéralisation des prix et du taux de change (Paquet, 2004). Les coopératives agricoles disparaissent peu à peu pour laisser place à l'exploitation familiale. Puis le secteur informel occupe une place de plus en plus importante dans l'économie, secteur autrefois interdit puisqu'il échappait au contrôle du gouvernement, ce qui a entraîné une explosion du secteur privé dans les années 1990 (Paquet, 2004). L'État limitant de plus en plus ses subventions et ses investissements dans le secteur public et libéralisant ses politiques économiques, le secteur informel et les micro-entreprises sont devenus davantage importants comme stratégie économique. Le secteur informel créant lui-même ses emplois, l'État fut libéré de la pression de créer plus d'opportunités d'emplois pour contrer le chômage et la pauvreté. De plus, puisque les possibilités d'emploi sont plus flexibles dans le secteur informel, ce sont les femmes qui représentent le plus grand pourcentage de travailleurs dans ce secteur, se voyant

plus limitées par les offres d'emplois des secteurs industriels privés et étatiques (Bahramitash, 2005).

Les changements apportés par la transition à l'économie de marché sont immenses. Le Vietnam connaît depuis les années 1990 une croissance économique phénoménale. Si le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté était aussi élevé que 60% avant le *Doi Moi*, les chiffres indiquaient en 2004 que cela avait baissé jusqu'à 24%. De plus, des statistiques récentes démontrent que le PIB a augmenté en moyenne de plus de 7% par année pour plus d'une décennie (Paquet, 2004: 30; Rainhorn, 2004: 325; Wells, 2005: ii). Néanmoins, environ 1/5 de la population vit toujours dans la pauvreté (VHLSS2004¹³ dans Wells, 2005: ii). Comme l'affirme un officiel d'une agence multilatérale de développement:

Vietnam is now at a cross roads. Average figures on how the country is doing disguise significant pockets where nothing has changed or things have got worse. The current growth path is not equitable. Vietnam can choose growth and then seek to redistribute. Or it can slow down growth and find out to do it more equitably. Gender equality may be ignored because of fears that equity concerns will be compromised in the pursuit of growth¹⁴.

En effet, il est vrai que toutes les statistiques démontrent que le Vietnam se porte très bien. D'après l'Indice de Développement Humain (IDH) du PNUD, le Vietnam se retrouve à la 105^e position sur 177 pays dans le Rapport sur le développement humain de 2007-2008, ce qui le classe parmi les pays à IDH moyen. Et son Indice Sexospécifique de Développement Humain (ISDH) indique qu'il se retrouve au 91^e rang sur 157. Voici un tableau construit à partir des résultats des recherches du PNUD sur l'IDH qui démontre les progrès effectués par le Vietnam depuis la transition à l'économie de marché:

¹³ Vietnam Household Living Standards Survey 2004.

¹⁴ Officiel d'une agence de développement multilatérale cité dans Kabeer, 2005, dans *Ibid.*, p.i.

Tableau 1. Évolution d'un certain nombre d'indicateurs sociaux entre 2000 et 2008.

Rapports sur le développement humain (année de publication)	Classement IDH	IDH	ISDH	Espérance de vie (en année)	Taux d'alphabétisation des adultes (%)	Taux brut de scolarisation tous les niveaux confondus (%)	Revenu estimé d travail (PPA \$US)
				Femmes - Hommes	Femmes - Hommes	Femmes - Hommes	Femmes - Hommes
2000	108/ 174	0,671	0,668	70,0 - 65,3	90,6 - 95,3	59 - 64	1,395 - 1,991
2005	108/ 177	0,704	0,702	72,6 - 68,6	86,9 - 93,9	61 - 67	2,026 - 2,964
2007-2008	105/ 177	0,733	0,732	75,7 - 71,3	86,9 - 93,9	62 - 66	2,540 - 3,604

Source: PNUD. Rapport sur le développement humain 2000, Rapport sur le développement humain 2005, Rapport sur le développement humain 2007-2008.

Comme les chiffres l'indiquent, l'IDH du Vietnam est en constant progrès depuis les deux dernières décennies. Son ISDH est aussi continuellement en hausse, le dernier Rapport sur le développement humain affirmant que sur 156 pays avec l'IDH et l'ISDH, seul huit pays possèdent un meilleur résultat que le Vietnam (PNUD, Rapport sur le développement humain 2007-2008). Toutefois, son Indicateur de la Participation des Femmes (IPF), indicateur qui sert à mesurer la participation des femmes aux niveaux politique et économique et se concentrant sur la question des inégalités quant aux opportunités dans ces deux secteurs, est plus faible que son

ISDH; il est de 0,561, ce qui le place en 52^e position sur 93 pays. Il demeure cependant que le Vietnam possède le pourcentage le plus élevé de sièges parlementaires occupés par des femmes pour la région Asie-Pacifique, et un pourcentage très élevé par rapport à plusieurs pays développés (Wells, 2005: ii). La Vice-présidente de la République socialiste du Vietnam, Mme Truong My Hoa, ancienne cadre de l'UFV, occupe ses fonctions depuis 2002. Quant à ses engagements envers les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) des Nations unies, le Vietnam connaît un succès spectaculaire, plusieurs des Objectifs, dont le niveau de pauvreté et la santé maternelle, respectant déjà les standards imposés par les OMD (UNDP Vietnam, 2009).

Par contre, ces chiffres cachent aussi le fait que pendant que certains s'enrichissent et améliorent leur qualité de vie, d'autres continuent ou commencent à souffrir des inégalités causées par un système économique basé sur la privatisation. L'écart entre les riches et les pauvres s'accroît d'année en année, tout comme celui entre les hommes et les femmes. Les femmes pauvres sont naturellement les plus vulnérables dans ce nouveau système économique.

Le Vietnam, même s'il est toujours considéré comme un pays pauvre selon les critères de la Banque mondiale, possède des indicateurs de santé aussi élevés que ceux de pays ayant un PNB largement plus élevé, comme la Turquie, le Pérou et l'Afrique du Sud (Rainhorn, 2004: 325). Comme d'autres pays dirigés par un régime communiste, le Vietnam a depuis longtemps décidé d'investir massivement dans les domaines de la santé et de l'éducation. Le système de santé vietnamien a même été un des modèles qui ont inspiré la réflexion de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) sur la formation d'une politique des soins de santé primaires à Alma Ata en 1978 (Rainhorn, 2004). Depuis l'ouverture à l'économie de marché, le gouvernement a diminué énormément ses investissements dans le domaine social. Depuis, on assiste à une détérioration des infrastructures et des équipements, en plus

d'une pénurie de médicaments, ce qui provoque une baisse considérable de la qualité des soins de santé (Rainhorn, 2004). Le gouvernement a dû procéder à des réformes majeures du système de la santé, par exemple la législation de la pratique privée de la médecine, la dérégulation du marché des médicaments, etc. (Rainhorn, 2004). En 1993, le gouvernement vietnamien a décidé de créer une assurance maladie obligatoire pour les fonctionnaires, certaines catégories de salariés et d'autres groupes sociaux, et volontaire pour les enfants scolarisés et les étudiants, ce qui couvre seulement 13% de la population (Rainhorn, 2004). Même si les indicateurs de santé sont élevés par rapport au PNB, il n'en demeure pas moins que les inégalités sociales en matière de santé se sont largement creusées depuis la transition à l'économie de marché. Comme l'affirme Rainhorn, «s'il est plus riche aujourd'hui qu'il y a dix ans, le paysan vietnamien doit maintenant payer ses soins (Rainhorn, 2004: 334)».

Le système d'éducation vietnamien a aussi dû subir des transformations majeures suite au *Doi Moi*. En 1987, l'État, face à la raréfaction de ses ressources et à l'affaiblissement de l'offre, se voit contraint de délaisser son monopole sur l'éducation et met fin à la gratuité scolaire. Il lance donc une nouvelle politique appelée «politique de socialisation de l'éducation» (Martin, 2004). On assiste alors à la naissance des écoles privées au Vietnam. Le gouvernement maintient l'école primaire hors de ce nouveau marché de l'éducation, mais il atteint tous les autres niveaux, tout particulièrement les niveaux pré-scolaire, secondaire supérieur et universitaire (Martin, 2004). Depuis les deux dernières décennies, le taux de décrochage scolaire a largement augmenté, tout particulièrement dans les régions rurales et reculées et principalement chez les jeunes filles, en raison de la hausse phénoménale des coûts liés à l'éducation parce que le gouvernement a coupé ses subventions dans ce secteur. Ceci affecte tout particulièrement les familles les plus pauvres qui n'ont pas les moyens de payer l'école à leurs enfants et qui choisissent de

profiter de la main-d'œuvre en plus que ces derniers peuvent leur procurer (Le Thi dans Le Thi & Thi Binh, 1997).

La santé et l'éducation sont deux secteurs où les femmes ont tendance à investir beaucoup plus que les hommes en tant que mère de famille (Tran Han Giang, 2004: 154). Aujourd'hui, les femmes sont obligées de travailler toujours plus d'heures afin de subvenir aux besoins de base de leur famille tels que les services de santé qui ne cessent d'augmenter (Bahramitash, 2005).

Dans le prochain chapitre, nous verrons comment cette transition à l'économie de marché, ce tournant vers la mondialisation capitaliste et la privatisation des services publics, affecte tout particulièrement les femmes du Vietnam, autant au niveau reproductif que productif de leur vie.

CHAPITRE 3

3. LES IMPACTS DE LA TRANSITION À L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ SUR LES FEMMES VIETNAMIENNES DANS LE CONTEXTE DE LA MONDIALISATION

Les conséquences du *Doi Moi* sur la vie des femmes vietnamiennes sont nombreuses. Les différents impacts se situent autant dans la sphère productive que dans la sphère reproductive de la vie des femmes. Voilà pourquoi j'analyserai dans ce chapitre plusieurs thèmes qui illustrent bien comment la transition à l'économie de marché dans le contexte de la mondialisation influence la vie des Vietnamiennes. En même temps, je ferai état de quelques solutions proposées par les agences de développement international, les ONG internationales et locales, les organisations gouvernementales et les agences des Nations unies afin d'améliorer la condition des femmes vietnamiennes dans cette nouvelle ère socio-économique.

3.1. Les femmes sur le marché du travail

L'Asie est une des régions les plus productives au monde dans ce nouveau contexte de mondialisation. Des milliers d'entreprises étrangères se sont installées sur ses territoires afin d'obtenir une main-d'œuvre à plus bas prix. L'Asie est d'ailleurs la région du monde où se trouvent le plus de compagnies transnationales, surtout depuis que les gouvernements de la région facilitent le mode de production globalisé avec leurs politiques industrielles (Gills & Piper, 2002). De plus, le nombre d'industries locales orientées vers l'exportation est en constante augmentation. L'Asie suivant le mode de compétitivité néolibérale vit depuis les quinze à vingt dernières années un développement économique spectaculaire. Et le Vietnam, depuis son ouverture à l'économie de marché, suit la tendance.

Le Vietnam est un des pays en Asie, mais aussi dans le monde entier, à avoir un des taux de participation des femmes à l'économie les plus élevés depuis les deux dernières décennies (World Bank et al, 2006: 11). Les femmes sont partout au

Vietnam. C'est d'ailleurs un des phénomènes les plus frappants que j'ai observés lors de mon séjour au Vietnam: l'immense présence des femmes dans l'économie du pays. Que ce soit dans les hôtels, les restaurants, les rues, les marchés, les usines, les fermes, les terres, les services publics, etc.: les Vietnamiennes ont clairement su se débrouiller afin de prendre une place dans le nouveau système économique national.

Depuis la rénovation, de plus en plus de possibilités d'emplois sont offertes aux femmes. Les statistiques de l'Office général de statistiques du Vietnam annonçaient en 2003 que 73,3% des femmes âgées entre 15 et 60 ans étaient économiquement actives contre 80,5% des hommes de la même tranche d'âge (Kabeer et Van Anh, 2006: 4). Grâce à leur dynamisme et à leur créativité, les femmes vietnamiennes réussissent dans ce nouveau système à créer leurs propres emplois. En 1993, 23,5% des femmes avaient créé leur emploi elles-mêmes, et en 1995, déjà 40% avaient quitté le secteur étatique pour faire du petit commerce (Le Thi, 1995: 45-46). En effet, les femmes constituent entre 70 et 80% de la main-d'œuvre du secteur économique informel (Kabeer et Van Anh, 2006: 4). Les Vietnamiennes peuvent mettre à profit quelques-unes de leurs qualités propres, soit le dynamisme, la créativité et la débrouillardise (Van Anh et Le Ngoc, 2000).

Cependant, si les Vietnamiennes performant autant dans le secteur informel, c'est qu'elles se retrouvent trop souvent limitées dans le secteur formel, autant du côté étatique que privé (Kabeer, 2008). Il est vrai que les opportunités de trouver un travail rémunéré apportées par la transition à l'économie de marché au Vietnam a permis aux femmes d'augmenter leurs sources de revenus et donc d'acquérir un peu plus d'indépendance. Le fait de gagner un salaire donne davantage d'autonomie et de confiance aux femmes, comme l'affirment quelques spécialistes de la condition des femmes vietnamiennes dont Le Thi et Do Thi Binh (1997). Puisqu'elles subviennent aussi aux besoins de leurs familles, elles se voient plus respectées par leurs époux et traitées davantage sur un même pied d'égalité (Van Anh

et Le Ngoc, 2000). Toutefois, il faut comparer la situation des femmes à celle des hommes. On s'aperçoit alors très rapidement que les progrès socio-économiques sont beaucoup plus nombreux pour un sexe que pour l'autre.

Ce n'est effectivement pas tout le peuple vietnamien qui profite des bénéfices apportés par la transition à l'économie de marché. Les femmes sont perdantes par rapport aux hommes, et même entre les femmes elles-mêmes, il y a des différences puisque les jeunes femmes urbaines scolarisées se voient offrir davantage de possibilités que les femmes rurales ayant beaucoup d'enfants et vivant dans des régions reculées (Van Anh et Le Ngoc, 2000). Si le secteur privé semble de prime abord offrir plus d'opportunités de trouver un emploi, il se montre aussi beaucoup plus compétitif. En effet, être scolarisé, expérimenté et spécialisé aide à trouver un bon emploi. Pour les femmes qui n'ont jamais eu accès à l'école ni au marché du travail auparavant, en raison d'une discrimination selon le genre, il devient toutefois difficile de faire compétition à ceux qui ont toujours joui de ces privilèges. Les femmes se retrouvent alors au bas de l'échelle avec des emplois mal rémunérés, difficiles, dangereux et surchargés, n'ayant d'autres choix que de se soumettre à ce nouveau contexte si elles veulent pouvoir subvenir aux besoins de leur famille. En effet, un seul salaire ne suffit plus pour la plupart des familles:

One of the arguments in favour of neo-liberalism is that it has led a greater employment opportunities for women. It is true that the increase in world trade has boosted female employment, providing many women with an opportunity to work outside their homes. With the exception of Eastern Europe, more women have become employed for wages everywhere, particularly in the urban sector. Yet in many cases the gains of such employment have been offset by rising inflation and a drop in the real income of low-income families in particular (Ng 2003). The rise of the cost of basic living has forced many women to seek employment outside of their homes. For many families one income is no longer sufficient to feed the family, even as the number of single, female-headed households has increased in many parts of the world (Bahramitash, 2005: 45-46).

Comme le mentionne Bahramitash, le coût de la vie est de plus en plus élevé avec la venue de la privatisation, et de plus en plus de femmes sont seules pour subvenir aux besoins familiaux. Le nombre de familles possédant seulement une mère comme chef de famille est en hausse depuis les années 1990 (Le Ngoc, 1997 dans Van Anh et Le Ngoc, 2000). Les Vietnamiennes n'ont plus le choix de se soumettre à la compétition qui existe sur le marché du travail.

Depuis les deux dernières décennies, on parle d'une féminisation de la main-d'œuvre en Asie. Ici, il faut comprendre féminisation de la main-d'œuvre non pas parce qu'il y a plus de femmes que d'hommes sur le marché du travail, malgré le fait qu'il y ait plus de femmes que jamais qui sont désormais salariées, mais plutôt parce qu'une grande part de l'économie vietnamienne est basée sur l'exploitation des femmes (Gills et Piper, 2002). Le gouvernement vietnamien ne subventionne presque plus d'industries locales et ne cesse de libéraliser les politiques économiques facilitant ainsi l'entrée des investisseurs étrangers qui désirent une main-d'œuvre bon marché et flexible. Dans les industries privées, les droits des travailleurs sont pratiquement inexistantes et les conditions de travail difficiles (Tran Han Giay: 2004, Le Thi: 1995, Bui Thi Kim Quy: 1995). Les syndicats se font de plus en plus rares, ce qui paraît contradictoire dans un pays officiellement communiste. Comme l'expliquent Gills et Piper:

The complexity and contradictions inherent in the newly adopted 'socialist market economy' add yet further dimensions to women's labour experiences in Asia. The adoption of free-market and export-oriented development strategy at the expense of the redistributive role of the state takes a contorted form in the case of the Republic of China and Vietnam. Their shift to an export-oriented market economy has engendered a new and rather perplexing term, socialist market economy. [...] Women workers in these countries are exposed to unique mechanisms of exploitation in which both capitalist logic of accumulation and socialist state control are concurrently at work (Gills et Piper, 2002: 4).

Le Parti-État contrôlant l'économie du pays libéralise toujours plus ses politiques pour les investisseurs étrangers. Les industries privées étrangères n'appliquent peu ou pas du tout les normes de travail qui existent dans le secteur étatique.

Les industries du textile et de l'électronique sont celles qui exigent le moins de qualification chez les employés. On y recherche des employés dociles et travaillants sans trop d'exigences. Les femmes âgées de 18 à 35 ans représentent 75% de la main-d'œuvre de ces secteurs (Bui Thi Kim Quy, 1995: 72). Pour ces femmes qui n'ont pas de scolarité ou d'expérience, c'est une chance de trouver un emploi rémunéré, et elles sont prêtes à accepter n'importe quelles conditions de travail. Elles travaillent en moyenne de 10 à 11 heures par jour pour un maigre salaire, beaucoup moins élevé que dans le secteur étatique (Le Thi, 1995: 51). Leurs quarts de travail sont irréguliers, quelques fois pouvant aller jusqu'à 15 heures par jour et à d'autres moments, seulement 4 à 5 heures. Les conditions de travail sont dangereuses et pénibles. Plusieurs d'entre elles finissent par développer des problèmes de santé comme des maux de tête, surdité, maladies pulmonaires, etc. La majorité de ces travailleuses quittent très tôt leur emploi en raison de ces maladies ou parce qu'elles sont tout simplement incapables de concilier famille et travail en raison du trop grand nombre de travail exigé dans les usines (Le Thi, 1995; Bui Thi Kim Quy, 1995). Dans le secteur privé, il n'y a pas de syndicat, pas de normes du travail, pas de congé de maternité payé, pas de services de garderie, pas de congé maladie pour soi ou lorsque les enfants sont malades, etc. Les femmes se retrouvent donc souvent mises à pied parce qu'elles sont enceintes ou parce qu'elles doivent manquer le travail parce que leur enfant est malade. Dans certaines industries, on exige même que les femmes signent un contrat qui stipule qu'elles n'auront pas d'enfants d'ici trois à cinq ans (Bui Thi Kim Quy, 1995). Malheureusement, la grande majorité des femmes vietnamiennes ne connaissent pas les lois vietnamiennes qui les protègent (Bui Thi Kim Quy, 1995; Franklin, 2000).

Cette situation nouvelle pour tout le peuple vietnamien occasionne de nombreuses difficultés aux femmes, non seulement pour les raisons mentionnées ci-dessus, mais aussi en raison de la surcharge de travail que cela crée spécifiquement pour celles-ci. Les Vietnamiennes, en plus de devoir devenir des femmes capables de subvenir aux besoins financiers de leur famille, ont à conserver leurs rôles traditionnels de mère et d'épouse. Donc, en plus de devoir travailler parfois plus de dix heures par jour, elles doivent rentrer à la maison et prendre le temps de faire toutes les tâches ménagères ainsi que de s'occuper de l'éducation et de la santé des enfants. Pour les femmes des régions rurales, on peut compter de 16 à 18 heures de travail par jour, et même davantage pour les femmes des minorités ethniques vivant dans les régions les plus reculées du Vietnam (UN Vietnam, 2002: 31). Les femmes des milieux ruraux, puisque leurs maris quittent pour aller travailler en ville, sont seules pour s'occuper des terres familiales et des enfants. Lorsqu'on visite le Vietnam rural, il est frappant de constater qu'il n'y a que des femmes qui travaillent dans les rizières. Elles doivent se lever à l'aube et ne peuvent aller se coucher que très tard, après avoir accompli toutes leurs responsabilités de mère et de chef de famille temporaire, c'est-à-dire en attendant que l'époux revienne. C'est ainsi que le nombre de familles avec une femme comme chef de famille augmente d'année en année. Par exemple, dans la région du delta de la Rivière Rouge, les ménages avec une femme comme chef de famille comptaient pour 20% en 1989 et avaient augmenté jusqu'à 26% déjà en 1993 (Le Thi, 1997: 28-29).

Depuis toujours, les femmes sont d'une importance cruciale pour l'agriculture vietnamienne. Elles ont plusieurs responsabilités au sein des fermes familiales, traditionnellement, en charge du petit élevage, des récoltes et du stockage de celles-ci (Heyzer, 1986). Le confucianisme n'a pas influencé le statut des paysannes qui ont toujours conservé une relative égalité avec leurs époux du au fait qu'elles occupaient un rôle important dans la production des fermes familiales (Whyte et Whyte, 1982). Avec les réformes agraires des deux dernières décennies, la

situation des femmes dans l'agriculture a beaucoup changé. Les foyers sont devenus des unités individuelles, abandonnant le principe de l'agriculture collective *pré-doi moi*.

Depuis l'ouverture à l'économie de marché, les femmes sont devenues la principale main-d'œuvre dans le secteur agricole. Leurs heures de travail ont augmenté et le travail est devenu plus difficile (Tran Han Giang, 2004: 151). Souvent, les femmes n'ont pas le choix d'accepter de travailler dans des rizières qui sont très éloignées de leur domicile, ce qui allonge considérablement une journée de travail. Leur environnement de travail a aussi changé. Aujourd'hui, les femmes utilisent des herbicides sans prendre de précaution, ce qui a augmenté le nombre de cas d'empoisonnements chez les paysannes (Tran Han Giang, 2004). De plus, l'accès aux prêts bancaires pour les entreprises agricoles est limité pour les femmes qui manquent d'information du à leur manque de formation, de scolarisation et du à la discrimination (Van Anh, 1996).

Un des éléments les plus frappants de mon étude terrain au Vietnam et de mes lectures est le manque de temps qu'éprouvent les femmes à l'heure actuelle. Il semble en effet de plus en plus complexe de gérer le fait d'être une femme moderne qui gagne sa vie tout en conservant les valeurs traditionnelles chères à la société vietnamienne, soit celles d'être une bonne mère de famille et une bonne épouse. Les femmes vietnamiennes sont peut-être désormais plus égales à leurs époux quant aux décisions économiques concernant le bien-être familial, mais les tâches ménagères demeurent apparemment uniquement le devoir des femmes (Franklin, 2000; Tuyet, 2005). Et le système économique capitaliste nouvellement introduit au Vietnam profite de cette double tâche des femmes:

If women's unpaid work at home, measured by comparable market price and wages for the substitute worker, were actually paid, it might force a

major increase in legal minimum wages (Goldschmidt-Clermont 1982). Women's unpaid work at home, however, does not mean that their productive (paid work) work will automatically disappear. In fact, many women perform a 'double day' – a full day at work in addition to their work at home (United Nations, 1996). Therefore, they contribute doubly to investors' profits – working cheaply themselves and subsidizing wages of male workers through their unpaid work at home (Bahramitash, 2005: 53).

Comme l'ont analysé Moser en 1989 et Kabeer en 1992, les femmes sont handicapées par l'obligation de remplir tous leurs rôles. Les Vietnamiennes, et surtout les plus pauvres d'entre elles, ont à assurer leurs nombreuses responsabilités souvent gratuitement (Kabeer, 1992), surtout depuis que le gouvernement a délaissé les services sociaux et que les secteurs de la santé et de l'éducation ont commencé à se privatiser. La division sexuelle du travail au Vietnam empêche les femmes de s'épanouir et donc d'en arriver à une qualité de vie égale à celle des hommes.

3.2. La violence conjugale

En lisant plusieurs documents et surtout en discutant avec des femmes et des adolescentes vietnamiennes, j'ai constaté que le problème de la violence conjugale était un problème majeur dans la société vietnamienne, surtout que les statistiques démontrent que les cas augmentent d'année en année. Longtemps, le gouvernement a ignoré ce problème en affirmant que cela en était un d'ordre privé, et qu'il ne devait donc pas être discuté en public. Le Vietnam n'est pas une exception dans ce domaine. C'est une problématique qui demeure à régler partout sur la planète. Heureusement, le PCV a dernièrement changé son fusil d'épaule en implantant une loi¹⁵ sur la violence conjugale à la fin de 2007. Avec l'aide de la *Swiss Agency for Development and Cooperation* (SDC), le gouvernement a implanté cette loi et a commencé à éduquer la population à vivre avec celle-ci. Désormais, les batteurs de

¹⁵Law on domestic violence, prevention and control.

femmes devront payer une contravention ou aller en prison s'ils commettent un acte de violence conjugale¹⁶. Mais pourquoi un gouvernement signataire de la CEDAW¹⁷ a-t-il mis autant de temps à implanter une telle loi?

Le confucianisme, héritage de l'invasion chinoise, est constamment pointé du doigt par les femmes. S'il y a des lois qui protègent les droits des femmes et qui font la promotion de l'égalité entre les sexes au sein de la société vietnamienne, il en est tout autrement dans les foyers. Comme nous avons pu le constater lors du chapitre précédent, les préceptes confucéens constituent toujours ce qui régit les mœurs familiales dans le pays. Dans ce contexte, l'homme possède tous les droits sur son épouse, et la violence est vue ici comme une mesure éducative. Si une femme se fait battre, c'est sûrement parce qu'elle le mérite. D'ailleurs, dans une étude sur la violence conjugale menée par l'UFV en 2001, voici ce qui est ressorti:

The VWU (Vietnam Women's Union) survey showed that both men and women generally consider it acceptable for a man to verbally abuse and beat his wife in order to punish and educate her if she insults him or behaves against his will, or against family and social norms. The study revealed the extraordinary finding that only 3,5% of the men and 23% of the women surveyed consider the beating of wives to be unacceptable (VWU, 2001) (UN Vietnam, 2002: 50).

Après avoir pris connaissance des résultats de cette étude, on comprend mieux la lenteur avec laquelle le gouvernement vietnamien a décidé de s'attaquer à la question de la violence conjugale. Ce dernier, avec l'aide de l'UFV et des agences de développement et ONG, aura beaucoup de travail à faire en ce qui concerne l'éducation de la population. Pr Le Thi Quy est une des spécialistes de la violence exercée contre les femmes au Vietnam. Elle est une des premières femmes et

¹⁶ Information recueillies lors d'une entrevue avec Tanja Zangger de la Swiss Development Cooperation (Gouvernement suisse) à Hanoi en mai 2008.

¹⁷The Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (CEDAW), adoptée en 1979 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

universitaires à s'être intéressée à la question et à l'avoir posée publiquement. Avec les membres de son ONG, le *Research Center for Gender and Development* (RCGAD), Pr Le Thi Quy a, au cours des dernières années, mené une campagne de sensibilisation et de prévention de la violence conjugale à Hanoi lors de la Journée de la Femme, le 8 mars. La ville de Hanoi a décidé d'appuyer le projet et de s'impliquer dans celui-ci. Aussi, le RCGAD a mis sur pied, avec la collaboration de l'UFV, un programme d'intervention contre la violence conjugale de 2002 à 2005, lequel se poursuivra finalement jusqu'en 2011¹⁸. Et enfin, l'UFV a créé un refuge pour femmes victimes de violence conjugale et de trafic d'êtres humains, le *Women and Development Center*, situé à Hanoi.

Mais pourquoi le problème de la violence conjugale s'aggrave-t-il depuis les deux dernières décennies? Il y a plusieurs réponses à cette question. Tout d'abord, Pr Quy dénonce quatre causes de la violence conjugale: 1) causes économiques, 2) niveau d'éducation, 3) héritage culturel et social, et 4) santé mentale (Manh Loi *et al*, 1999; Franklin, 2000). Il semble que ces quatre causes soient souvent inter reliées. En effet, si l'alcool est ce qui est la plupart du temps dénoncé par les femmes comme étant la cause de la violence dans leur foyer – 53,7% des femmes des milieux ruraux et 45,2% des milieux urbains (Manh Loi *et al*, 1999: 17) – ce qui mène à l'abus d'alcool est très souvent dû à des problèmes financiers, à de mauvaises habitudes sociales ou à des problèmes de santé mentale. Et malheureusement, personne n'est à l'abri de ce fléau. Des études démontrent que la violence contre les femmes est répandue à travers tout le pays, autant dans les milieux urbains que ruraux, dans les familles de toutes classes sociales (Manh Loi *et al*, 1999; UN Vietnam, 2002). Plusieurs femmes avec qui j'ai discuté au Vietnam et des chercheuses interviewées croient que l'augmentation de la violence conjugale est une des conséquences directes de la transition à l'économie de marché. En effet, depuis le *Doi Moi*, bon nombre de

¹⁸ Informations recueillies lors d'une entrevue avec Pr Le Thi Quy, à Hanoi en avril 2008.

femmes et d'hommes ont migré vers les villes où il y a de plus en plus de prostitution, et où il y a les *bia hoi*, petites terrasses où l'on vend de la bière très bon marché, surtout fréquentés par les hommes (Manh Loi *et al*, 1999). La drogue est aussi davantage présente depuis ces dernières années. Naturellement, comme les hommes consomment de plus en plus d'alcool et de drogue, et utilisent les services de prostituées pendant que leurs femmes travaillent de plus en plus, une moyenne de cinq à six heures de plus par jour que leur époux, les tensions familiales ne font évidemment qu'augmenter, ce qui n'aide en rien à régler le problème de la violence dans les ménages.

Le problème de la violence conjugale est loin d'être réglé au Vietnam. Les vestiges du féodalisme et du confucianisme demeurent des obstacles pour les prochaines années. Même si l'Union des Femmes travaille depuis longtemps à éduquer les hommes autant que les femmes sur ce sujet, les mentalités ne changent pas aussi rapidement que voulu. L'importance de préserver l'intégrité familiale, l'une des valeurs les plus chères au peuple vietnamien, passe avant la lutte contre la violence envers les femmes. L'UFV privilégie d'ailleurs une approche plus conciliante concernant la violence conjugale. Au Vietnam, il existe des Groupes de Réconciliation, constitués d'une représentante de l'UFV, d'un représentant du Fatherland Front et d'une personne respectée dans la communauté afin de réconcilier le couple dans lequel la femme veut demander le divorce en raison de problèmes de violence. Le divorce est considéré comme une solution de dernier recours¹⁹. La femme, même si elle souffre, doit se sacrifier pour ses enfants qui subiraient du tort suite à un divorce (Manh Loi & al, 1999). De son côté, la police n'intervient que dans les cas très graves. Il est certain qu'avec une telle approche, les Vietnamiennes n'ont peut-être pas tendance à aller chercher de l'aide extérieure, non seulement parce que traditionnellement on règle les problèmes familiaux en famille, mais tout simplement

¹⁹ Propos recueillis lors d'une entrevue avec Mme Hoai Giang et Mme Xuan de l'UFV, Hanoi, 22 mai 2008.

parce qu'il n'y pas encore de véritable compréhension du problème de la violence conjugale dans la société vietnamienne en général. Autre fait important à mentionner ici:

A frequently mentioned problem with reconciliation is that community-level people lack knowledge of their legal rights and obligations, while members of the Women's Union and the Reconciliation Group do not have professional training in how to counsel and offer advice (Manh Loi et al, 1999: 32).

En effet, malgré toute la bonne volonté des membres de l'UFV, la plupart du temps ces dernières ne sont pas en mesure d'offrir un service de counselling adéquat aux femmes victimes de violence conjugale. J'ai discuté de ce problème avec Mme Hoa Nguyen qui est consultante en psychologie et en santé mentale pour *International Organization for Migration* (IOM), une agence onusienne²⁰. L'UFV requiert ses services depuis les dernières années afin qu'elle donne aux membres de l'organisation une formation en consultation psychologique pour les femmes victimes de violence. D'après Mme Nguyen, un autre problème empêchant la disparition du problème de la violence conjugale au Vietnam est, comme je l'ai rapidement mentionné un peu plus tôt, le fait qu'il n'est pas usuel pour les Vietnamiens de parler des problèmes familiaux à un inconnu. En fait, la plupart des gens n'acceptent pas et nient tout simplement leurs problèmes. Le counselling est donc chose nouvelle au Vietnam, et demeure bien souvent victime de préjugé en étant associé à la honte et aux maux sociaux. Dans ce pays, on ne peut pas attendre que les femmes aillent consulter des spécialistes pour discuter de leurs problèmes; il faut aller vers elles. De plus, depuis les coupures du gouvernement dans les programmes sociaux, il devient de plus en plus difficile de les rejoindre. Cependant, il y a toujours espoir en sachant que l'UFV a mis sur pied un projet sur la violence conjugale approuvé par l'UNIFEM dans les dernières années, et que les membres de l'organisation tiennent compte des études

²⁰ Entretien avec Mme Hoa Nguyen de *International Organization for Migration*, Hanoi, avril 2008.

menées sur le sujet par les spécialistes de la violence exercée contre les femmes au Vietnam (Manh Loi & al, 1999).

3.3. Le trafic d'êtres humains

Une des formes de violence exercées contre les femmes présente au Vietnam et dans toute l'Asie du Sud-est depuis les dernières décennies est le trafic d'êtres humains. Le trafic d'êtres humains touche tout particulièrement les femmes et les enfants, les plus pauvres d'entre eux. Ce problème a surgi au Vietnam depuis l'ouverture des frontières aux investissements étrangers. Mais le gouvernement ne reconnaît officiellement ce problème que depuis 1997. Le Thi Quy est, dès 1989, la première à avoir dénoncé ce phénomène touchant les femmes pauvres des régions rurales reculées près des frontières avec la Chine et le Cambodge. Elle affirme que, malheureusement, dans chaque État socialiste, il n'y a supposément jamais de problèmes, et que le confucianisme a aussi été une cause de l'aveuglement du PCV sur ce terrible fléau²¹.

Tout d'abord, il est important de définir ce qu'est le trafic d'êtres humains, et tout particulièrement en quoi il consiste dans la grande région du delta du Mékong. Le trafic d'êtres humains consiste essentiellement en un recrutement, au transport, à la réception et au recèlement de personnes à des fins d'exploitation de leurs forces de travail (UNIAP, 2009²²). Ce phénomène existe dans tous les coins du monde, et malgré que le trafic d'êtres humains existe depuis des siècles, pensons à l'esclavage par exemple, la mondialisation semble avoir créé un environnement favorable à l'épanouissement de cette entreprise criminelle à bas risques pour les trafiquants (UNIAP, 2009). Le trafic d'êtres humains dans la grande région du delta du Mékong

²¹ Propos recueillis lors d'un entretien avec Pr. Le Thi Quy, Hanoi, avril 2008.

²² United Nations Inter-Agency Project on Human Trafficking in the Greater Mekong Sub-region: <http://www.no-trafficking.org/resource.html>

se présente sous plusieurs facettes. Les gens - hommes, femmes, garçons et filles – sont recrutés de façon formelle ou informelle pour différents usages. Par exemple, des gens du Cambodge, du Myanmar et du Laos sont trafiqués en Thaïlande pour de la prostitution forcée, de l’esclavage domestique, pour des travaux forcés dans des usines, des bateaux de pêche, des sites de construction, ou dans des fermes; des enfants du Cambodge, du Myanmar, ou des régions reculées du Vietnam et de la Chine sont trafiqués pour aller vendre des fleurs dans les grandes villes d’Asie; des filles et jeunes femmes vietnamiennes sont vendues au Cambodge à des fins d’exploitation sexuelle ou pour leur virginité; et des femmes des régions rurales de la Chine, du Myanmar et du Vietnam sont trafiquées en Chine pour des mariages forcés menant à de l’esclavage domestique et/ou sexuel (UNIAP, 2009). La plupart du trafic se fait à l’intérieur même de la région du delta du Mékong, mais s’opère aussi ailleurs en Asie comme en Malaisie, à Hong Kong, à Taiwan, en Corée du sud et au Japon, et se fait même plus loin jusqu’en Afrique du Sud, dans le Moyen-Orient, en Amérique du Nord et en Europe occidentale.

Pendant très longtemps, et encore aujourd’hui, la plupart des gens croyait qu’une femme travaillant dans un bordel, par exemple, était nécessairement responsable de son propre sort. L’idée que celle-ci ait été dupée en raison de son manque d’éducation, et ainsi amenée à travailler de force en tant que prostituée ne semble pas être un scénario plausible pour une partie de la population vietnamienne. Les victimes de trafic d’êtres humains, que ce soit pour exploitation sexuelle ou de travail, sont toujours stigmatisées et décident de garder le silence plutôt que d’aller chercher de l’aide. La plupart de ces femmes victimes ne veulent plus retourner à la maison puisqu’elles sont devenues une honte pour leur famille. J’ai discuté de ce sujet en particulier avec Hoa Nguyen de IOM qui fréquente ces victimes du trafic. Elle m’a parlé de ces centres pour femmes victimes de violence. Il existe désormais le *Women and Development Center* à Hanoi fondé par l’UFV, que j’ai mentionné précédemment. Et il y a aussi, dans le Nord du Vietnam, le *Centre .05* situé à

Haiphong, centre pour femmes victimes de trafic, mais aussi pour toxicomanes et alcooliques qui veulent faire une cure de désintoxication. Selon Hoa Nguyen, le fait de placer les victimes de trafic au même endroit que les toxicomanes ne fait qu'entretenir le sentiment de stigmatisation que vivent ces femmes. Elles sont perçues par la population non pas comme des victimes, mais comme des personnes voulant changer leurs mauvaises habitudes sociales (social evils).

Le trafic des femmes et des enfants (malgré le fait que de plus en plus d'hommes sont aussi trafiqués) se présentent sous trois formes au Vietnam. D'abord, il y a les femmes qui sont trafiquées en Chine pour être mariées ou pour devenir prostituées. Ces femmes viennent généralement des régions reculées telles les régions du Nord-est et du Nord-ouest où vivent la majorité des minorités ethniques du pays et donc, sont bien souvent très pauvres et peu scolarisées. Elles sont trompées et se font vendre une fois passée la frontière sino-vietnamienne.

Il y a ensuite les femmes et les enfants des provinces du Sud du pays, plus spécifiquement du delta du Mékong, une autre des régions les plus pauvres du Vietnam, qui sont vendus au Cambodge pour la prostitution. Ils sont parfois transférés en Thaïlande ou en Malaisie en passant par Phnom Penh, carrefour du trafic d'êtres humains en Asie du Sud-est.

Puis, plus récemment, et fait de plus en plus alarmant, il y a ces agences matrimoniales illégales qui arrangent des mariages avec des jeunes Vietnamiennes. La plupart des clients de ces agences sont des Taïwanais et des Sud-Coréens, mais aussi de plus en plus de Chinois en raison de la baisse démographique du nombre de femmes en Chine et l'amélioration de la condition économique de la population du pays (Attané, 2006). Les femmes vietnamiennes voient une possibilité d'améliorer leur qualité de vie en se mariant avec un homme d'un pays plus riche. En effet, la transition à l'économie de marché et l'entrée dans la mondialisation a créé de

nouveaux besoins chez la population vietnamienne qui désire ce que les gens des pays développés possèdent. Malheureusement, elles finissent bien souvent par devenir l'esclave de leur mari (UNIAP, 2005). La plupart de ces femmes trafiquées pour le mariage proviennent des régions reculées situées près des frontières avec la Chine, c'est-à-dire parmi les régions les plus pauvres du Vietnam. Aujourd'hui, selon les statistiques d'UNIAP, le trafic humain vers la Chine compte pour 70% du nombre de femmes vietnamiennes trafiquées à l'étranger. Toutefois, la nature et les chiffres exacts demeurent indéterminés (UNIAP, 2009²³). Les femmes qui choisissent de se marier avec un étranger vivent très souvent l'isolement, puisqu'elles ne parlent pas la langue du pays d'accueil et ne connaissent pas les coutumes locales. Depuis quelques années, des agences de développement comme IOM et l'UFV donnent des formations pour préparer les femmes au mariage à l'étranger (Lom, 2008). Cependant, un grand nombre de ces femmes finissent par vouloir revenir au Vietnam, mais il devient difficile de le faire si leur mari leur a confisqué leur passeport ou si elles ont dû renoncer à la citoyenneté vietnamienne en se mariant. Il y a encore beaucoup de travail à faire pour le gouvernement vietnamien et les autres gouvernements de la région concernant les lois pour protéger spécifiquement les victimes de ces mariages arrangés et les aider à rentrer au pays puisque très peu de ces femmes réussissent à retourner chez elles (UNIAP, 2009).

Pourquoi ce phénomène est de plus en plus alarmant? La transition à l'économie de marché y est pour quelque chose comme je l'ai dit un peu plus tôt. Depuis le *Doi Moi*, il y a un nombre grandissant de gens qui migrent vers les milieux urbains afin de trouver un emploi. Mais comme déjà discuté auparavant, il est plus difficile pour une femme de s'en trouver un ou de le garder. La prostitution devient alors une option à considérer. Le *Doi Moi*, s'il a amené plus d'opportunités d'emploi pour les gens en milieu urbain, en a laissé très peu pour les gens des régions rurales

²³ http://www.no-trafficking.org/vietnam_who.html

reculées. Ces gens qui n'ont bien souvent pas fréquenté l'école ne sont pas en mesure de se trouver un emploi adéquat. C'est dans ce contexte que les trafiquants travaillent. Ils vont dans ces foyers pauvres pour promettre aux parents qu'ils ont des contacts en ville afin de trouver un bon emploi à leur jeune fille et qu'ainsi, elle pourra les aider en leur envoyant de l'argent. Ces parents sont tellement désespérés qu'ils laissent partir leur fille avec cette personne qui est bien souvent un parent éloigné, pour ne plus jamais entendre parler de celle-ci par la suite.

Les statistiques concernant les victimes de trafic d'êtres humains sont pratiquement inexistantes. Il n'y a aucune donnée précise malgré les efforts menés par les chercheurs, la police et le gouvernement. En fait, il est plus facile de trafiquer des humains que de trafiquer de la drogue et des armes, et aussi beaucoup plus payant (Binh, 2006; Marcovich, 2006; UNIAP, 2009). Il faut dire que le problème du trafic humain en Asie du Sud-est est très complexe. En raison de l'augmentation de la migration un peu partout dans la région, il devient difficile de repérer les victimes et les trafiquants. De plus, il n'est pas dans la nature des Vietnamiens de faire appel à des étrangers lorsqu'ils ont besoin d'aide. On préfère régler ses problèmes en famille. Comme il fut discuté avec Hoa Nguyen, la grande majorité des victimes ne retournent jamais dans leur foyer, une fois devenues la honte de leur famille. Puis, puisque ces femmes et ces enfants sont la plupart du temps trafiqués dans d'autres pays, il devient pour eux difficile de retourner chez eux, donc il devient aussi complexe pour les autorités de les retracer.

À l'heure actuelle, tous les pays du delta du Mékong possèdent un cadre légal basé sur une définition du trafic d'êtres humains élaborée lors de conventions internationales. Cependant, le Vietnam, tout comme la Chine et le Laos, n'a aucune loi anti-traffic, mais possède tout de même un code pénal et criminel visant à prévenir le travail forcé et l'exploitation sexuelle (UNIAP, 2009). Le Ministère du Travail, des

Invalides et des Affaires Sociales (MTIAS²⁴) a été désigné pour être le leader dans ce domaine. C'est le Département des maux sociaux²⁵ du MTIAS ainsi que le Département de la police criminelle, avec la collaboration de l'Union des Femmes, du Ministère de la Justice et des gardes frontaliers qui s'attaquent depuis quelques années au problème du trafic d'êtres humains au Vietnam²⁶. Une collaboration entre les gouvernements vietnamien, cambodgien et chinois s'est aussi avérée nécessaire afin d'augmenter l'efficacité des mesures contre les trafiquants et pour les victimes de trafic.

Des agences de développement et des ONG internationales sont aussi sur place pour travailler sur cette problématique. Il y a la United Nations Inter-Agency Project on Human Trafficking in the Greater Mekong Sub-region (UNIAP), une agence des Nations Unies qui travaille spécifiquement sur le trafic d'êtres humains en Asie du Sud-est. C'est la seule agence des NU qui travaille plus précisément sur cette problématique. Son rôle est d'harmoniser les différents projets et approches des ONG et des gouvernements afin d'augmenter l'efficacité dans la lutte contre le trafic d'êtres humains. UNIAP est aussi un centre de recherche qui tente d'établir des statistiques aussi précises que possible sur le trafic d'êtres humains dans la grande région du Mékong.

Durant mon enquête terrain au Vietnam, j'ai eu l'opportunité de rencontrer deux membres d'Oxfam-Québec, Vincent Dehon, représentant régional ASE d'OQ, et Marie Darbousset, spécialiste en genre d'OQ. Oxfam-Québec est un leader dans la lutte contre le trafic d'êtres humains au Vietnam. Cet organisme a mis sur pied, depuis quelques années, un projet Anti-Trafic Humain (ATH) avec la collaboration des UFV des provinces du Nord-ouest et du Nord-est du pays

²⁴ Ministry of Labour, Invalids and Social Affairs (MOLISA)

²⁵ Department of social evils

²⁶ www.humantrafficking.org

limitrophes à la Chine. Son projet ATH vise principalement à prévenir le trafic d'êtres humains en éduquant la population sur ses formes. Grâce au théâtre populaire, on présente des sketches qui illustrent comment les trafiquants s'y prennent pour duper les gens. Ainsi, la population devient plus alerte et est donc en mesure de démasquer plus facilement les trafiquants et de mieux comprendre la complexité de ce phénomène. Toutefois, comme me l'expliquait Marie Darbousset, les trafiquants s'adaptent eux aussi aux changements et trouvent de nouvelles façons de parvenir à leurs fins. Une semaine avant mon entretien avec Marie Darbousset, les parents d'une famille de la province de Ha Giang (près de la Chine) ont été tués pour pouvoir kidnapper ses enfants²⁷. C'est donc dire que le problème du trafic humain est encore loin d'être réglé.

3.4. Le tourisme et les femmes au Vietnam

Si le Vietnam était autrefois peu enclin à laisser entrer les étrangers, tout particulièrement ceux provenant de pays capitalistes, afin de protéger son indépendance nationale, il en est tout autrement depuis son ouverture à l'économie de marché. Nous avons vu plus tôt que de plus en plus d'investisseurs étrangers viennent installer leurs usines sur le territoire vietnamien ou investissent dans des entreprises locales axées sur l'exportation. Toutefois, il faut aussi mentionner l'augmentation spectaculaire du tourisme au Vietnam depuis les quinze dernières années. Le Vietnam abonde en paysages spectaculaires. Son histoire et sa culture attirent aussi une foule de gens de la Chine, du Japon, de la France et d'autres pays occidentaux.

La Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI) encouragent le développement de l'industrie du tourisme dans les pays émergents. Cette industrie rapporte de plus en plus avec les années, permettant à ces pays de

²⁷ Entretien avec Marie Darbousset, spécialiste en genre pour Oxfam-Québec, Hanoi, mai 2008.

payer leur dette nationale (Enloe, 2002). Les gouvernements de ceux-ci ont en tête de rehausser l'image de leur nation auprès de la population mondiale prête à consommer l'exotisme qu'ils ont à offrir.

L'industrie touristique au Vietnam, comme dans plusieurs autres pays, touche tout particulièrement les femmes. Ce sont les femmes qui occupent les postes de femmes de chambre, réceptionnistes, serveuses, vendeuses, et ce sont elles qui fabriquent tous les objets d'artisanat vendus aux touristes. Cependant, la hausse du tourisme amène aussi son lot de problèmes: le Vietnam est désormais une destination reconnue pour le tourisme sexuel, non seulement avec des femmes, mais aussi avec des enfants (UNIAP, 2009²⁸). Le tourisme sexuel est intimement lié au trafic d'êtres humains. Des réseaux de traite organisent l'«offre» pour les touristes. Comme l'explique Claudine Legardinier:

Alors que la traite met à la disposition des «clients», chez eux, des corps prostitués «exotiques», le tourisme sexuel les invite à se déplacer pour les «consommer» dans leur pays d'origine: deux faces inséparables du système prostitutionnel qui garantit à des hommes, pour leur bon plaisir, à toute heure et en tout lieu, des corps prostitués. Un espace protégé où ces derniers bénéficient d'un droit à l'irresponsabilité vis-à-vis d'autrui et demeurent à l'abri des exigences égalitaires des femmes (Legardinier, 2006: 634-635).

J'ai pu moi-même observer ce phénomène au Vietnam et ailleurs en Asie du Sud-est. Beaucoup d'hommes provenant des pays riches n'oseraient pas aller voir des prostituées dans leur propre pays, mais il en est tout autrement dans des pays en développement où les femmes ne sont pas seulement que des femmes, mais aussi des femmes de couleur, des femmes pauvres. Legardinier parle de «colonialisme des corps féminins» comme une des formes contemporaines du colonialisme (Legardinier, 2006: 634). Malheureusement, le tourisme sexuel n'est aujourd'hui

²⁸ http://www.no-trafficking.org/vietnam_who.html

dénoncé que lorsqu'il touche à des enfants, la pédophilie étant fortement pointée du doigt tandis que la simple consommation de femmes et d'adolescentes semble être tolérée par la société (Legardinier, 2006).

Les Vietnamiennes sont incroyablement inventives et débrouillardes pour offrir toujours plus de produits et services aux touristes, tandis que les hommes semblent beaucoup moins à l'aise dans ce secteur de l'économie informel. Le village de Sapa, dans la province de Lao Cai au Nord-ouest du pays, est sans doute l'exemple le plus spectaculaire de l'augmentation du tourisme au Vietnam et de ses impacts sur les femmes. Dans ce village, mais comme partout dans le pays, les femmes sont partout. Elles sont dans les hôtels, dans les restaurants, mais surtout dans les rues. Des centaines de femmes et de petites filles des villages avoisinants viennent à Sapa pour vendre leur artisanat. La plupart de ces femmes sont issues des minorités ethniques de la région. Ces femmes n'ont pas eu la chance d'aller à l'école et doivent travailler très dur pour gagner un peu d'argent. Les industries ne s'installent pas dans ces régions montagneuses reculées. La plupart des femmes travaillent donc sur les terres familiales, mais le tourisme leur apporte une nouvelle source de revenus. Depuis les dernières années, le gouvernement encourage le tourisme dans la région du Nord-ouest en raison des nombreuses populations des minorités ethniques qui y habitent et qui vivent de façon traditionnelle, ce qui intéresse toujours les touristes, et en raison des paysages spectaculaires.

3.4.1. Contexte sur la situation des minorités ethniques

Dès la fondation du Parti Communiste Vietnamien, Ho Chi Minh a souligné l'importance d'intégrer davantage les minorités ethniques dans la société vietnamienne et de protéger leurs droits dans la Constitution du PCV de 1946. Par contre, c'est seulement beaucoup plus tard, soit en 1981, que ces populations ont eu des droits comme des citoyens à part entière (UN Vietnam, 2002). Leur mode de vie

traditionnel est aussi constamment menacé, mais le gouvernement a mis sur pied un programme de protection culturelle en 2004 afin que leurs traditions ne se perdent pas. Avec l'augmentation du tourisme dans leurs régions, les populations des minorités ethniques doivent faire face à de nouveaux défis, par exemple, l'entrée de la culture occidentale, si elles ne veulent pas perdre leurs identités culturelles propres.

Le gouvernement vietnamien accorde une grande importance à l'éducation au niveau primaire. Environ 90 % de la population totale du Vietnam est alphabétisée. Toutefois, au sein des minorités ethniques, le taux d'alphabétisation n'est pas aussi élevé, pour n'être que d'environ 73% (Ministère des Affaires étrangères et du commerce international du Canada, 2006²⁹). Ce taux d'alphabétisation est peu élevé comparativement à celui de la population vietnamienne en entier en raison d'obstacles géographiques et linguistiques. En effet, les peuples des minorités ethniques vivant dans des zones reculées et montagneuses, les enfants doivent marcher souvent plus de deux heures pour se rendre à l'école. Puis, les minorités ethniques, ne parlant pas la langue vietnamienne mais leur propre langue, n'ont pas toujours accès à une éducation bilingue en raison du manque d'effectifs dans ces régions du Vietnam.

Si la population des minorités ethniques en général est désavantagée sur le plan de l'éducation, les jeunes filles le sont encore plus que les garçons. Beaucoup plus de garçons vont à l'école que de filles. Dans la région du delta de la Rivière rouge, on calcule que 1/4 des femmes sont illettrées et que 1/5 d'entre elles ne sont jamais allées à l'école (Wells, 2005: ii). Par exemple, chez les H'mongs, ethnie du Nord-ouest du Vietnam, le taux d'inscriptions à l'école primaire est 20% moins élevé chez les filles que chez les garçons (UNICEF: 11-12). Comme pratiquement partout dans le pays, et comme c'est un héritage du confucianisme, l'éducation des filles est

²⁹ <http://www.dfait-maeci.gc.ca/aboriginalplanet/around/asia/arvietnam-fr.asp>

perçue comme étant beaucoup moins importante que celle des garçons. Ce n'est toutefois pas le principal obstacle qui se présente aux jeunes filles des minorités ethniques. Les conditions économiques sont davantage à considérer. En effet, plusieurs enfants n'iront jamais à l'école parce que leurs parents sont trop pauvres. Ils doivent plutôt aider ces derniers en travaillant sur la terre ou en s'intégrant au secteur économique informel (Le Thi dans Le Thi et Thi Binh, 1997). C'est davantage le deuxième qui touche les jeunes filles de ces populations³⁰.

3.4.2. Le tourisme et les femmes dans village de Sapa: étude de cas

J'ai fait la connaissance de Ya, une femme de 32 ans de l'ethnie des H'mongs noirs, dès mon arrivée à Sapa. Les H'mongs sont une des ethnies les plus présentes de la province de Lao Cai avec les Dzaos. L'ethnie h'mong, comme plusieurs autres groupes ethniques, se divisent en plusieurs groupes. On retrouve donc des H'mongs noirs, des H'mongs fleuris, et des H'mongs blancs. C'est principalement avec des femmes des H'mongs noirs que j'ai eu la chance de discuter. Ya m'a invitée à aller passer deux journées avec elle afin de visiter les villages avoisinants et d'aller chez elle rencontrer sa famille dans son village de Lao Chai. Je l'ai donc suivi afin de découvrir en sa compagnie le quotidien d'une femme h'mong. Nous avons marché près de cinq heures pour arriver à sa maison. Il est vrai que nous avons fait plusieurs arrêts et plusieurs détours afin de visiter d'autres villages et afin de profiter de la splendeur des paysages montagneux décorés par des centaines de rizières en terrasse. La région de Sapa se situe à près de 1700 mètres d'altitude, tout

³⁰Plusieurs ONG travaillent spécifiquement sur le cas des minorités ethniques. Toutefois, comme me l'a affirmé Marie Darbousset d'Oxfam-Québec, il semble facile d'aller chercher des subventions auprès du gouvernement pour financer des projets concernant ces populations, mais beaucoup plus compliqué d'obtenir de la part de celui-ci les permis de travail nécessaire dans ces régions reculées. Au bout du compte, la subvention accordée par le PCV ne sert qu'à enrichir les autorités régionales qui demandent constamment de l'argent pour les permis sans offrir de possibilité d'implanter quoi que ce soit.

près du point culminant du Vietnam, le mont Fansipan d'une hauteur de 3143 mètres. Ya m'a affirmé qu'elle devait marcher environ quatre heures aller-retour à partir de son village pour aller vendre son artisanat aux touristes venant visiter Sapa. Elle fait ce trajet pratiquement tous les jours, sauf quelques fois où elle reste au village afin de s'occuper de la terre.

Nous sommes finalement arrivées à sa demeure en fin d'après-midi. Ses beaux-parents, qui habitent la maison juste à côté, étaient là avec les trois plus jeunes enfants de Ya qui venaient de rentrer de l'école. Ya et son mari ont trois garçons et une petite fille, et tous vont à l'école. Le plus vieux des enfants travaille avec son père de temps à autre à cultiver du thé. Leur maison est infiniment modeste. Tout y est très rudimentaire. On doit cuisiner sur le feu, laver la vaisselle, les vêtements et soi-même avec la fontaine à l'extérieur, et aller aux toilettes dans les bois un peu plus loin. Ils ont toutefois l'électricité. Ya et sa famille possèdent même depuis peu de temps une télévision et un lecteur DVD. Ils sont deux ménages dans tout le village à en posséder. Ya me raconte qu'elle a dernièrement fait cet achat grâce à ses revenus de plus en plus élevés. Depuis l'arrivée du tourisme à Sapa, Ya s'y rend pratiquement tous les jours afin de vendre l'artisanat qu'elle fabrique à la maison. Avec les années, elle a appris l'anglais, comme plusieurs autres femmes h'mongs faisant la même chose, et ainsi, a commencé à offrir ses services de guide aux touristes visitant la région. Ya voit beaucoup d'aspects positifs à l'augmentation du tourisme dans sa région. Grâce à celui-ci, elle peut nourrir sa famille et envoyer tous ses enfants à l'école. Pour elle qui n'a jamais eu la chance d'aller à l'école, l'éducation est considérée avec la plus grande importance.

Ya est mariée depuis l'âge de 16 ans. Elle n'avait jamais rencontré son époux avant le jour de leur mariage. Ce sont ses parents qui ont arrangé le mariage, comme il se fait encore dans plusieurs foyers au Vietnam. Elle se considère heureuse dans son mariage, son mari l'aidant beaucoup à la maison en cuisinant, et étant ouvert

à ce qu'elle amène des étrangers à la maison pour gagner sa vie. J'ai aussi rencontré la sœur de Ya qui vend aussi de l'artisanat aux touristes de Sapa avec son bébé accroché à son dos. À seulement 24 ans, elle est déjà mère de trois enfants.

Lorsqu'on se promène dans la ville de Sapa, il y a aussi des petites filles qui nous suivent pour qu'on leur achète leurs sacs, ceintures, bracelets et couvertures. Ces petites filles, qui ont en moyenne 10 ans, sont envoyées par leurs parents pour aller vendre ce que fabriquent leurs mères et leurs grand-mères. Elles ne sont jamais allées à l'école, et n'iront sûrement jamais. De toute façon, elles finiront par faire comme elles font présentement, c'est-à-dire fabriquer de l'artisanat pour aller le vendre aux touristes. Elles n'ont effectivement pas besoin de beaucoup d'éducation pour faire cela. Malgré qu'elles ne soient jamais allées à l'école et qu'elles ne savent ni lire ni écrire, ces fillettes parlent parfaitement anglais, et se débrouillent un peu en français, en allemand et en japonais. Elles passent leurs journées entières, de très tôt le matin à très tard le soir, à se promener dans les rues de Sapa pour vendre leur marchandise aux touristes. J'ai passé une semaine à Sapa à côtoyer ces enfants, et je n'ai jamais su où elles dormaient pendant que leurs parents sont à la maison dans un village lointain. Ces petites filles se tiennent entre elles sans presque jamais voir leurs parents. Étant donné que j'ai passé beaucoup de temps à Sapa (comparativement à la majorité des touristes qui ne font qu'y passer une journée), un groupe de petites filles a décidé de m'adopter comme leur grande sœur. Aussitôt que je mettais le pied dehors, elles venaient tout de suite se coller contre moi. Ces petites filles vont chercher l'affection là où elles le peuvent. Même les plus vieilles de 18 ans nous prennent la main en marchant et nous jouent dans les cheveux.

Je tenais à écrire le récit de ces rencontres car je pense qu'elles illustrent assez bien la situation des jeunes filles et des femmes h'mongs de la province de Lao Cai. Si le tourisme semble apporter beaucoup d'aspects positifs pour les femmes de Sapa, comme le pense Ya, il amène aussi son lot d'impacts négatifs. En effet, la

prostitution est de plus en plus présente. Puis, l'éducation semble continuer de perdre sa valeur puisque le commerce auprès des touristes apporte des bénéfices à court terme.

3.5. Les impacts sur l'Union des femmes du Vietnam

L'UFV est toujours la principale organisation traitant des questions concernant les femmes et la famille au Vietnam. Son rôle a naturellement changé avec le temps, suivant les changements que vit la société vietnamienne. La transition à l'économie de marché a bien évidemment aussi affecté l'UFV dans sa mission auprès de la population féminine du pays. Les problèmes et défis ne sont plus les mêmes, les demandes du gouvernement non plus. L'UFV doit donc s'ajuster à ces nouveautés auxquelles tout le peuple fait face.

L'Union des Femmes du Vietnam est à l'heure actuelle une des organisations de masse les plus actives au pays. Elle compte environ plus de quatorze millions de membres³¹, ce qui signifie qu'elle représente plus de 50% de la population féminine de plus de 18 ans, principalement des femmes âgées entre 30 et 50 ans des régions rurales (UN Vietnam, 2002). L'UFV travaille sur quatre niveaux administratifs: au niveau central (Hanoi), provincial, district et commune. L'organisation travaille toujours étroitement avec le gouvernement. Depuis 1988, le statut de l'UFV a même été réévalué en ordonnant maintenant que tous les niveaux du gouvernement devaient consulter l'UFV sur toutes les questions relatant des femmes et des enfants.

Aujourd'hui, le rôle de l'organisation se résume principalement à la gestion du bien-être social et à celle des projets de développement sous le programme de la rénovation du gouvernement. Il faut aussi mentionner que l'influence

³¹ Données recueillies lors d'un entretien avec Mme Xuan, directrice du Département des Communications et des Informations de l'UFV de Hanoi, Hanoi, 22 mai 2008.

qu'exercent les agences de développement international sur l'organisation, telles les Nations unies qui sont devenues son principal bailleur de fonds, explique cette transition vers des problématiques davantage d'ordre «femmes et développement». L'UFV s'occupe de faire la promotion de l'égalité entre les sexes en veillant à l'implantation des lois, du planning familial et de l'importance de l'éducation et de la santé dans les foyers, en soutenant le gouvernement dans son plan de réduction de la pauvreté en mettant sur pied des programmes de microcrédits et de formations techniques pour les femmes pauvres des régions rurales, en éduquant la population sur des problèmes de société comme le VIH-SIDA, le trafic d'êtres humains, la prostitution, la violence conjugale, etc. (Van Anh et Le Ngoc, 2000). D'ailleurs, le Vietnam a reçu en 1999 le *Population Award* des Nations unies pour ses actions concernant la planification familiale, en grande partie dues aux efforts de l'UFV (UN Vietnam, 2002). L'Union des Femmes est l'organisation vietnamienne possédant le plus grand réseau et demeure la plus active dans les affaires sociales. La grande majorité des ONG et des agences de développement international collaborent de près ou de loin avec celle-ci. Même si plusieurs lui reprochent de manquer parfois d'expertise, elle demeure selon ses collaborateurs une des organisations les plus dynamiques au Vietnam.

Représentant une grande partie des femmes du pays, l'UFV vit aussi cette transition à l'économie de marché avec difficulté en tant qu'organisation de femmes. En effet, l'UFV est aussi en pleine transition et doit gérer ces tensions entre la tradition et la modernité. C'est un sujet dont j'ai beaucoup discuté avec des membres de différentes ONG et agences des Nations unies. Si l'UFV a toujours lutté pour les droits des femmes, il semble y avoir à l'heure actuelle plusieurs contradictions au cœur de son discours. En effet, l'image de la «femme guerrière» des années 1970 a été changée pour celle d'une «femme de la classe moyenne», bonne mère de famille et bonne épouse. Il est intéressant après une visite du Musée des Femmes à Hanoi, musée fondé par l'UFV afin de rendre hommage aux femmes qui se sont battues et

sacrifiées pour la nation lors de la guerre américaine, de regarder les pages couvertures du magazine mensuel de l'organisation, le *Women of Vietnam Review*. Le décalage est frappant. Dans le premier, on retrouve des photos de femmes fortes, avec une arme à l'épaule, combattant aux côtés des hommes; dans l'autre, c'est la photo d'une belle jeune femme qui inspire la douceur et la délicatesse³². Plusieurs critiquent cette nouvelle image de la femme vietnamienne dont l'UFV fait la promotion. Elle n'inspire pas la réussite de la lutte pour l'égalité entre les sexes, mais plutôt un retour aux valeurs patriarcales héritées du confucianisme. Pourtant, si l'on visite les locaux de l'UFV de Hanoi, on retrouve une immense banderole rouge à l'extérieur mettant en scène des femmes travaillant pour leur nation avec un slogan socialiste au-dessus. Et dans la salle de réception, il y a cette grande peinture représentant les sœurs Trung. Mais la mentalité socialiste semble être dépassée pour le gouvernement et l'UFV doit suivre:

As the government has sought to recondition the population to meet the demands of market-driven development and global competition, the party's culture managers have introduced new norms of 'civilized' domesticity to replace the socialist ethics of collective participation and 'heroic' productivity. The 'new Vietnamese woman' of the *doi moi* period is an enlightened housewife, who stands at a distance from both the poverty and 'backwardness' of the countryside and the immoralities of capitalism. In promoting this ideal, the Women's Union has had to refashion its method and its mission (Pettus, 2003: 78).

Ce phénomène d'une féminité nationale socialiste changeant pour une représentation de la femme supposément plus moderne est commun aussi aux pays de l'ancien bloc soviétique et à la Chine. Le Vietnam n'est pas une exception.

L'UFV, tiraillée entre ce désir de défendre les droits des femmes et de préserver la culture vietnamienne dans ce nouveau contexte de la politique de

³² Voir l'annexe p.107-108.

renovation, envoie un message contradictoire aux femmes. En effet, on tente d'éduquer la population sur la violence conjugale afin d'enrayer ce fléau, tout en disant aux femmes qu'elles doivent être soumises à leur époux si elles désirent le bonheur de leur famille. Comme je l'ai mentionné un peu plus tôt, même si une femme se fait battre par son mari, le divorce doit demeurer une solution de dernier recours. Le sacrifice de la femme est primordial pour le bien-être du foyer vietnamien. L'UFV a de plus dernièrement ressorti ce vieux concept des quatre vertus traditionnelles pour réaffirmer l'identité des femmes vietnamiennes. Les quatre vertus qu'une bonne épouse et mère de famille doit posséder sont la beauté, la fidélité, le savoir-vivre et l'ardeur au travail. En plus de ces quatre vertus traditionnelles, les femmes vietnamiennes doivent aussi acquérir les trois vertus modernes, soit le savoir, la conscience sociale et le fait de gagner un bon salaire (VWU et NCFW, 2004). On demande aux Vietnamiennes d'être des super femmes, des êtres parfaits. Et l'Union des Femmes considère que cela est possible, tout en dénonçant le fait que les femmes n'ont pas assez de temps pour elles.

L'Union des Femmes du Vietnam demeure une organisation très conservatrice travaillant dans une tradition socialiste et nationaliste. Il est nouveau pour celle-ci de se concentrer sur des problématiques «femmes et développement» et d'orienter ses projets dans une approche de l'intégration transversale du genre³³. Tout cela constitue un nouveau vocabulaire et une nouvelle approche de travail. Cependant, toutes les personnes des ONG et des agences de développement que j'ai interviewées sont d'accord pour dire que l'UFV démontre une grande volonté à s'adapter à ce nouveau contexte de travail. Il est vrai qu'à la base, l'UFV est une organisation hiérarchique qui ne s'affirme pas du tout féministe, le féminisme étant perçu comme un concept occidental non adapté à la réalité vietnamienne³⁴. Toutefois,

³³ Voir chapitre 1, p. 11-15.

³⁴ Propos recueillis lors d'un entretien avec Mme Hoai Giang, directrice du Département des relations internationales de l'UFV de Hanoi, Hanoi, 22 mai 2008.

les membres de l'UFV semblent vouloir participer à ce grand mouvement mondial des femmes et apprendre des autres organisations de femmes ailleurs dans le monde. Depuis la politique du *Doi Moi*, l'UFV travaille en étroite collaboration avec les Nations unies, est signataire de plusieurs conventions internationales, est membre de plusieurs organisations internationales dont le Réseau de femmes de l'APEC, l'organisation de femmes de l'ASEAN et de l'*International Women Democratic Organization*. La langue demeure toutefois un obstacle pour les membres de l'UFV qui parlent pour la plupart uniquement le vietnamien. Cependant, les temps changent et la relève est de plus en plus en mesure de remplir le rôle de l'organisation sur le plan international.

Malheureusement, l'Union des Femmes n'a pas encore assez de pouvoir au sein du gouvernement et la priorité est toujours accordée à la mise en place de la rénovation (Van Anh et Le Ngoc, 2000). Les fonds qui lui sont alloués se font de plus en plus rares, ce qui l'oblige à aller voir ailleurs, par exemple auprès des Nations Unies et des autres agences de développement international. De plus, c'est l'UFV qui doit prendre en charge à elle seule tous les problèmes concernant les femmes que les ministères laissent de côté. Si tous au gouvernement s'impliquaient dans la question de l'empowerment des femmes,

The VWU would then be free to focus on its core activities such as awareness raising, research, advocacy, and monitoring the impacts of policies and programs on the status of women (NCFW, 2004 dans Wells, 2005: 62).

Il en est de même pour le *National Committee For the Advancement of Women* (NCFW), le principal organe du gouvernement couvrant les questions des droits des femmes aux pays. Le NCFW ne reçoit pratiquement plus de fonds, ce qui compromet son avenir, et manque d'expertise en genre pour lui permettre d'offrir aux autres ministères de véritables conseils techniques (Wells, 2005). Le NCFW est

l'instance gouvernementale qui gère le *Plan of Action for the Advancement of Women* du gouvernement. Il fut fondé en 1993 pour représenter le Vietnam lors de la quatrième conférence des Nations Unies pour la femme à Beijing en 1995. La présidente du NCFW est aussi la présidente de l'UFV, mais n'est pas membre du gouvernement, ce qui la contraint lors des prises de décisions (UNIFEM *et al*, 2006). Ce sont deux organisations différentes, le NCFW travaillant davantage auprès du gouvernement et l'UFV faisant surtout du travail de terrain en collaboration avec des ONG et des agences de développement, mais les deux sont intimement liées et se complètent.

De nombreux défis attendent l'Union des Femmes du Vietnam dans les années futures. Selon plusieurs chercheuses, l'organisation devra s'ajuster afin de représenter toujours plus les femmes du Vietnam. D'abord, elle devra revoir l'image de la femme qu'elle tente de promouvoir afin d'être cohérente avec son rôle. Elle devra aussi rejoindre davantage les femmes des minorités ethniques, les plus vulnérables du pays, en s'adaptant aux différences culturelles et linguistiques qui existent (ADB, 2002 dans Wells, 2005). Durant mes entrevues, quelques personnes ont affirmé que l'UFV devra aussi échanger plus avec des organisations de femmes de l'étranger, et des organisations de femmes occidentales aussi. Pour ce faire, elle aurait s'ouvrir aux théories féministes, même si elle ne s'auto-proclame pas comme étant féministe. Pr Le Thi Quy, femme fière d'être identifiée comme étant une féministe vietnamienne à l'étranger, donne justement des séminaires sur les théories féministes aux membres de l'UFV³⁵. Même si l'Union des Femmes possède une tradition rigide basée sur une hiérarchie verticale et une fidélité au Parti Communiste Vietnamien, elle veut se moderniser et s'adapter aux changements que vivent les femmes vietnamiennes afin d'améliorer encore plus leur situation.

³⁵ Propos recueillis lors d'une entrevue avec le Pr Le Thi Quy à Hanoi, avril 2008.

3.6. Dilemme entre tradition et modernité

Un des impacts dont il est moins souvent question dans les études sur la condition des femmes vietnamiennes depuis la rénovation est cette tension qui existe entre la tradition et la modernité chez les femmes, bien que cela soit de plus en plus palpable au fil des années. Les femmes sont tiraillées parmi les nombreuses exigences qu'on leur impose. Elles doivent être la parfaite image de la femme moderne, éduquée, de classe moyenne, tout en symbolisant les grandes traditions de la culture vietnamienne (Pettus, 2003). C'est tout particulièrement par le biais de ce thème que je constate un lien direct entre la mondialisation et les impacts de la transition à l'économie de marché sur les femmes vietnamiennes d'aujourd'hui.

Durant la guerre du Vietnam, on a pu assister à une déféminisation de l'image des Vietnamiennes (Ungar, 2000). En effet, l'image de la guerrière, de la femme forte prête à combattre pour défendre sa nation régnait dans les différents médias du pays, et même à l'étranger. C'est d'ailleurs sur cette image que beaucoup de féministes occidentales ont accroché, et à partir de celle-ci que certaines ont commencé à défendre les idéaux socialistes, par exemple Arlene Eisen à la fin des années 1970. L'UFV a aussi misé sur cette image pour lancer ses différentes campagnes de sensibilisation à l'égalité entre les sexes auprès de la population vietnamienne. Le Musée des Femmes de Hanoi, dont j'ai discuté un peu plus tôt, est rempli de photos de combattantes. Toute la propagande communiste durant les années 1970 et 1980 s'est aussi servi de cette image de la femme forte, capable de travailler et de lutter aux côtés des hommes.

Depuis la période de rénovation, on assiste à une «reféminisation» de l'image de la Vietnamienne. Le fossé se creuse toujours davantage entre les femmes de la campagne et celles de la ville depuis 1987 (Ungar, 2000). Avec le capitalisme qui entre en force, et les vestiges toujours présents du confucianisme, c'est le retour à

l'image de la bonne mère de famille, de la bonne ménagère (Ungar, 2000; Drummond, 2004). On recommence à valoriser les activités de reproduction plutôt que de production. L'Union des Femmes aussi encourage ce retour à l'image domestique des femmes. On remet de l'avant les vertus confucianistes que devraient posséder les Vietnamiennes afin de remplir leurs rôles sacrés d'épouse et de mère (Franklin, 2000).

Il existe au Vietnam depuis les deux dernières décennies de plus en plus de magazines destinés aux femmes. Dans ceux-ci on fait la promotion de la femme urbaine, de classe moyenne vivant comme une occidentale (Drummond, 2004). Depuis la fin de l'embargo américain en 1994, le capitalisme et la culture occidentale font partie de la réalité vietnamienne, et une société de consommation est en pleine émergence (Fahey, 1998). Les femmes sont alors devenues les parfaits modèles de la modernisation due à la transition à l'économie de marché en participant à l'économie du pays en tant que travailleuses et consommatrices. Dans ces nouveaux magazines féminins, on fait le culte de la féminité en vendant différents produits comme le maquillage et les vêtements à la mode (Drummond, 2004). D'ailleurs, l'industrie cosmétique vietnamienne est en constante hausse depuis la deuxième moitié des années 1990 (Fahey, 1998). Ces magazines sont devenus des manuels expliquant aux Vietnamiennes comment vivre son quotidien en tant que femme urbaine moderne. On leur explique comment s'habiller, quoi cuisiner, comment élever ses enfants, comment faire plaisir à son époux, comment devenir une bonne consommatrice, etc. (Drummond, 2004).

En 1989 a lieu le premier concours de beauté vietnamien, le «Miss Ao Dai», l'ao dai étant le vêtement traditionnel vietnamien pour les femmes (Fahey, 1998). L'UFV collabore à cet événement et en fait la promotion dans son magazine précédemment mentionné, le *Women of Vietnam Review*. Ce magazine de l'organisation est rédigé en anglais et s'adresse à un public étranger plus que

vietnamien. Il correspond tout à fait aux modèles de magazines typiquement occidentaux. Les images de la beauté féminine et de la sexualité sont de plus en plus utilisées pour vendre divers produits de consommation. De plus en plus, les Vietnamiens méprisent les produits locaux au profit des produits nord-américains et européens soit disant plus modernes (Fahey, 1998). L'augmentation du nombre de magazines de mode locaux implique aussi que de plus en plus de magazines de modes occidentaux sont vendus au Vietnam. Les modèles de beauté présentés aux femmes vietnamiennes sont les mêmes qu'en Occident, ce qui n'est pas sans conséquence. En effet, de plus en plus de femmes vont s'entraîner dans les gymnases afin de travailler leur silhouette (Fahey, 1998). Cette obsession pour le poids est une toute nouvelle problématique des dernières années³⁶. Même phénomène chez les hommes qui ont commencé à valoriser le body building. Autre observation, frappante pour toute occidentale qui voyage au Vietnam, est ce culte de la blancheur de la peau. Plus sa peau est blanche, plus une femme est jolie. Plusieurs femmes enviaient la couleur de ma peau et ne comprenait pas pourquoi je restais au soleil pour me faire bronzer. Les Vietnamiennes se cachent sous leurs ombrelles, portent de grands chapeaux, des gants couvrants leurs avant-bras, et des masques lorsqu'elles conduisent leur moto. Un peu comme lors des siècles précédents en Occident, la blancheur de la peau indique la classe sociale d'une personne, les paysans étant très foncés en raison du grand nombre d'heures passées à travailler à l'extérieur. Toutefois, cette attirance pour une peau blanche indique surtout que les jeunes Vietnamiennes veulent ressembler à tout prix à leurs consœurs occidentales. Ces phénomènes sont donc plutôt urbains, et créent toujours un décalage plus grand entre les populations des villages et celles des grands centres.

Cette image de la belle femme, bonne épouse et bonne mère de famille annonce un retour aux valeurs traditionnelles patriarcales de la pré-révolution

³⁶ Propos recueillis lors d'une entrevue avec Marjo-Ritta Tervonen, experte en genre pour UNDP Vietnam, Hanoi, mai 2008.

vietnamienne (Fahey, 1998; Ungar, 2000). Elle entretient ce concept de division sexuelle du travail contre lequel les femmes se battent depuis des années. Les femmes se voient à nouveau contraintes à leur rôle reproductif, mais doivent tout de même participer activement à la croissance économique du pays. Comme l'explique Melissa Wells dans son rapport de 2005 pour l'ADB:

Both women and men expect the ideal woman to have the four traditional virtues for women (to be hard-working, beautiful, faithful and well-behaved), but also expect them to have the modern virtues of knowledge, social awareness and the ability to earn money ((Franklin, 2000) Wells, 2005: 8).

Le même phénomène est présent en Occident où l'on demande aux femmes d'être belles, minces, bonne épouse, bonne mère, d'avoir une brillante carrière, d'être autonomes financièrement, etc. Le prix à payer pour devenir une femme moderne est très lourd et la pression, énorme. En effet, la théorie de la modernisation semble prendre pour acquis que la croissance économique et l'égalité entre les sexes vont de pair:

Modernization theory took the position that with 'modernization' (synonymous with Westernization) women in developing countries would become (like Western women) liberated and equal. This idea, of course, would beg the obvious question whether the situation of most women in the West really was being depicted in a completely accurate way. In much the same way that modernization theorists thought of the relationship between poverty and income inequality (that with rising GNP *per capita*, wealth would trickle down), they (if they addressed the issue at all) assumed that gender inequality was a cultural problem that had an economic solution (Bahramitash, 2005 :40)

Toutefois, avant que les Vietnamiennes soient aussi libérées qu'un certain nombre d'Occidentales, il faudra mettre de côté les traditions patriarcales et revoir le rôle des femmes dans les secteurs productifs et reproductifs de la société vietnamienne.

3.7. De nouvelles problématiques

De nouveaux problèmes se présentent à la société vietnamienne depuis l'ouverture à l'économie de marché. La mondialisation et l'influence de la culture occidentale amènent de nouveaux défis. Plusieurs études affirment qu'il faudra se concentrer davantage sur la jeunesse dans les prochaines années (Tuyet, 2005). En effet, il semble s'être créé un grand décalage entre la culture des jeunes et la culture des Vietnamiens plus âgés. Il est récent de voir des jeunes traîner dans les cafés entre amis habillés à l'occidentale et ayant des mœurs de plus en plus près des jeunes euro-américains. Le taux d'avortement a dramatiquement augmenté dans les dernières années, et ceci n'est pas seulement dû à la préférence d'avoir un garçon plutôt qu'une fille. Les relations pré-maritales sont de plus en plus chose commune. D'après une étude récente du Ministère de la Santé, 66,7% des hommes admettent avoir eu une ou des relations sexuelles avant le mariage (VietnamNet Bridge, 20 avril 2009³⁷). Par contre, le problème est que les jeunes ne reçoivent pratiquement aucune éducation sexuelle. En effet, toujours selon la même étude du Ministère de la Santé, 69,7% des parents vietnamiens pensent que leurs adolescents sont beaucoup trop jeunes pour apprendre sur la sexualité (VietnamNet Bridge, 20 avril 2009). À l'heure actuelle, le Vietnam est un des pays possédant le plus haut taux d'avortement. Autre cause expliquant cette hausse, plusieurs femmes conçoivent l'avortement comme étant un moyen de contraception. Elles ne croient pas en l'efficacité des moyens de contraception comme le condom et la pilule, mais il y a aussi le fait que bien souvent, le mari refuse ceux-ci (David, 1999). Les femmes n'ont pas le contrôle sur leur sexualité.

Le VIH-SIDA est aussi un nouveau problème auquel le gouvernement vietnamien tente de s'attaquer. Le taux de VIH-SIDA n'a cessé d'augmenter dans les

³⁷ <http://english.vietnamnet.vn/social/2009/04/843066/>

dernières années, et en 2004, des cas ont été rapportés dans les 64 provinces du pays (SRVN, 2005 dans Wells, 2005: iii). 60% des gens infectés par le VIH-SIDA ont moins de 30 ans (UN Vietnam, 2009: 6-7). Ceci est lié à l'augmentation de la migration à travers le Vietnam amenant d'autres problèmes comme l'alcool, la drogue et la prostitution, tous des problèmes rencontrés particulièrement par les jeunes (UN Vietnam, 2009). Notons qu'en 2005, 60% des prostituées étaient âgées de moins de 25 ans et 80% de moins de 30 ans (Tuyet, 2005: 38). Malheureusement, malgré tous les efforts menés par le gouvernement avec l'aide de l'Union des Femmes pour éduquer la population sur les moyens de contraception, la grande majorité des gens ne se protègent toujours pas ou le font mal. L'augmentation du taux de VIH-SIDA est le seul Objectif de Développement du Millénaire (ODM) qui n'est pas atteint et qui trahit le portrait des améliorations de la situation du Vietnam (Wells, 2005: iii; UN Vietnam³⁸).

Un autre problème récent au Vietnam, vécu principalement par les jeunes, est le suicide. En 2002, le suicide a enlevé plus de vies que la tuberculose, les problèmes cardio-vasculaires, la diarrhée et la malaria, et presque autant que le VIH-SIDA (Wells, 2005). D'après un sondage effectué auprès de 250 personnes recouvrant d'une tentative de suicide, le deux tiers était des femmes (Wells, 2005). De celles-ci, 80% avaient tenté de se suicider en raison d'un conflit avec leur époux, avec leur petit ami ou un membre de la famille (Wells, 2005: 45-46). Des recherches sur ce phénomène avec une approche basée sur le genre s'avèreront nécessaires dans les années qui viennent.

Dernier problème que je voulais soulever: le fait que de plus en plus de femmes ont de la difficulté à se marier³⁹. Depuis que les femmes sont entrées sur le marché du travail et y consacrent désormais de nombreuses heures, il est devenu

³⁸ www.un.org.vn

³⁹ Propos recueillis lors d'une entrevue avec Dang Thi Hanh de l'Asia Foundation, Hanoi, mai 2008.

difficile pour ces dernières de trouver mari. En effet, quatorze heures de travail par jour ne laissent pas beaucoup de temps pour les rencontres (Bui Thi Kim Quy, 1995). Il y a aussi ces femmes qui choisissent de faire des études supérieures qui découvrent le même problème. Au Vietnam, à l'âge de 30 ans, une femme devient trop vieille pour être mariée. Ces femmes sont donc condamnées au célibat. Sachant que le modèle de la femme proposé par le gouvernement est la femme de classe moyenne, bonne mère de famille et bonne épouse, celles-ci se retrouvent totalement en dehors du cadre prescrit. Une femme ne vaut pas grand-chose si elle n'est pas une mère et une épouse. C'est en tout cas ce que j'ai senti en discutant avec certaines jeunes femmes du Vietnam.

CONCLUSION

CONCLUSION

At the end of the twentieth century the legitimacy of neo-liberalism began to be challenged. After the fall of the Soviet Union, the free market economy had been hailed as the way to go for newly formed, ex-Soviet countries. It was believed that in dismantling a centrally planned economy, prosperity would come to the resource-rich, highly educated countries of the ex-Soviet Union. 'Unleashing the market' became the mantra for these countries in the late 1980s and early 1990s. [...] Moving towards a free market, however, neither promoted economic growth nor improved life conditions. With the demise of the interventionist state, social services declined and the standard of living dropped for a significant percentage of people in the ex-Soviet countries – including Russia (Bahramitash, 2005: 183).

Cette citation de Bahramitash prend tout son sens à la suite d'une analyse des impacts de la transition à l'économie de marché sur les femmes vietnamiennes. Dans une économie capitaliste, le profit prime sur le développement social et humain. Les plus vulnérables doivent donc lutter pour survivre dans une société qui est devenue une économie plus qu'autre chose (Danner et Young dans Kerr et Sweetman, 2003: 86). L'ouverture à l'économie de marché, en même temps que l'entrée de la mondialisation, a montré deux visages aux femmes du Vietnam depuis les vingt dernières années. Elles sont en effet beaucoup plus indépendantes en tant qu'individus depuis qu'elles se voient offrir plus d'opportunités d'emplois, mais se retrouvent davantage vulnérables en tant que femmes qui doivent remplir leurs devoirs de mère et d'épouse. La mondialisation néolibérale doit s'analyser dans une perspective féministe puisqu'elle a accentué la division sexuelle du travail en basant son économie sur l'exploitation des plus pauvres de la planète, c'est-à-dire les femmes du Sud.

Le Vietnam vit à l'heure actuelle une transition fondamentale, une transformation fascinante à observer. On n'a qu'à observer ce qu'est devenue sa voisine du Nord, la Chine, pour comprendre ce qui est en train de se produire chez cet

autre dragon de l'Asie. Mais rien ne se fait sans conséquence. Les plus vulnérables sont toujours ceux qui paient le plus cher le prix d'un développement économique rapide, et non nécessairement ceux qui en bénéficient.

Si, en général, le sort des femmes urbaines du Vietnam semble s'être nettement amélioré, il faudra porter plus d'attention aux femmes des régions rurales qui ne bénéficient pas des mêmes privilèges, tout particulièrement celles des minorités ethniques. Les agences des Nations Unies comptent dans les années futures consacrer plus de fonds et de temps à celles-ci vu l'état d'urgence de leurs besoins⁴⁰. Les jeunes filles urbaines, principalement de Hanoi et de Ho Chi Minh ville, seront aussi à observer puisqu'elles sont encore plus touchées que leur mère par cette transition socio-économique. Les problèmes changent et elles en sont le reflet.

Un besoin urgent d'analyser ce phénomène se fait sentir auprès des spécialistes des questions de genre au Vietnam. Il est vrai que le pays se porte de mieux en mieux et se montre exemplaire à plusieurs niveaux, mais un développement socio-économique plus équitable devrait primer sur une croissance économique au rythme effréné. Si les femmes sont le symbole d'une rénovation réussie ou non, elles doivent aussi pouvoir en profiter.

Le Vietnam vit des problèmes divers qui prennent tout leur sens et qui forment un tout lorsqu'on les analyse dans le cadre de la mondialisation. L'augmentation du tourisme, le trafic d'êtres humains, la hausse du taux de VIH-sida, l'augmentation des cas de violence conjugale et la migration sont tous des problèmes inter reliés et des conséquences directes des transformations socio-économiques dues à la transition à l'économie de marché. Cependant, la situation politique du pays complexifie la chose. En effet, le Vietnam communiste vit actuellement les problèmes

⁴⁰ Propos recueillis lors d'une entrevue avec Ingrid Fitzgerald et Anna Lise Moser de UNIFEM, Hanoi, mai 2008.

d'une société capitaliste. Le PCV est conscient du travail qu'il a à faire pour en arriver à un développement social plus équitable, mais saura-t-il réellement affronter cette situation nouvelle?

Les femmes vietnamiennes sont incroyablement fortes. Il est clair que le Vietnam dépend de cette force de caractère que possèdent les Vietnamiennes pour continuer d'avancer comme il le fait à l'heure actuelle. Toutefois, lors de mes entrevues au Vietnam, j'ai demandé aux gens ce qu'ils souhaitent aux femmes vietnamiennes pour leur avenir. Les mêmes choses sont revenues à chaque fois: plus de temps, plus de liberté, moins de pression. Je souhaite personnellement aux femmes vietnamiennes l'émancipation qu'on leur promet depuis déjà longtemps et auquel elles ont droit.

BIBLIOGRAPHIE

Théorie sur femmes et développement:

CAD-OCDE. «Les institutions et la «stratégie intégrée»: programme d'action de Pékin» dans BISILLIAT, Jeanne et Christine VERSCHUUR (dir.). *Le genre: un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Cahiers genre et développement, no 1, L'Harmattan, Paris, 2000, 263 p., pp. 221-230.

DAGENAIS, Huguette. «Méthodologie féministe pour les femmes et le développement: concepts, contextes et pratiques» dans LABRECQUE, Marie-France (dir.). *L'égalité devant soi. Sexes, rapports sociaux et développement international*, CRDI, Ottawa, 1994, pp.258-290.

DAGENAIS, Huguette et Denise PICHE. «Conceptions et pratiques du développement: contributions féministes et perspectives d'avenir» dans H. Dagenais et D. Piché (dir.). *Women, feminism and development/Femmes, féminisme et développement*, McGill-Queen's University Press, Montréal, 1994, pp.3-48.

DE BEAUVOIR, Simone. *Le deuxième sexe*, Gallimard, 2001 [1949], Paris, 2 volumes.

EVANS, Alison. «Tendances, contre-tendances et lacunes dans l'emploi des femmes» dans BISILLIAT, Jeanne et Christine VERSCHUUR. *Genre et économie: un premier éclairage*, Cahiers Genre et développement, no 2, L'Harmattan, Paris, 2001, pp.65-70.

GOETZ, Anne-Marie. «Gender justice, citizenship and entitlements: core concepts, central debates and new directions for research» dans MUKHOPADHYAY, Maitrayee et Navsharan SINGH. *Gender justice, citizenship, and development*, CRDI, Ottawa, 2007, pp. 15-58.

KABEER, Naila. «Triples rôles, rôles selon le genre, rapports sociaux: le texte politique sous-jacent de la formation à la notion de genre» dans BISILLIAT, Jeanne et Christine VERSCHUUR (dir.). *Le genre: un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Cahiers genre et développement, no 1, L'Harmattan, Paris, 2000, 263 p., pp.155-174.

KABEER, Naila. «Réflexions sur la mesure de l'empowerment des femmes» dans VERSCHUUR, Christine et Fenneke REYSOO (dir.). *Genre, pouvoirs et justice sociale*, Cahiers Genre et développement, no 4, L'Harmattan, Paris, 2003, pp. 253-274.

KABEER, Naila. *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et objectifs du Millénaire pour le développement*, Manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention, Les Presses de l'Université Laval/ L'Harmattan/ Centre de recherches pour le développement international (CRDI), 2005, 306 p.

LABRECQUE, Marie-France. «Les femmes et le développement: de qui parle-t-on au juste?», *Recherches féministes*, no 2, 1991, pp.9-24.

MEHRA, Rekha. «Gender in community development and resource management» dans YOUNG, Gay, Vidyamali SAMARASINGHE et Ken KUSTERER (éd.). *Women at the center. Development issues and practices for the 1990s*, Kumarian Press, Connecticut, 1993, pp.145-159.

MOGHADAM, Valentine. *Gender, development, and policy: toward equity and empowerment*, World Institute for Development Economics Research (WIDER), 1990, 62 p.

MOSER, Caroline. «Planification selon le genre dans le Tiers Monde: comment satisfaire les besoins pratiques et stratégiques selon le genre» dans BISILLIAT, Jeanne et Christine VERSCHUUR (dir.). *Le genre: un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Cahiers genre et développement, no 1, L'Harmattan, Paris, 2000, 263 p., pp. 133-138.

MOSSE, Julia Cleves. *Half the world, half a chance. An introduction to gender and development*, Oxfam UK and Ireland, Oxford, 1993, 229 p.

MUKHOPADHYAY, Maitrayee et Marguérite APPEL. «Formation à la notion de genre et transformation sociale: programme pour un changement» dans BISILLIAT, Jeanne et Christine VERSCHUUR (dir.). *Le genre: un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Cahiers genre et développement, no 1, L'Harmattan, Paris, 2000, 263 p., pp.233-238.

MUKHOPADHYAY, Maitrayee. «Gender justice, citizenship and development: an introduction» et «Situating gender and citizenship in development debates: towards a strategy» dans MUKHOPADHYAY, Maitrayee et Navsharan SINGH. *Gender justice, citizenship, and development*, CRDI, Ottawa, 2007, pp.1-14, pp. 263-314.

OVERHOLT, Catherine, Kathleen CLOUD, Mary B. ANDERSON et James E. AUSTIN. «Femmes dans le développement: cadre pour un projet d'analyse» dans BISILLIAT, Jeanne et Christine VERSCHUUR (dir.). *Le genre: un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Cahiers genre et développement, no 1, L'Harmattan, Paris, 2000, 263 p., pp.201-214.

PARKER, A. Rani et Michelle FRIEDMAN. «Gender and institutional change in international development» dans YOUNG, Gay, Vidyamali SAMARASINGHE et Ken KUSTERER (éd.). *Women at the center. Development issues and practices for the 1990s*, Kumarian Press, Connecticut, 1993, 221 p., pp.114-124.

PRONK, Jam. «Femmes dans le développement, le chemin vers l'autonomie» dans BISILLIAT, Jeanne et Christine VERSCHUUR (dir.). *Le genre: un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Cahiers genre et développement, no 1, L'Harmattan, Paris, 2000, 263 p., pp. 87-93.

RATHGEBER, Eva. «WID, WAD, GAD: Tendances de la recherche et de la pratique dans le champ du développement» dans H. Dagenais et D. Piché (dir.). *Women, feminism and development/Femmes, féminisme et développement*, McGill-Queen's University Press, Montréal, 1994, pp.77-93.

TINKER, Irene. *Persistent Inequalities*, Oxford University Press, Oxford & New York, 1990, 302 p.

UNIFEM. *Les voies d'accès à l'égalité de genre. Le CEDEF. Beijing et les OMD*, 2004, 47 p.

WILTSHIRE, Rosina. *Women's in sustainable development: frontiers of new a paradigm*, CRDI, Ottawa, 1994, 6 p.

YOUNG, Kate. «Intérêts des femmes et planification: approche méthodologique en vue de leur intégration dans les projets locaux, régionaux et nationaux» dans BISILLIAT, Jeanne et Christine VERSCHUUR (dir.). *Le genre: un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Cahiers genre et développement, no 1, L'Harmattan, Paris, 2000, 263 p., pp.215-219.

Femmes et mondialisation:

ANTROBUS, Peggy et Linda CHRISTIANSEN-RUFFMAN. «Women organizing locally and globally: Development strategies, feminist perspectives» dans PORTER, Marilyn et Ellen JUDD (éd.). *Feminists doing development: a practical critique*, Zed Books Ltd., London and New York, 1999, pp.175-189.

ANTROBUS, Peggy. *The global women's movement*, Zed Books Ltd., London and New York, 2004, 204 p.

ATTAC. *Quand les femmes se heurtent à la mondialisation*, Mille et une nuits, Paris, 2003, 190 p.

ATTANÉ, Isabelle. «Les 'femmes manquantes' en Asie» dans OCKRENT, Christine (dir.). *Le livre noir de la condition des femmes*, Éditions XO, Paris, 2006, p.35-62.

BAHRAMITASH, Roksana. *Liberation from liberalization. Gender and globalization in Southeast Asia*, Zed Books, London & New York, 2005, 211 p.

BIEL, Robert. «Le capitalisme a besoin des femmes», (pp.27-34) dans BISILLIAT, Jeanne (dir.). *Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques*, Karthala, Paris, 2003, 316 p.

BISILLIAT, Jeanne (dir.). *Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques*, Karthala, Paris, 2003, 316 p.

BIT, *Emploi et protection sociale dans le secteur informel*, Genève, mars 2000, 19 p.

BODSON Paul & Paul-Martel ROY. *Survivre dans les pays en développement. Approches du secteur informel*, L'Harmattan, Paris, 2003, 299 p.

BULBECK, Chilla. *Re-orienting western feminisms: Women's diversity in a postcolonial world*, University of Cambridge Press, Cambridge, 1998, 270 p.

CARDINAL, Linda, Annette COSTIGAN et Tracy HEFFERNAN. «Working towards a feminist vision of development» dans H. DAGENAIS et D. PICHE (dir.). *Women, feminism and development/Femmes, féminisme et développement*, McGill-Queen's University Press, Montréal, 1994, pp.409-425.

COQUERY-VIDROVITCH, Catherine. «Avant-propos» dans COQUERY-VIDROVITCH, Catherine et Serge NEDELEC (éd.). *Tiers-monde: l'informel en question?*, L'Harmattan, Paris, 1991, (7-18) 283 p.

DAWN. «Propositions, stratégies et méthodes alternatives» dans *Femmes du Sud. Autres voix pour le XXI^e siècle*, Côté-femmes, Paris, 1992, 157 p.

DE KONINCK, Maria. «Éléments de synthèse: la mondialisation, processus à analyser selon les contextes», pp.197-203. dans ROY, Marie-Andrée et Anick DRUELLE. *Lectures féministes de la mondialisation: contributions multidisciplinaires*, IREF (UQAM), Montréal, 2000, 206 p.

DRUELLE, Anick. «Stratégies des mouvements de femmes face au processus de mondialisation: quelques perspectives sociologiques» dans ROY, Marie-Andrée et Anick DRUELLE. *Lectures féministes de la mondialisation: contributions multidisciplinaires*, Les cahiers de l'IREF, no 5, 2000, pp.123-140.

DRUELLE, Anick. «Que célébrer 30 après l'Année internationale de la femme: une crise au sein des mouvements internationaux de femmes», *Recherches féministes*, vol 17, no 2, 2004, pp.115-169.

ENLOE, Cynthia. «On the Beach: Sexism and Tourism» dans GREWAL, Inderpal et Caren KAPLAN (éd.). *An introduction to Women's studies. Gender in a transnational world*, McGraw Hill, New York, 2002, p.416-422.

FALQUET, Jules. «Femmes, féminisme et développement. Une analyse critique des politiques des institutions internationales» dans BISILLIAT, Jeanne. *Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques*, Karthala, Paris, 2003, pp. 75-112.

FALQUET, Jules, Helena HIRATA et Bruno LAUTIER. «Les nouveaux paradoxes de la mondialisation (Introduction)» dans FALQUET, Jules, Helena HIRATA et Bruno LAUTIER (ed.). *Travail et mondialisation. Confrontations Nord / Sud*, Cahiers du Genre, no 40, Paris, L'Harmattan, 2006, p.5-14

FERGUSON, Kathy E. and Monique MIRONESCO (éd.). *Gender and Globalization in Asia and the Pacific. Method, practice, theory*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 2008, 420 p.

GILLS, Dong-Sook S. and Nicola PIPER (éd.). *Women and work in globalising Asia*, Routledge, New York & London, 2002, 238 p.

HIRATA, Helena. «Pour qui sonnent les glas? Mondialisation et division sexuelle du travail», pp.11-26 dans BISILLIAT, Jeanne (dir.). *Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques*, Karthala, Paris, 2003, 316 p.

KABEER, Naila. *Mainstreaming Gender in Social Protection for the Informal Economy*, Commonwealth Secretariat, London, 2008, 411 p.

KATRAK, H. Ketu. *Politics of the female body. Postcolonial women writers of the Third World*, Rutgers University Press, New Brunswick, New Jersey and London, 2006, 291 p.

KERR, Joanna and Caroline SWEETMAN (éd.). *Women reinventing Globalisation*, Oxfam Focus on Gender, Oxford, 2003, 157 p.

LAUTIER, Bruno. *L'économie informelle dans le tiers monde*, La Découverte, Paris, 2004, 122 p.

LEGARDINIER, Claudine. «Le tourisme sexuel» dans OCKRENT, Christine (dir.). *Le livre noir de la condition des femmes*, Éditions XO, Paris, 2006, p.633-641.

LENZ, Ilse, Charlotte ULLRICH and Barbara FERSCH (éd.). *Gender Orders Unbound? Globalisation, Restructuring and Reciprocity*, Barbara Budrich Publishers, Opladen & Farmington Hills, 2007, 369 p.

MARCOVICH, Malka. «La traite des femmes dans le monde» dans OCKRENT, Christine (dir.). *Le livre noir de la condition des femmes*, Éditions XO, Paris, 2006, p.545-596.

MARTINET, Philippe. «Secteur informel: débats et discussions autour d'un concept» dans COQUERY-VIDROVITCH, Catherine et Serge NEDELEC (éd.). *Tiers-monde: l'informel en question?*, L'Harmattan, Paris, 1991, p. 31-54.

MESTRUM, Francine. «De l'utilité des femmes pauvres dans le nouvel ordre mondial. Une analyse de la place des femmes dans le discours des organisations internationales sur la pauvreté», pp.35-73. dans BISILLIAT, Jeanne (dir.). *Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques*, Karthala, Paris, 2003, 316 p.

MOGHADAM, Valentine. *Globalizing Women: Transnational networks*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2005, 251 p.

MOLYNEUX, Maxine. «Analysing women's movements» dans JACKSON, Cecile et Ruth PEARSON (éd.). *Feminist visions of development. Gender analysis and policy*, Routledge, London and New York, 1998, pp.65-86.

RATHGEBER, Eva. «Gender and development in action» dans MARCHAND, Marianne H. et Jane L. PARPART (éd.). *Feminism / Postmodernism / Development*, Routledge, London and New York, 1995, pp.204-220.

RONDEAU, Chantal. «Les femmes et l'informel dans les villes africaines: Éléments de réflexion» dans BODSON, Paul et Paul-Martel ROY (éd.). *Politiques d'appui au secteur informel dans les pays en développement*, Economica, Paris, 1995, p.119-135.

ROWBOTHAN, Sheila. «Des femmes en résistance contre la mondialisation» dans VERSCHUUR, Christine et Fenneke REYSOO. *Genre, mondialisation et pauvreté*, Cahiers genre et développement, no 3, L'Harmattan, Paris, 2002, pp.177-184.

SMITH, Elise Fiber. «Women empowering women through NGOs» dans FRASER, Arvonne S. et Irene TINKER (éd.). *Developping power: How women transformed international development*, The Feminist Press at the City University of New York, New York, 2004, pp.249-261.

STEWART, Sheelagh et Jill TAYLOR. «Women organizing women: 'Doing it backwards and in high heels'» dans GOETZ, Anne-Marie (éd.). *Getting institutions right for Women in development*, Zed Books Ltd, London and New York, 1997, pp.212-222.

TAYLOR, Vivienne. *La marchandisation de la gouvernance. Perspectives féministes critiques du sud*, DAWN/ L'Harmattan, Paris, 2002, 225 p.

YASMIN, Tabera. «What is different about women's organizations?» dans GOETZ, Anne-Marie (éd.). *Getting institutions right for Women in development*, Zed Books Ltd, London and New York, 1997, pp.199-211.

ZAOUDE, Aster et Joanne SANDLER. «International organizations: Women's rights and gender equality» dans PERRY, Susan et Celeste SCHENCK (éd.). *Eye to eye. Women practicing development across cultures*, Zed Books Ltd., London and New York, 2001, pp.25-39.

Femmes et développement au Vietnam:

ANH, Tran Thi Van. «The direct loan capital from the bank to develop production and gender equality» dans BARRY, Kathleen (éd.). *Vietnam's Women In Transition*, Macmillan Press Ltd., London, 1996, p.214-22.

ANH, Tran Thi Van et Le Ngoc HUNG. *Women and Doi Moi in Vietnam*, Women's Publishing House, Hanoi, 2000, 291 p.

BARRY, Kathleen (éd.). *Vietnam's Women In Transition*, Macmillan Press Ltd., London, 1996, 332 p.

BÉLANGER, Danièle. *Rapport intergénérationnel et rapport hommes-femmes dans la transition démographique au Vietnam, de 1930 à 1990*, Ph.D. Université de Montréal, 1997, 258 p.

BÉLANGER, Danièle. «Filles et garçons dans les familles vietnamiennes: égalité et hiérarchie» dans BOUSQUET, Gisèle et Nora TAYLOR (dir.). *Le Vietnam au féminin*, Éditions Les Indes savantes, Paris, 2005, pp.287-303.

BINH, Vu Ngoc. « Trafficking of women and children in Vietnam: current issues and problems » dans BEEKS, Karen et Delila AMIR (éd.). *Trafficking and the global sex industry*, Lexington Books, Lanham, Boulder, New York, Toronto and Oxford, 2006, pp.33-42.

DAVID, Martine. *Stratégies des femmes, un espace de pouvoir sur leur vie sexuelle et reproductive: le cas des femmes mariées vietnamiennes*, M.Sc. Université Laval, 1999, 152 p.

DRUMMOND, Lisa et Helle RYDSTROM. « Introduction » dans DRUMMOND, Lisa et Helle RYDSTROM (éd.). *Gender practices in contemporary Vietnam*, Singapore University Press/ NIAS Presss, Singapour/ Copenhague, 2004, pp.1-21.

DRUMMOND, Lisa. « The modern « Vietnamese woman »: socialization and women's magazines » dans DRUMMOND, Lisa et Helle RYDSTROM (éd.). *Gender practices in contemporary Vietnam*, Singapore University Press/ NIAS Presss, Singapour/ Copenhague, 2004, pp. 158-177.

EISEN BERGMAN, Arlene. *Femmes du Vietnam*, Éditions des femmes, Paris, 1975, 399 p.

EISEN, Arlene. *Women and revolution in Vietnam*, Zed Books Ltd, London, 1984, 294 p.

FAHEY, Stephanie. « Vietnam's women in the renovation era » dans SEN, Krishna et Maila STIVENS (dir.), *Gender and Power in affluent Asia*, Routledge, London and New York, 1998, p.222-249.

FRANKLIN, Barbara A.K. *Expanding horizons. A report on the audience research and analysis and the media campaign for gender (Project Vie/96/011: « Capacity development for the implementation of the National Plan for the Advancement of Women »*, Women's Publishing House, Hanoi, March 2000.

GIANG, Tran Han. « Impact of Renovation policies on women in education, healthcare and social welfare » dans DRUMMOND, Lisa et Helle RYDSTROM (éd.). *Gender practices in contemporary Vietnam*, Singapore University Press/ NIAS Presss, Singapour/ Copenhague, 2004, pp. 137-156.

HEYZER, Noeleen. *Working women in South-East Asia. Development, subordination and emancipation*, Open Universit Press, Philadelphia, 1986, 145 p.

KABEER, Naila, Tran Thi Van Anh et Vu Manh LOI. *Preparing for the Future: Forward-looking Strategies to Promote Gender Equity in Vietnam*, World Bank Group et UN Vietnam, Hanoi, Décembre 2005, 43 p.

KABEER, Naila et Tran Thi Van ANH. *Globalisation, Gender and work in the Context of Economic Transition; The case of Vietnam*, UNDP, Hanoi, 2006, 40 p.

LAVOIE, Mylène. *Pauvreté et microcrédit au Vietnam: l'expérience de femmes en milieu rural*, M.A. Université Laval, 2002, 121 p.

LESCHKOWICH, Ann Marie. «Feminine disorder: state campaigns against street traders in socialist and late socialist Vietnam» dans BOUSQUET, Gisèle et Nora TAYLOR (dir.). *Le Vietnam au féminin*, Éditions Les Indes savantes, Paris, 2005, pp.187-207.

LOI, Vu Manh (Family sociology Dept., Institute of Sociology, IoS Hanoi), Vu Tuan HUY (IoS), Huu Minh Nguyen (IoS) et Jennifer Clement (Gender specialist). *Vietnam. Gender-based violence*, Study commissioned by the World Bank from researchers of the Institute of Sociology, November 1999, 45 p.

LOM, Chris. *Foreign marriages: love and money in Asia. Vietnamese brides in Korea*, IOM, 2008, 3 p.

MATSUI, Yayori. *Women in the New Asia*, White Lotus (Bangkok), Spinifex Press (Victoria), Zed Books (London & New York), 1996, 194 p.

Ministry of Agriculture and Rural Development (MARD), Committee for the Advancement of Women et Vietnam Sweden Mountain Rural Development Program 1996-2000. *Workshop on New Ideas for Gender balance development*, MILS-Program Board Office, Hanoi, April 1998, 40p.

NGAN-LING CHOW, Esther (éd.). *Transforming Gender and Development in East Asia*, Routledge, London et New York, 2002, 268 p.

NGUYEN, Quang Vinh. «Women and institutional changes in a developing rural area» dans BARRY, Kathleen (éd.). *Vietnam's Women In Transition*, Macmillan Press Ltd., London, 1996, p.207-213.

PETTUS, Ashley. *Between Sacrifice and Desire. National Identity and the Governing of Femininity in Vietnam*, Routledge, London et New York, 2003, 244 p.

PHAM, Thi Quê. *Le féminisme au Vietnam avant 1950*, Éditions Nang Moi, Scarborough, ON, 1992, 300 p.

QUY, Thi Kim. «The present situation of women workers in some foreign-invested enterprises in Ho Chi Minh City» dans MOGHADAM, Valentine (éd.). *Economic reforms, women's employment, and social policies. Case studies of China, Vietnam, Egypt and Cuba*, World Institute for Development Economics Research (WIDER), 1995, pp. 68-93.

Report of non-governmental organizations regarding Implementation of the Convention on the Elimination of all forms of Discrimination Against Women (CEDAW) in Vietnam with financial assistance from: The United Nations Development Funds for Women (UNIFEM), The Embassy of Switzerland, Action Aid Vietnam, Gender and Community Development Network – GenComNet, Hanoi, 2006, 68 p.

The Socialist Republic of Vietnam. *The Second National Report on the Implementation of the UN Convention on the Elimination of all forms of Discrimination Against Women*, Women's Publishing House, Hanoi, 1999, 128 p.

TAYLOR, Sandra C. *Vietnamese women at war: fighting for Ho Chi Minh and the revolution*, University Press of Kansas, Kansas, 1999, 170 p.

THI, Le. «Doi Moi and female workers: a case study of Hanoi» dans MOGHADAM, Valentine (éd.). *Economic reforms, women's employment, and social policies. Case studies of China, Vietnam, Egypt and Cuba*, World Institute for Development Economics Research (WIDER), 1995, pp.44-66.

THI, Le. *The role of the family in the formation of Vietnamese personality*, The Gioi Publishers, Hanoi, 1995, 155 p.

THI, Le et Do Thi BINH (éd.). *Ten years of progress. Vietnamese women from 1985 to 1995*, Phu Nu Publishing House, Hanoi, 1997, 340 p.

TRUONG, Thanh-Dam. «From state duty to women's virtue: care under liberalisation in Vietnam» dans TRUONG, Thanh-Dam, Saskia WIERINGA et Amrita CHHACHHI (éd.). *Engendering human security: Feminist perspectives*, Zed Books Ltd, London and New York, 2006, pp.169-186.

TUYET, Le Thi Nham (chief editor). *Images of the Vietnamese Woman in the 21st century*, Research Center for Gender, Family and Environment in Development (RCGFED), The Gioi Publishers, Hanoi, 2005, 344 p.

UNDP. *Gender differences in the Transitional Economy of Vietnam*, UNDP Vietnam et Food Agriculture Organization (FAO), Hanoi, August 2002, 24 p.

UNGAR, Esta. «Re-engendering Vietnam: from militant to market socialism» dans EDWARDS, Louise et Mina ROCES(éd). *Women in Asia. Tradition, modernity and globalisation*, The University of Michigan Press, Michigan, 2000, pp.291-313.

UNICEF Vietnam. *The transition of ethnic minority girls from primary to secondary education*, 107 p.

UNIFEM. *Trafficking Persons. A Gender and Rights Perspective. Briefing Kit*, 22 p.

UN Vietnam. *Gender Briefing Kit*, Hanoi, 2002, 84 p.

UN Vietnam, *United Nations position paper on young people in Vietnam 2008-2010*, Hanoi, 2009, 24 p.

Vietnam Women's Union, International Council on Mangement of Population Programs (ICOMP) et Asian Development Bank (ADB). *Project on strengthening women's NGOs. Final report 1995-1997*.

VWU. *Report of the Central Committee of the Vietnam Women's Union at the 9th National Women's Congress*, Hanoi, Février 2002, 64 p.

VWU. *The 10th National Women's Congress: Vietnamese women in Unity, Creativity, Equality, Development, contributing to promote the national renovation*, Hanoi, Octobre 2007, 21 p.

VUONG, Thi Hanh, NGO Tuan Dung, TRAN Bach Mai et NGUYEN Thi Ninh. *Manual for Women in People's councils*, VWU & NCFW, Hanoi, 2004, 83 p.

WELLS, Melissa (gender and policy consultant). *Vietnam: Gender Situation Analysis 2005*, prepared for the Asian Development Bank (ADB), November 2005, 117 p.

WERNER, Jayne et Danièle BÉLANGER (éd.). *Gender, Household, State: Doi Moi in Vietnam*, Cornell University (Southeast Asia Program Publications), Ithaca (New York), 2002, 151 p.

WERNER, Jayne. «Gender matters: gender studies and Vietnam studies» dans BOUSQUET, Gisèle et Nora TAYLOR (dir.). *Le Vietnam au féminin*, Éditions Les Indes savantes, Paris, 2005, pp.19-41.

WHITMORE, John K. «Queen mother: the origin of family politics in early modern Vietnam» dans BOUSQUET, Gisèle et Nora TAYLOR (dir.). *Le Vietnam au féminin*, Éditions Les Indes savantes, Paris, 2005, pp.43-50.

WHYTE, Robert Orr & Pauline WHYTE. *The Women of rural Asia*, Westview Press, Colorado, 1982, 262 p.

World Bank, Asian Development Bank, UK Department for International Development (DFID) et Canadian International Development Agency (CIDA). *Vietnam. Country Gender Assessment*, Décembre 2006, 82 p.

Contexte socio-politique, économique et historique du Vietnam:

CONFUCIUS. *Les Entretiens* (trad. Anne Cheng), Éditions du Seuil, Paris, 1981, 153 p.

DUIKER, William. «Ho Chi Minh: Myth and Reality» dans GOSCHA E., Christopher et Benoît DE TRÉGLODÉ (éd.). *Naissance d'un État-parti : le Viêt Nam depuis 1945 = The birth of a party-state : Vietnam since 1945*, Éditions Les Indes Savantes, Paris, 2004, p.117-133.

GOSCHA E., Christopher et Benoît DE TRÉGLODÉ (éd.). «Introduction» dans *Naissance d'un État-parti : le Viêt Nam depuis 1945 = The birth of a party-state : Vietnam since 1945*, Éditions Les Indes Savantes, Paris, 2004, (11-23) 463 p.

LANGLET, Philippe. *Introduction à l'histoire contemporaine du Viêt Nam : de la réunification au néocommunisme (1975-2001)*, Éditions Les Indes savantes, Paris, 2001, 247 p.

LE, Van Cuong et Jacques MAZIER (éd.). *L'économie vietnamienne en transition les facteurs de la réussite*, L'Harmattan, Paris & Montréal, 1998, 282 p.

LUGUERN, Joël. *Le Viêt-nam*, Éditions Karthala, Paris, 1997, 333 p.

MARTIN, Jean-Yves. «L'exception éducative vietnamienne à l'épreuve de l'ouverture» dans GIRONDE, Christophe et Jean-Luc MAURER (dir.). *Le Vietnam à l'aube du XXI^e siècle. Bilan et perspectives politiques, économiques et sociales*, Paris, Karthala, 2004, p.325-345.

NGUYEN, Ngọc Huy, Tài Văn TA, and Binh Tu TRAN, *The Lê Code. Law in Traditional Vietnam (Vol.1-2-3)*, Ohio Press University, Ohio, 1987, 1038 p.

PAQUET, Emmanuelle. *Réforme et transformation du système économique vietnamien : 1979-2002*, L'Harmattan, Paris, 2004, 326 p.

RAINHORN, Jean-Daniel. «Paradoxes et dilemmes d'un système de santé en crise. L'exception vietnamienne.» dans GIRONDE, Christophe et Jean-Luc MAURER (dir.). *Le Vietnam à l'aube du XXI^e siècle. Bilan et perspectives politiques, économiques et sociales*, Paris, Karthala, 2004, p.325-345.

Sites internet:

Banque mondiale: www.worldbank.org.vn (consulté en avril 2009)

Banque de ressources interactives en sciences économiques et sociales: www.brises.org (consulté en juillet 2009)

Ministère des Affaires étrangères et du commerce international, Canada: www.dfait-maeci.gc.ca (consulté en août 2008)

UNIAP: www.no-trafficking.org/vietnam (consulté en mars 2009)

UNICEF Vietnam: www.unicef.org/vietnam (consulté en mai 2009)

Human trafficking.org: www.humantrafficking.org: consulté en octobre 2008

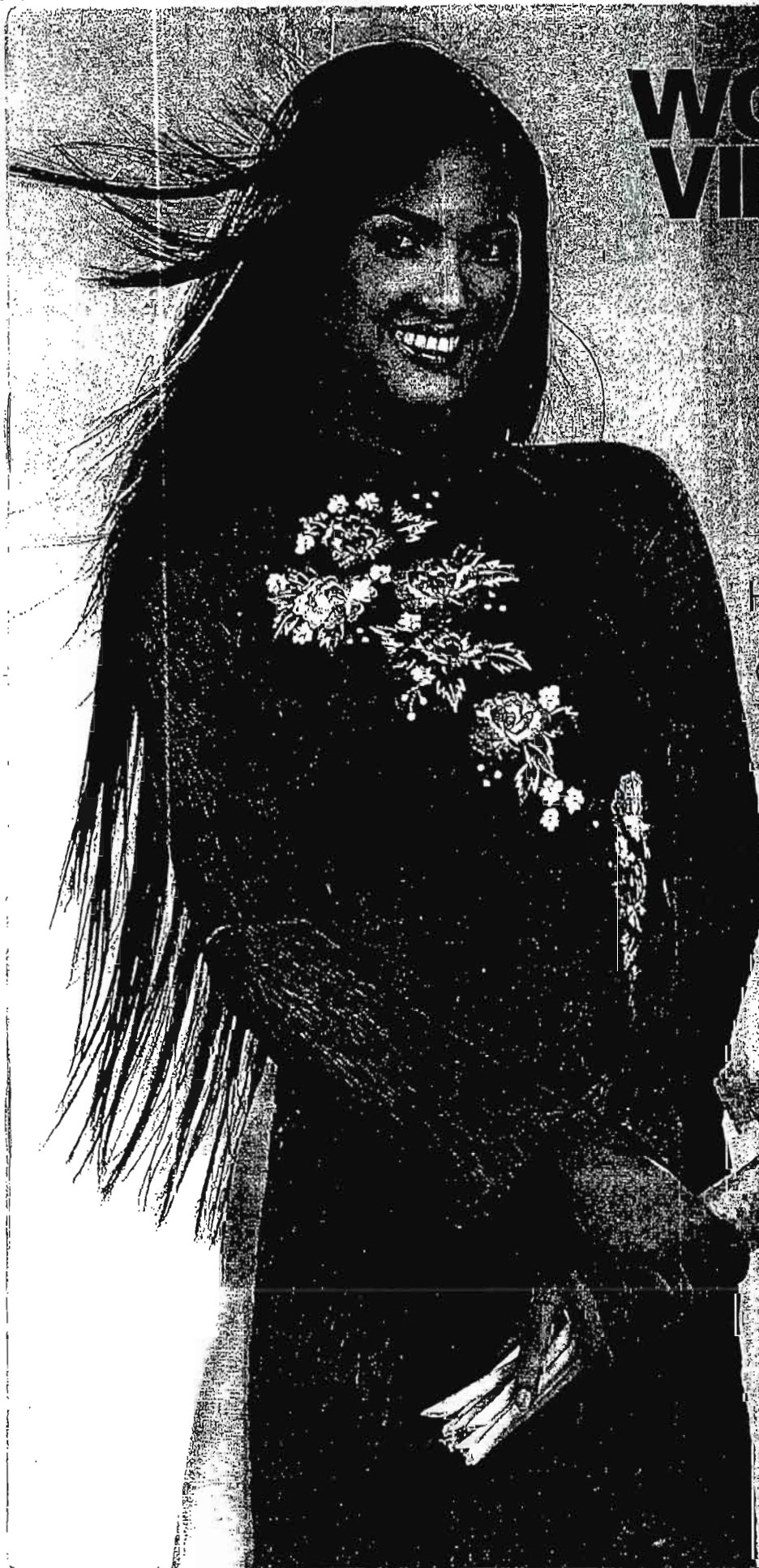
VietnamNet Bridge: www.english.vietnamnet.vn (consulté en juin 2009)

UN Vietnam: www.un.org.vn (consulté en mai 2009)

UFV: www.hoilhpn.org.vn

ANNEXES





WOMEN OF VIETNAM REVIEW

№22006

HO CHI MINH CITY:
30 YEARS
OF DEVELOPMENT

NEWS LAW FOR
GENDER EQUALITY
WILL RAISE SOCIAL
AWARENESS

PILGRIMAGE TO
THE SOURCE

20 YEARS OF
KOVALEVSKAJA
PRIZE